

LE MONDE  
LIBERTAIRE  
HORS-SERIE

# LE MONDE LIBERTAIRE



• NOTRE DOSSIER :

## Démocratie lacrymogène

+

• Portfolio :

"Paroles de réfugiés" par Henri Winter

Hors-série n°63 du Monde Libertaire  
janvier-fevrier 2016

M 06726 - 63H - F : 5,00 € - T : 5,00 DT<sup>RD</sup>



Édito - *Pola Key* ..... 01

## DOSSIER :

|  |    |
|--|----|
| Démocratie, une idée morte ? - <i>Louis Janover</i> .....                      | 04 |
| Démocratie ou dictature ? - <i>Léon de Mattis</i> .....                        | 11 |
| Théorie et réalité des régimes représentatifs - <i>Paul Boino</i> .....        | 14 |
| La démocratie est la préhistoire de l'anarchie - <i>Yannis Youlountas</i> ...  | 20 |
| Démocratie directe ou anarchie - <i>Hervé Trinquier</i> .....                  | 24 |
| Aux frontières de la démocratie - <i>No Border</i> .....                       | 37 |
| Femmes et démocratie - <i>Hélène Hernandez</i> .....                           | 43 |
| Marseille : la guerre de Troie a bien eu lieu - <i>Patrick Schindler</i> ..... | 46 |
| Démocratie familiale - <i>Jean le Gal</i> .....                                | 48 |

## PORTFOLIO

|  |    |
|--|----|
| Henri Winter, <i>Paroles de réfugiés</i> ..... | 32 |
|--|----|

## PLUS

|   |    |
|---|----|
| Dans la bibliothèque noire .....  | 51 |
| International :   |    |
| Podemos et la démocratie - <i>Élan noir</i> .....                             | 52 |
| Confédéralisme démocratique au Kurdistan - <i>Zaher Baher</i> .....           | 56 |
| Libertaires au Pérou - <i>Franz Garcia</i> .....                              | 60 |
| Turquie : la vengeance du Président - <i>Tom Nisse</i> .....                  | 62 |
| Cette insurrection qui ne vient pas - <i>Fred Desoches (en hommage)</i> ..... | 64 |

## FÉDÉRATION

|   |    |
|---|----|
| Radio Libertaire, la grille des programmes .....          | 67 |
| Les groupes et liaisons de la Fédération anarchiste ..... | 68 |

**ERRATUM** : Dans notre précédent numéro, en page 9, dans la note de bas de page décrivant le "projet pour une presse libre" publié dans Le Monde Diplomatique par Pierre Rimbert en décembre 2014, il était écrit par erreur : « *Cette mutualisation serait en partie, voire très largement financée par l'Etat* ». Or ce projet, qui repose notamment sur la création d'une infrastructure commune de production et de distribution de l'information, ne dépendrait pas de l'impôt, mais de caisses d'information fonctionnant comme les caisses de Sécurité sociale d'après-guerre : c'est-à-dire gérées par des représentants des salariés. Projet qui permet justement d'échapper à l'alternative Etat / marché. Ce qui n'est pas du tout pareil... La responsable de cette bourde sera évidemment punie comme il se doit, nous l'avons condamnée à relire tous les numéros du Monde Diplomatique parus depuis qu'elle est en âge de lire.

### Illustrations et crédits photos :

**PORTFOLIO** : *Paroles de réfugiés*, par Henri Winter : dans le cadre de ce numéro, le groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste avait interrogé des réfugiés sur leur vision de la démocratie. Une unique question, presque naïve, "que pensez-vous de la démocratie ?", et des réponses à demi-mot, des attitudes dans lesquelles on devine chez certains (sans doute en raison de leurs antécédents politiques) la crainte de se dévoiler totalement...

C'est sur la base de ces témoignages qu'Henri Winter a réalisé le portfolio qu'il signe pour ce numéro.

AUTRES ILLUSTRATIONS : Daniel Garcia (p. 39), Nemo (p. 63), Carlos Tovar - Carlin (p.61), Pola.k. (autres pages).

**Le Monde Libertaire Hors Série**, bimestriel de la Fédération Anarchiste, est édité à la SARL Publications du Monde Libertaire.

**Direction de la publication** : Claudie Ger - Imprimé par les presses du Ravin Bleu, 27 rue du Capitaine Ferber, 75020 Paris

**Ont participé à ce numéro** : Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Zaher Baher (Kurdistan Anarchist Forum), Paul Boino, No Border, Élan noir, Fred, Jean le Gal, Franz Garcia (Corriente Libertaria, Peru), Hélène Hernandez, Louis Janover, Léon de Mattis, Mélusine, Tom Nisse, Patrick Schindler, Hervé Trinquier, Yannis Youlountas.

Les articles publiés dans ce journal nous sont proposés par des rédacteurs qui partagent notre sensibilité libertaire et écrivent librement selon le principe de la responsabilité individuelle : ils ne reflètent aucune "position officielle" de la Fédération Anarchiste, mais tout simplement l'expression ouverte des multiples sensibilités susceptibles de traverser l'anarchie en général, au delà même de notre fédération. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Cependant, c'est avec grand plaisir que nous acceptons par avance et solidairement la responsabilité de tout propos qui viendrait heurter vos convictions racistes, homophobes, sexistes, religieuses, patriarcales, nationalistes, colonialistes ou autoritaires. Adeptes d'un vieux monde, lisez autre chose, tout simplement.



**A**u rayon des petites actualités de la démocratie, les nouvelles se bousculent : il y a au moins de deux mois, un des "buzz" du moment consistait à poster, sur facebook, une vidéo "selfie" se montrant en train de déchirer sa carte d'électeur. Et puis l'horreur est passée dans les rues de Paris, et notre gouverneur, qui a tout compris de *la stratégie du choc* de Naomi Klein, a très opportunément resserré la-dite démocratie entre les frontières barbelées d'un état d'urgence liberticide, comptant sur l'aveuglement d'un nouvel élan national mystifié sur l'air d'"*on est tous Charlie, on est tous Paris*".

On retiendra le son sinistre, symbole de cette démocratie lacrymogène, des pieds cloutés des forces de l'ordre piétinant le mémorial dédié aux victimes des attentats pour mieux faire pleuvoir gaz et coups de tonfas sur la foule... et accusant ensuite les seuls manifestants du saccage. Et, une fois la supercherie révélée par les vidéos des témoins, on n'aura même pas eu droit au traditionnel "*c'est pas moi qu'a commencé*" ou à quelque autre couplet d'excuse post-bourde du flic en chef. "*Dans le contexte, c'était nécessaire*", glissera en substance laconiquement un "correspondant anonyme" de la préfecture. Et tout le monde aura bien compris que désormais, toute bavure est nécessaire.

Et puis sont venues les élections régionales, l'impression pour beaucoup de revivre un flash-back de cauchemar où l'on est sommé de choisir entre la peste et le choléra, le cortège des prophètes "*qui nous l'avaient bien dit*", et pour finir un front républicain même pas honteux chantant triomphalement "la victoire de la démocratie", tandis qu'au fond du chœur de la foule désabusée continue d'enfler une rengaine discordante : "*mais on n'est plus en démocratie...*"

J'en vois deux qui rigolent là derrière... bah oui, bien sûr, chez les libertaires, on le sait depuis toujours, qu'on n'a encore jamais été en démocratie. Le truc, c'est qu'il semblerait qu'on ne soit plus les seuls : jamais encore on n'avait pu avouer s'être abstenu.es de voter et rencontrer aussi peu de réactions horrifiées ou culpabilisantes. Les petits films expliquant pourquoi "j'ai pas voté", les textes fustigeant ceux et celles qui continuent à se prêter à cette mascarade sont abondamment partagés sur la toile. Comme si la honte changeait de camp pour envahir celui des tenants du "choisir le presque moins pire".

Et s'il y avait comme une espèce d'opportunité libertaire ? Et s'il était temps de se repencher en détail sur le sens véritable de la démocratie, pour fourbir nos armes, savoir mieux expliquer, disposer d'arguments solides, et faire entrevoir un horizon possible à ceux qui n'en sont qu'au constat d'échec de notre démocratie représentative sans trop de perspective sur ce qui pourrait la remplacer, ni comment ?

L'équipe du Monde Libertaire a laissé libre court à plusieurs plumes afin qu'elles s'expriment sur ce sujet. Du coup, loin de fermer le propos, ce numéro propose une vision pluraliste d'anarchistes sur la démocratie, tant dans les points de vue que dans la définition même du terme. Pour certain.es la démocratie est à réinventer, pour d'autres elle est à dépasser.

Mais pour tous, il s'agit de reconstruire un monde sans domination, sans pouvoir oppresseur, un monde dans lequel l'individu émancipé est directement acteur de la société, à l'égal de tous.

C'est la fin de l'année, et c'est sans doute la fin d'une ère : il ne tient qu'à nous d'en faire une grande fête libertaire !

**Pola Key**

Groupe Béthune-Arras

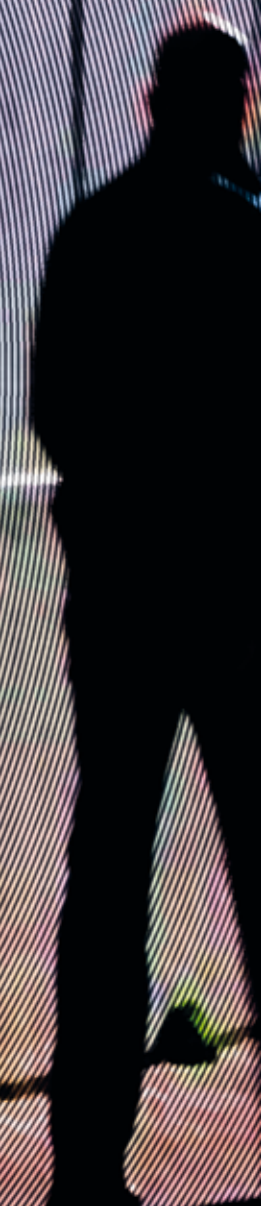
Fédération anarchiste



ABSTENTION!

Notre dossier :

# Démocratie lacrymogène





# Démocratie, Une idée morte en Europe ?

par Louis Janover

Commençons donc par ce qu'il faut annoncer sous peine d'être soupçonné de rester insensible aux monstruosité du terrorisme ou, pis encore, de nourrir une secrète connivence avec la barbarie djihadiste : les massacres perpétrés horrifient ! Répéter cette condamnation sur tous les tons et en boucle, puisque la démocratie réclame cette unanimité dans l'expression, voilà la marque d'identité critique qui révélerait une humanité enfin partagée sans réticence, une "innocence", nous dira un publiciste réputé. Mais qu'il faille désormais faire état de ce sentiment, qui va de soi, comme d'un acte de repentance ne peut laisser de surprendre.

Fallait-il que le pire nous rattrape pour en dénoncer l'inévitable et faire de ce rejet la marque de l'être ensemble ? Être ensemble — avec qui ? Il existe pourtant, n'en doutons pas, des personnes qui n'ont pas eu besoin d'entendre les prêches de la gent politique et journalistique pour avoir une idée de ce que nous réserve aujourd'hui la banalité de la barbarie. Encore faut-il ne pas oublier de quoi elle se nourrit et qui la nourrit. Et qu'elle prend racine dans un système qui sait en faire

cohabiter les extrêmes dès lors que le capital dans sa version la plus ordinaire y trouve son compte.

Peut-être certains ne se sentent-ils pas obligés, pour prendre conscience, d'apporter leur appui à la politique de répression dans laquelle le pouvoir dit socialiste inscrit les conflits et sa réponse ; peut-être n'ont-ils aucune envie de suivre ceux qui n'hésitent pas à accorder leur appui "diplomatique" à des régimes pour lesquels la qualification de terroriste ne messied pas, car, qu'on y regarde de près, et l'on s'aperçoit que ces États, qui jouissent de toutes les prérogatives et de tout le respect de leurs pairs, n'ont rien à envier à ceux dont on stigmatise les méthodes : ils ne font en somme que s'inspirer de ceux qu'ils combattent, ou de les inspirer. Faut-il rompre le silence pour donner à entendre ce qui ne se dit pas ?

Dans les comptes et mécomptes, les alliances et les mésalliances, les réseaux d'armement et de désarmement, qui mobilisent tant de bonnes volontés, que pèse ce massacre des innocents par une bande de décervelés — dont le cerveau est ailleurs et dont les objectifs doivent obéir à des impératifs stratégiques bien précis s'ils veulent se faire craindre et obéir — ? Il ne faut pas sentir le poids des victimes de cet équilibre de la terreur entre tant de grandes puissances pour oser déclarer, comme le fait un donneur de leçons de Marianne : « *C'est un triste honneur, mais un grand honneur aussi pour la France que d'être devenue la cible principale de ce néofascisme islamique.* »

L'honneur de la France ? On peut dormir tranquille, à condition de dormir, quand on le sait entre les mains de ces honorables marchands d'armes socialistes assez peu regardants quand il s'agit de caser leurs produits made in France dont on ne sait ensuite, ou dont on préfère ne pas savoir, comment les acheteurs en assurent la revente et la circulation. Le même auteur, pour ne rien laisser en



suspens, soulignera donc que « *la plupart des États musulmans, voire des mouvements radicaux comme le Hamas palestinien, ont condamné cette guerre aveugle menée contre l'idée même d'innocence de l'humanité* ». Heureusement que "la plupart" laisse une marge de manœuvre assez large pour y faire entrer, ou en sortir, qui l'on veut, selon les besoins de la cause, le Hamas par exemple, ou d'autres défenseurs de l'innocence de l'humanité.

"On pourrait sourire de l'insanité de tels propos, ou s'en scandaliser, si leur but n'était inscrit en filigrane dans « *les prêches moralisateurs de ces intellectuels donneurs de leçons* », la leçon principale étant d'effacer du passé, du présent et de l'avenir toutes les formes de luttes et d'utopie susceptibles de rappeler que « *le ressort en dernière instance de toutes actions politiques et de tous les crimes* » renvoie à un système social de répression, d'aliénation, d'exploitation toujours debout et qui ne se désiste nullement dans le combat contre "le terrorisme".



Il nous est donné d'assister à un retour en arrière qui nous ramène exactement à l'endroit même d'où nous sommes partis. On ne tombe pas, on retombe ! De ce point de vue, on peut dire que tout ce qui était le contenu révolutionnaire de Mai 68 trouve ici sa fin certaine, alors que tout ce qui en était récupérable a été depuis longtemps intégré dans le champ de la culture dominante.

On se souviendra des mots d'ordre qui constituaient en quelque sorte l'être ensemble des mouvements de contestation et l'expression commune d'une révolte contre toutes les formes de barbarie sociale et d'aliénation que la IV<sup>e</sup> République avait léguées à la Ve. Ils étaient en quelque sorte la mise en cause radicale d'une Constitution que de Gaulle avait taillée à la mesure de ses ambitions, mais qui répondait avant tout aux besoins de maintenir l'ordre en une période de trouble, l'article 16, un vrai programme, permettant la suspension des libertés le temps de remettre les choses en l'état. Les Trente Glorieuses de la bourgeoisie valaient bien quelques entorses à la démocratie représentative !

La furia étudiante se portera en priorité contre les formes symboliques grâce auxquelles ce qu'on appelait alors les luttes de classes étaient anesthésiées, pis encore annihilées, ce qui suscitait la colère et le refus des contestataires : l'État policier, le drapeau français, La Marseillaise. Ces figures de la république, dont aucun trait aujourd'hui n'a changé, seront alors l'objet de l'exécution, voire d'un rejet par la violence. La manifestation qui passait devant le Palais de justice arrachera le drapeau du fronton de l'édifice, et le cri « *A bas l'État policier* » deviendra un des leitmotivs des manifestants, et le vibrant « *CRS-SS* » se gravera dans les mémoires. *La Marseillaise* sera stigmatisée comme chant de guerre d'une bourgeoisie avide de conquêtes, avec relents d'une exploitation sanguinaire, et accompagné de tous les exploits d'une armée honnie. On écoutait encore les paroles sans en oublier les accents.

Faut-il rappeler une page d'histoire... socialiste : c'est au poète Lamartine que le drapeau tricolore devra d'être choisi, en février 1848, à la place du drapeau rouge que les travailleurs révoltés voulaient voir flotter pour montrer que la révolution inaugurerait une ère

de justice, d'égalité et de paix ; et qui réclamaient ce pour quoi ils avaient combattu, une république démocratique et sociale, avant d'être écrasés lors des Journées de Juin par les partisans de la république tricolore.

Le temps passe, et un autre poète, bien inspiré par les tableaux de la défense nationale, ne craindra pas de moquer ceux qui « *font du patrouillotisme aux portes de Mézières* ». « *Par ci par là, des franc-tirades. [...] On en entend de belles, allez. C'est dissolvant.* » Que n'eût-il dit de cet « *abominable prurigo d'idiotisme* » en voyant fleurir sur Internet les déclarations d'amour à l'uniforme !

Et je ne ferai pas défiler devant les rangs serrés des nouveaux patriotes tous ceux d'entre les surréalistes qui ont pu prendre dans leur ligne de mire l'armée, le drapeau, la police, bref de tout ce qui faisait à leurs yeux le dés-honneur des poètes ! Le dissolvant du PS a fait son œuvre, depuis, et l'intelligentsia est rendue à son prurigo.

Mais revenons plutôt à nos moutons ! Comme dans toutes les situations qui lui permettent de faire usage de la violence lé-

*L'honneur de la France ? On peut dormir tranquille – à condition de dormir – quand on le sait aux mains de ces honorables marchands d'armes...*

gale pour s'assurer la docilité des citoyens, l'État met aujourd'hui en œuvre un appareil répressif qui n'a rien à envier à un état de siège, et sans même recourir à l'article 16, puisque son contenu est réclamé par le peuple "de France". Et telle est la véritable nouveauté de la situation : consensus oblige, les mécanismes policiers prennent place comme naturellement à l'intérieur de la société. Cet aval est

l'expression d'une aliénation politique, d'une inversion du sens de la démocratie, que seul un gouvernement de gauche était en mesure d'obtenir. Elle révèle en même temps ce qu'il en est de ce pouvoir. Le "peuple" en redemande, et, consentement de la pire espèce, avec sacralisation de toutes les formes de répression.

C'est un retournement fondamental des revendications de Mai 68, preuve que le basculement opéré est devenu irréversible. La police avec nous, en nous, et nous avec la police, l'armée élevée sur le pavois, et quasi vénérée, même dans ses formes d'obéissance les plus aliénantes, le drapeau tricolore partout déployé comme signe de ralliement à la liber-

1 Rimbaud à Georges Izambard, 28 août et 2 novembre 1870.



té, La Marseillaise chantée à gorge déployée par les manifestants et, mieux encore, par un milieu sportif qui trouve ainsi l'occasion de faire oublier que la corruption universelle guide les pas de ses athlètes — voilà de quoi redonner des couleurs à l'union sacrée. On y fera appel, comme à toutes les formes qui à un moment de l'histoire auront servi à réduire à néant les acquis du mouvement ouvrier.

Le terme fédérateur réapparaîtra avec le même contenu idéologique que celui qui présida à son utilisation : toutes les oppositions sociales sont reléguées à l'arrière-plan, voire occultées, et l'on ne demande plus aux citoyens de s'interroger sur la guerre elle-même, qui ne tombe pas du ciel, ni sur ce qu'elle implique, mais d'apporter leur consentement aveugle sur l'autel de la patrie où officient leurs maîtres qui pèsent le pour et le contre avec les critères en cours dans la société. Finis les conflits de classes et disparues les classes elles-mêmes. La République nous appelle et la réponse nous est dictée... Vous avez dit islamiste, islamophobe, islamophile ?

Ce qui se passe aujourd'hui dans le domaine de la barbarie et de la répression qui s'installe ne peut se comprendre à la seule lumière de la lutte contre le terrorisme. Se clôt aujourd'hui une période qui, avec les hauts, les bas et les régressions que l'on imagine, avait vu quand même une tentative de critique radicale se greffer sur la contre-révolution stalinienne, et ses suites inscrites dans le maoïsme, le castroïsme, et d'autres surges du totalitarisme. Le mouvement ouvrier, dont la révolte contre ses conditions de vie et de travail imprimait sa marque dans la société et maintenant ouvert l'avenir, ce mouvement s'est trouvé laminé, détruit de l'intérieur, dans ses revendications, ses luttes et ses modes d'organisation. Cette destruction a constitué le premier pas sur la voie d'un cycle d'accumulation nouveau, qui prendrait en compte la fin des temps de la colonisation et de ses formes d'intervention économiques et militaires. La "mondialisation", avec le libre jeu des échanges en fonction des lois d'un marché contrôlé par des groupes incontrôlables, réclamait désormais d'autres formes de servitude volontaire, et des rapports sociaux de production à convenance.

Halte aux interrogations sur les moyens de mettre fin à une violence inscrite de manière quasi indélébile dans les rapports du travail, et sur la résistance concertée à une exploitation sans merci et qui ne se réfère au talon de fer du totalitarisme que pour justifier ses propres exactions. Tout ce qui était en suspens dans la politique de droite et ne pouvait encore s'exposer au grand jour est mainte-

nant inscrit dans la logique d'une évolution qui passe pour fatale puisque rien ne semble en mesure de s'y opposer. Et ce qui était en voie de réalisation est maintenant appelé au monde par une couche dirigeante non pas aux ordres, mais totalement intégrée aux impératifs que lui dicte le mode de production. Et un de ces impératifs est de recomposer pour les besoins du nouveau cycle d'accumulation une classe ouvrière atomisée, dont les formes de solidarité et de revendications ont été revues à la baisse. Les réclamations relayées par les syndicats ne vont pas au-delà d'un appel à la mansuétude du patronat quant aux mesures que les exploités sont tenus d'accepter pour éviter le pire.



On arrive à la terrible formule de Rousseau où se glisse en fait le thème laboétien de la servitude volontaire, mais sans en occulter le ressort de contrainte qui en est indissociable et explique que la possibilité d'une prise de conscience, la liberté dans le refus accompagne toujours cet état social. Ce qui est au cœur de l'argument de La Boétie, et que Rousseau traduit à sa manière :

« Résumons en quatre mots le pacte social des deux états. Vous avez besoin de moi, car je suis riche et vous êtes pauvre ; faisons donc un accord entre nous : je permettrai que vous ayez l'honneur de me servir, à condition que vous me donnerez le peu qui vous reste, pour la peine que je prendrai de vous commander. » Ce que Rousseau, dans son *Discours sur l'économie politique*, exposait sur le mode ironique, le représentant de ce qu'il n'est plus même convenu d'appeler la gauche le sert désormais comme principe moral de sa politique de réforme économique. On pourrait fort bien mettre cet exorde dans la bouche d'un Macron s'adressant aux illettrés de service pour leur désigner leur maître : je permettrai, dit le lettré, à savoir le capitaliste, que vous ayez l'honneur de me servir...

Mais s'il est possible à de tels personnages de se présenter sous des atours réformistes sans avoir aussitôt à répondre de leur duplicité sans borne, c'est que le système de gouvernement répond là encore à ce que Rousseau en disait en ce qui concerne la représentation parlementaire : « Le peuple Anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que pendant l'élection des membres du Parlement ; si tôt qu'il est élu, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde » (*Du contrat social*). Qu'il en fait, ou qu'on lui enjoint de faire, et c'est bien ce qui affleure dans toutes les remarques de Rousseau, où l'on croirait entendre résonner la voix de La Boétie.

Il n'est qu'un contrat dans l'État, c'est celui de l'association, nous dit Rousseau. Et cette voix ne se fait entendre que tant qu'elle reste collective, donc anonyme. Dès que le peuple a besoin de représentant pour faire entendre sa voix, c'est la voix de l'autre, celui qui le représente, qui recouvre le débat. Et comme le peuple est divisé en classes, la classe dominante domine les institutions représentatives et c'est sa voix qui sort des urnes.

Dans la vraie démocratie, les formes politiques de domination disparaissent. La Constitution, la loi, pour autant qu'elles relèvent d'un mode d'organisation démocratique, sont uniquement une manière pour le peuple de se déterminer lui-même, elles sont le contenu particulier de la vie politique du peuple. Ces modes d'organisation pour vérité la démocratie, elles ne sont vraies que dans la mesure où elles sont la démocratie même en pratique, et c'est pourquoi la

démocratie représentative se fonde sur la négation des intérêts de l'immense majorité et sur la nécessité de lui faire dire le contraire quand ce qui est ainsi formulé ne correspond pas à l'expression des intérêts particuliers qui passent pour ceux de la majorité.

Nous voilà revenus aux formes les plus radicales et les plus modernes de la démocratie, celles qu'avaient fait naître les conseils ouvriers porteurs d'une spontanéité née d'une solidarité qui repose sur la démocratie directe. Solidarité, pour qui, avec qui, voilà la question !

Dans la démocratie directe, la représentation est constamment ramenée à son fondement réel, à l'homme réel, au peuple réel, à ceux qui n'ont plus à être représentés pour exister politiquement, puisque la Constitution exprime leur intérêt. Elle se pose non seulement en soi, d'après une essence fantasmée, mais d'après son existence, l'existence du citoyen ; elle est l'œuvre propre du peuple. L'homme n'existe pas pour obéir à la loi, c'est la loi qui existe pour obéir à l'homme dans son existence humaine. La Constitution n'instaure pas une sphère dominante dans la société et aux dépens de la société, elle est faite pour empêcher que ne se crée un pouvoir organisé d'une partie de la société au profit d'une autre.

La crise grecque possède une vertu explicative cardinale, inverse de celle que lui ont attribuée les dupes et les dupeurs : elle révèle que la pensée pseudo-critique ne prend plus désormais comme point de départ de son analyse l'économie capitaliste pour expliquer comment on peut échapper aux conséquences catastrophiques de l'accumulation. Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes, mais les prophètes prétendent nous apprendre comment accumuler en annulant les effets de l'accumulation. Cercle vicieux qui nous ramène au point de départ qui faute d'être remis en cause revient éternellement aux effets. Le serpent se mord la queue, mais chaque fois elle pousse encore un peu pour échapper aux dents...

Ainsi en a-t-il été en Grèce du référendum, de cette opération révélatrice qu'on pourrait appeler le salut par les urnes ! Un économiste au style fleuri, qui ne se sentait plus devant une pareille audace, s'est risqué à l'image d'un déboîtement d'organe, qu'il est bon d'interpréter... à l'envers : forcément, ça leur a coupé la chique aux dirigeants de tous les pays européens ! Ils ont dû, en effet, en avoir la mâchoire tombante, pas les roués assemblés autour des urnes élevées à la hâte, mais tous ceux qui ont pu croire un seul instant que le référendum allait donner la parole au peuple, alors qu'il était fait pour doucher ses espérances, dont il n'était pas besoin de scrutin pour savoir en quoi elles consistaient. Le vote ici encore a rempli ses promesses — rendre la démocratie sans aucune portée autre que la légitimation du pouvoir en place et du système. Le pire des systèmes à l'exclusion de tous les autres ? Tous les autres étant réduits aux autres systèmes d'exploitation et de répression, le choix ne fait effectivement aucun doute, d'autant qu'il n'est pas possible de le contester sans être marqué du signal terroriste ou totalitaire, euphoniquement frères.

Qu'on puisse organiser un référendum comme un plébiscite, s'en servir ensuite pour brouiller la carte de la démocratie et pour accepter ce qu'on était censé refuser, la chose les a laissés sidérés, pantois mais non démunis. Vraiment, à cet instant, on peut voir leurs têtes, mâchoires décrochées, en effet, comme des tiroirs de commodes fraîchement cambriolées, à ces experts organiques de la contestation, journalistes de propagande, gauchistes du Front de gauche et économistes atterrants et atterrés. Tous, qui n'ont que le mot "démocratie" à la bouche, se sont si constamment efforcés de le garder hors de portée des mal-votants, qu'il ne leur est pas venu à l'esprit



qu'il y avait mille et un moyens pour un parti de gauche de se servir de lui pour brûler la politesse à la droite et lui passer devant.

Quel courage ! Se prévaloir du référendum pour imposer la politique rejetée par le résultat, la politique contre laquelle on s'est fait élire ! Imaginons la droite opérant un tel escamotage ! Mais pour la gauche, quelle leçon ! Enfoncé François Hollande, prince des maquignons, dont le discours du Bourget a eu la même fonction aux yeux des irréductibles gauchistes. Il a enfin entendu notre voix ! Votons, pour l'enfermer dans les urnes ! La particularité du personnage et de la situation n'avait pas davantage ému le journalisme d'accompagnement à l'époque. Pour mesurer le pathétique de ce milieu, il n'est que de voir l'éditorialiste de Libération et ses accompagnateurs retenir leur jubilation dès que le PS et ses représentants peuvent espérer refaire le coup de passe-passe, surfer sur la vague de l'unité nationale et de la régression policière pour voir s'ouvrir en faveur de la gauche une nouvelle perspective électorale, ou revenir à ses leçons de morale quand cette éclaircie se referme.

## IV

Le remède proposé par le capitalisme arrive toujours trop tard, mais il sert à redonner de la santé à ceux qui sont responsables de la maladie et risqueraient d'être mis en cause. Ainsi en est-il des grandes parades de l'écologie et du climat, qui ne font que reprendre, en les vidant de leur contenu critique révolutionnaire, les analyses et les mises en garde qui nous ramènent loin dans le temps sans que rien au présent soit changé dans le tableau, sinon la gravité du diagnostic.

Tout ce qui avait été prévu par les critiques du capitalisme et du stalinisme, et classé sous le signe de l'ultra-gauche ou de l'anarchisme, voire de l'utopie, tout s'est réalisé — sous sa forme la plus tragique, d'où a disparu la

moindre trace de l'espérance portée par ce mouvement. Mais personne n'y pourra rien : il vient toujours un moment où ce dont il était interdit de parler se fait à nouveau entendre, mais avec d'autres accents. Plus cette parole a été chassée obstinément du vocabulaire politique, et plus ses retours sont fracassants.

Tout a été mis en place par les néo-staliniens et leurs satellites pour vider la gauche de toute pensée critique radicale, et ouvrir ainsi un boulevard à un Parti socialiste qui ne voit dans la réforme que les moyens de mener à bien la politique que la droite peinait à faire passer. D'où le jeu de rôle entre les deux concurrents. Dans ces conditions, voter Hollande sera l'acte de désistement qui a donné libre cours à tous les renoncements. Les mesures économiques, sociales et politiques s'inscrivent comme naturellement dans cette recomposition de la droite et de la novlangue qui tient lieu d'idéologie au PS.

Seule la gauche pouvait faire une telle politique pour remettre "la France" en ordre de bataille dans la coalition des droites dont le paraphe est apposé sur toutes les directives européennes. Que partis et syndicats aient pu appeler à voter, fût-ce en douce, pour Hollande, dont les convictions dans ce domaine ne laissaient aucun doute, marque le début de la normalisation capitaliste qui suit son cours. Les moments tragiques ne font qu'accélérer le processus en déplaçant le centre de gravité des questions et réponses.

La politique de l'État français ne laisse place à aucune alternative. Hollande sera-t-il réélu ou devra-t-il céder la place au concurrent ? La réponse ne change pas d'un pouce le problème. La politique de la droite aura été remplacée sur ses rails et légitimée, et seuls les moyens pour la mettre en œuvre seront l'objet du débat et de nouvelles orientations. Dans un cas ou dans l'autre, le terrain aura été déblayé et le discours d'accompagnement des mesures prises aura eu le même effet que le référendum grec organisé par Tsipras, toute différence de proportion étant à rapporter à la dimension du pays et des problèmes. Il faut toujours un mensonge à la hauteur des promesses pour que la démocratie retrouve sa fonction qui est de faire accepter ce à quoi justement le corps électoral est censé dire non.

Comme il se doit, plus il est question de démocratie, plus la démocratie se dérobe. L'usage du mot dispense de s'interroger sur le contenu.

Citons une fois encore le milliardaire américain Warren Buffet qui, avec un cynisme digne de ceux dont il exprime ainsi le pouvoir, ne se prive pas de célébrer la victoire des couches dominantes : « *Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner.* » Disons plutôt que l'une des classes n'a plus présentement les armes qui lui permettraient de peser dans le conflit. Ce sont les raisons de cette faiblesse désarmante qu'il faut interroger pour comprendre le triomphe des "riches".

\*\*\*

En même temps qu'apparaît une armée de réserve industrielle à l'échelle planétaire, taillable et corvéable à merci, se dessinent les formes de rapports d'exploitation qui seraient plus contraignants que le salariat. Une nouvelle féodalité industrielle est en train de se tailler un empire, les diktats de la force brute et brutale remplaçant partout et insidieusement le contrat négocié, vu l'absence d'une classe capable de contrebalancer la puissance du capital. Le chômage s'inscrit dans la nécessité économique et devient le prétexte et la légitimation des mesures antisociales les plus réactionnaires.

Mais une question se pose : que sommes-nous devenus, où sont les points de vue critiques ?

Retrouver une critique radicale qui nous montre comment la gauche, dans ses deux composantes, social-démocrate ou stalinienne, a réussi à éradiquer toute critique vraie de la démocratie fautive, c'est rendre à la lumière la vraie démocratie, la "démocratie insurgente", qui révèle, comme le montre Miguel Abensour dans *La Communauté politique des "tous uns"* (2014), ce qu'il en est de la véritable contradiction à l'intérieur de la démocratie. Elle prend racine dans l'expression directe de la révolte et des revendications ouvrières, et nullement dans les formes de délégation d'un pouvoir qui vise précisément à empêcher une telle exigence de se faire jour ; et à donner les moyens constitutionnels de n'en pas tenir compte quand elle parvient malgré tout à percer la chape des institutions.

L'ouvrage de Paul Mattick *Marx et Keynes : Les limites de l'économie mixte* (Paris, Gallimard, 1972) se réfère sur une vision assez noire de ce que l'avenir présentait au regard : « *À en juger sur la conduite actuelle de la classe travailleuse, tout semble indiquer que la réalisation du socialisme se trouve reportée à une date plus lointaine que jamais.* » Mais il ajoutait, au vu de la réalité qui était celle de la société de son temps, qu'« *une simple projection quantitative du présent sur l'avenir montre à quel point il est utopique de vouloir résoudre les problèmes sociaux du système par des moyens capitalistes.* » Et il reprenait la formule : « *il ne reste au genre humain que cette seule alternative : le socialisme ou la barbarie.* ». Socialisme ou barbarie ! Seul le second terme a trouvé sa réalisation dans la société, avec des formes différentes selon les problèmes que les dirigeants avaient à résoudre.

Car la barbarie a elle aussi son histoire, et ses alternatives, dont le détournement de sens fait partie, puisque l'une de ses formes peut s'appeler socialisme, voire communisme. Il est de bon ton aujourd'hui d'exorciser l'obscurantisme en implorant la France, la police, l'armée, la République, pas la république démocratique et sociale, bien entendu, et en invoquant invariablement les mânes de Voltaire pour ne pas avoir à citer d'autres noms moins accommodants, et dont le rayonnement risquerait de placer la laïcité, la séparation du politique et du théologique, sous une autre lumière.

Tout le passé révolutionnaire, avec la lignée des penseurs qui se sont opposés aux formes ouvertes ou rampantes de la barbarie, est relégué dans le coin obscur de l'histoire, et marqué du signe du totalitarisme. Cette manière de censure est bien dans l'air de la régression à l'heure actuelle, car elle laisse ouverte la porte à tout ce que cet appel aux armes est censé combattre.

Une simple projection quantitative sur le passé nous fait arriver au présent et à ce qui se déroule sous nos yeux sans qu'il soit

évidemment question de capitalisme et avec ce tragique paradoxe : ceux qui sont pour partie responsables de cette situation en tirent profit pour mettre en place toutes les mesures destinées à empêcher la moindre opposition de fond de se faire jour, la moindre question gênante de s'exprimer. Les choix qui nous sont offerts par les défenseurs de cette démocratie représentative en cours de rétrécissement accéléré ne laissent guère d'autre perspective que le plus et le moins du pire, sans jamais qu'on sache ce qu'il en est vraiment de l'un ou de l'autre.

A moins qu'il ne s'agisse des deux à la fois. Le résultat seul ne laisse pas de doute.

Louis Janover

26 novembre 2015

**Comme il se doit,  
plus il est question  
de démocratie,  
plus la démocratie  
se dérobe.  
L'usage du mot  
dispense de  
s'interroger  
sur le contenu.**



# DISTRIBUTION DES PRIX

de démocratie

| Démocraties     |      | Régimes Hybrides |      | Démocraties imparfaites |      | Régimes autoritaires    |      |
|-----------------|------|------------------|------|-------------------------|------|-------------------------|------|
| 1 Norvège       | 9,93 | 77 Monténégro    | 5,94 | 25 Rép. tchèque         | 7,94 | 117 Algérie             | 3,83 |
| 2 Suède         | 9,73 | 78 Guyana        | 5,91 | 26 Belgique             | 7,93 | 118 Haïti Haïti         | 3,82 |
| 3 Islande       | 9,58 | 79 Équateur      | 5,87 | 27 Inde                 | 7,92 | 119 Libye               | 3,80 |
| 4 Nouv.-Zélande | 9,26 | 80 Honduras      | 5,84 | 28 Botswana             | 7,87 | 120 Koweït              | 3,78 |
| 5 Danemark      | 9,11 | 81 Géorgie       | 5,82 | 29 Italie               | 7,85 | 121 Jordanie            | 3,76 |
| 6 Suisse        | 9,09 | 82 Guatemala     | 5,81 | 30 Afrique du Sud       | 7,82 | 121 Gabon               | 3,76 |
| 7 Canada        | 9,08 | 83 Bolivie       | 5,79 | 31 Cap-Vert             | 7,81 | 121 Nigéria             | 3,76 |
| 8 Finlande      | 9,03 | 83 Mali          | 5,79 | 32 Chili                | 7,80 | 124 Éthiopie            | 3,72 |
| 9 Australie     | 9,01 | 85 Bangladesh    | 5,78 | 33 Portugal             | 7,79 | 125 Biélorussie         | 3,69 |
| 10 Pays-Bas     | 8,92 | 86 Tanzanie      | 5,77 | 34 Estonie              | 7,74 | 126 Côte d'Ivoire       | 3,53 |
| 11 Luxembourg   | 8,88 | 87 Sri Lanka     | 5,69 | 35 Taïwan               | 7,63 | 127 Cuba                | 3,52 |
| 12 Irlande      | 8,72 | 88 Albanie       | 5,67 | 37 Slovénie             | 7,57 | 127 Comores             | 3,52 |
| 13 Allemagne    | 8,64 | 89 Malaw         | 5,66 | 38 Lituanie             | 7,54 | 129 Togo                | 3,45 |
| 14 Autriche     | 8,54 | 90 Bénin         | 5,65 | 39 Lettonie             | 7,48 | 130 Viêt Nam            | 3,41 |
| 15 Malte        | 8,39 | 91 Fiji          | 5,61 | 40 Pologne              | 7,47 | 130 Cameroun            | 3,41 |
| 16 Royaume-Uni  | 8,31 | 92 Ukraine       | 5,42 | 41 Grèce                | 7,45 | 132 Russie              | 3,39 |
| 17 Uruguay      | 8,17 | 93 Thaïlande     | 5,39 | 42 Chypre               | 7,40 | 133 Angola              | 3,35 |
| 17 Maurice      | 8,17 | 94 Nicaragua     | 5,32 | 43 Jamaïque             | 7,39 | 134 Burundi             | 3,33 |
| 19 États-Unis   | 8,11 | 95 Kirghizistan  | 5,24 | 44 Brésil               | 7,38 | 135 Rwanda              | 3,25 |
| 20 Japon        | 8,08 | 96 Ouganda       | 5,22 | 45 Slovaquie            | 7,35 | 136 Qatar               | 3,18 |
| 21 Corée du Sud | 8,06 | 97 Kenya         | 5,13 | 46 Timor-Oriental       | 7,24 | 137 Kazakhstan          | 3,17 |
| 22 Espagne      | 8,05 | 98 Turquie       | 5,12 | 47 Panama               | 7,08 | 138 Égypte              | 3,16 |
| 23 France       | 8,04 | 98 Liban         | 5,12 | 48 Trinité-et-Tobago    | 6,99 | 139 Oman                | 3,15 |
| 24 Costa Rica   | 8,03 | 100 Venezuela    | 5,07 | 49 Indonésie            | 6,95 | 140 Swaziland           | 3,09 |
|                 |      | 101 Libéria      | 4,95 | 50 Croatie              | 6,93 | 141 Birmanie            | 3,05 |
|                 |      | 102 Bhoutan      | 4,87 | 51 Hongrie              | 6,90 | 141 Gambie              | 3,05 |
|                 |      | 103 Bosnie       | 4,78 | 52 Argentine            | 6,84 | 143 Guinée              | 3,01 |
|                 |      | 103 Cambodge     | 4,78 | 53 Suriname             | 6,77 | 144 Chine               | 3,00 |
|                 |      | 105 Népal        | 4,77 | 53 Philippines          | 6,77 | 145 Djibouti            | 2,99 |
|                 |      | 106 Palestine    | 4,72 | 55 Bulgarie             | 6,73 | 146 Congo (Rép.)        | 2,89 |
|                 |      | 107 Mozambique   | 4,66 | 56 Serbie               | 6,71 | 147 Bahreïn             | 2,87 |
|                 |      | 108 Pakistan     | 4,64 | 57 Roumanie             | 6,68 | 148 Azerbaïdjan         | 2,83 |
|                 |      | 109 Sierra Leone | 4,56 | 57 Mexique              | 6,68 | 149 Yémen               | 2,79 |
|                 |      | 110 Madagascar   | 4,42 | 59 Rép. dominicaine     | 6,67 | 150 Zimbabwe            | 2,78 |
|                 |      | 111 Irak         | 4,23 | 60 Lesotho              | 6,66 | 151 Afghanistan         | 2,77 |
|                 |      | 112 Mauritanie   | 4,17 | 61 Mongolie             | 6,62 | 152 Émirats arabes unis | 2,64 |
|                 |      | 113 Arménie      | 4,13 | 62 Colombie             | 6,55 | 153 Soudan              | 2,54 |
|                 |      | 114 Burkina Faso | 4,09 | 63 Pérou                | 6,54 | 154 Ouzbékistan         | 2,45 |
|                 |      | 115 Niger        | 4,02 | 64 Salvador             | 6,53 | 155 Érythrée            | 2,44 |
|                 |      | 116 Maroc        | 4,00 | 65 Malaisie             | 6,49 | 156 Tadjikistan         | 2,37 |
|                 |      |                  |      | 66 Hong Kong            | 6,46 | 157 Laos                | 2,21 |
|                 |      |                  |      | 67 Zambie               | 6,39 | 158 Iran                | 1,98 |
|                 |      |                  |      | 68 Ghana                | 6,33 | 159 Guinée-Bissau       | 1,93 |
|                 |      |                  |      | 69 Moldavie             | 6,32 | 160 Turkménistan        | 1,83 |
|                 |      |                  |      | 70 Tunisie              | 6,31 | 161 Arabie saoudite     | 1,82 |
|                 |      |                  |      | 71 Paraguay             | 6,26 | 162 Congo (Rep. dém.)   | 1,75 |
|                 |      |                  |      | 72 Macédoine            | 6,25 | 163 Syrie               | 1,74 |
|                 |      |                  |      | 73 Namibie              | 6,24 | 164 Guinée équat.       | 1,66 |
|                 |      |                  |      | 74 Sénégal              | 6,15 | 165 Tchad               | 1,50 |
|                 |      |                  |      | 75 Papouasie            | 6,03 | 166 Rép. centrafricaine | 1,49 |
|                 |      |                  |      | 75 Singapour            | 6,03 | 167 Corée du Nord       | 1,08 |



Source : Democracy Index 2014, The Economist.

# DEMOCRATIE... OU DICTATURE ?

par Léon de Mattis

## Premier de la classe

Depuis 2006, *The Economist*, journal anglais lié à la City, publie un "indice de la démocratie". Cet indice est calculé à partir d'une soixantaine de critères qui concernent les libertés publiques, les élections, la "culture politique" ou le fonctionnement des institutions. Il permet ensuite d'établir un classement des différents pays qui s'étend de la Norvège (avec un indice de 9,93) à la Corée du Nord (qui ne recueille que 1,081). Suivant leur note, les États sont considérés comme des "démocraties", des "démocraties imparfaites", des "régimes hybrides" ou des "régimes autoritaires". On relèvera dans le classement 2014 que la France est située à l'avant-dernière place des "démocraties", juste avant le Costa Rica, et que la Belgique, l'Italie le Portugal ou la Grèce sont des "démocraties imparfaites".

Bien entendu, un tel classement est tout à fait risible. Les critères de *The Economist* sont ceux que ce journal farouchement capitaliste a choisis, et on peut lui faire confiance pour vérifier avant tout si les droits sacrés de la propriété sont respectés partout dans le monde. Mais cet "indice de la démocratie" montre aussi que les démocrates bourgeois, malgré toute leur idéologie, ont bien conscience d'une chose : on ne peut pas se contenter d'opposer "démocratie" et "dictature". Il y a, entre les deux, une gradation lente et continue.

C'est là une question potentiellement dévastatrice pour l'idéologie démocrate. Car si démocratie et dictature sont réellement opposées, comment peut-il y avoir des stades intermédiaires ? Ces régimes politiques partagent-ils donc une nature commune ? L'idéologie dominante se débarrasse de cette réalité dérangeante en se lamentant sur l'imperfectibilité des choses. La démocratie, idéal inaccessible, doit sans cesse lutter pour s'améliorer. « *Pire des régimes à l'exclusion de tous les autres* », la démocratie est validée par cet argument simpliste : elle est imparfaite mais le reste

l'est encore plus. Il faut donc tendre vers le mieux, et le classement de *The Economist* est là, justement, pour inciter les États à faire davantage d'efforts.

Nous proposons de ne pas écouter cet argument. Le classement peut se lire dans le sens que son idéologie promet : celui qui dit que « *la démocratie doit mieux faire* ». Dans cette perspective, la Norvège est plus démocratique que la France, qui est plus démocratique que la Malaisie (une démocratie imparfaite), qui est plus démocratique que le Guatemala (un "régime hybride" situé en milieu de classement), qui est plus démocratique que l'Iran (158<sup>e</sup> position).

Mais on peut tout aussi bien lire le classement dans l'autre sens : l'Iran est plus autoritaire que le Guatemala, qui est plus autoritaire que la Malaisie, qui est plus autoritaire que la France... et la France possède un régime plus autoritaire que celui de la Norvège. Autrement dit, nous pouvons voir ce classement comme celui des États dans l'ordre croissant de leur *caractère autoritaire*. Et donc en déduire ceci : *tous* les États sont répressifs, avec des degrés sur l'échelle de la répression.

Poursuivons notre renversement de perspective. Comme nous l'avons vu, dans l'idéologie bourgeoise, la démocratie constitue, par rapport à la dictature, un progrès. Dans cette conception, la dictature apparaît comme une sorte de stade primitif. C'est la forme de l'État dans sa pure brutalité, oublieuse des libertés individuelles. Le classement va donc du plus archaïque – le dernier, tout en bas – au plus évolué, le premier de la classe, tout en haut. C'est ainsi qu'en remontant le classement, on parvient petit à petit à la forme démocratique de l'État. L'État démocratique réussit à modérer sa puissance pour laisser plus de place aux libertés politiques, auxquelles on tentera de porter atteinte le moins possible (un peu tout de même).

Si on renverse la perspective, le pays en haut du classement n'est plus le point d'arrivée, mais le point de départ. La démocratie devient à nos yeux la forme archétypale de l'État national bourgeois, dont la dictature n'est qu'une variante caractérisée par une répression plus forte. Ce dérivé autoritaire n'est certes pas un "progrès" par rapport à la démocratie, mais il n'est pas davantage une régression ou un archaïsme : il est *une des formes possibles* de l'État national bourgeois, dont il partage sur le fond toutes les caractéristiques principales.

## État, nation, démocratie

Pour bien comprendre cela, il faut remonter un peu dans l'histoire. Ce qui est nouveau au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, avec la Guerre d'indépendance américaine ou la Révolution française, ce n'est pas tant l'avènement de la démocratie que la définition d'un nouvel espace politique : celui de la nation. Cette nation regroupe, sur un territoire donné, un ensemble de gens dont on prétend qu'ils



ont des origines et des traits communs. La souveraineté dérive de cet ensemble national, et non plus d'une quelconque transcendance. Enfin, et surtout, chaque membre de la communauté ainsi créée doit être intégré dans cet espace politique nouveau, tandis que les étrangers doivent en être exclus. La destinée de la nation concerne directement le citoyen, ce qui n'était pas le cas quand il n'était que le sujet d'un souverain placé au sommet de l'État par la volonté divine.

Inutile d'insister sur ce que ces nouveautés ont à voir avec le capitalisme industriel naissant et les efforts de la bourgeoisie, classe montante, pour créer les conditions politiques et juridiques nécessaires à son développement. Il s'agit bien entendu tout à la fois d'intégrer, de dominer et de contrôler la classe apparue avec l'exploitation capitaliste : le prolétariat. Pour cela, il faut un État qui rompt avec les méthodes de la période antérieure.

La démocratie apparaît comme la forme dans laquelle l'État national est le plus accompli. Au XIX<sup>e</sup> siècle, ni les monarchies ni les empires autoritaires ne parviendront à la détrôner durablement. Au XX<sup>e</sup> siècle, d'autres tentatives d'intégration des masses, de type fasciste ou soviétique, prendront de l'ampleur sans jamais supplanter définitivement la démocratie. À chaque fois, il s'agit de contrôler la multitude par des méthodes qui se veulent l'antithèse des formes démocratiques : le parti unique, les organisations de masse, la répression policière sans limites. Pourtant, le but est le même. Il s'agit de fonder toute la population dans le cadre de l'État national né en même temps que la révolution industrielle.

Au bout du compte, et sur le long terme, ce sont les démocraties qui gagnent. Loin d'être faible, comme le croyaient naïvement les fascistes de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la démocratie est un régime fort. C'est même, incontestablement, le plus fort de tous. L'État démocratique n'hésite jamais à faire peu de cas des libertés qu'il prétend défendre : mais il ne le fait jamais plus qu'il ne le faut, et c'est cela qui le distingue réellement des dictatures. L'État démocratique a recours à la violence avec mesure, sans jamais se reposer sur le seul outil de la coercition, et en développant des processus d'intégration et d'adhésion à son système plus efficaces que ceux des dictatures. C'est un fait : les États capitalistes les plus puissants depuis deux siècles sont des démocraties, à commencer par le premier d'entre eux, les États-Unis.

Sans doute l'État doit-il avoir la puissance économique qui lui permette d'être démocrate. Quand on n'a que des miettes à redistribuer, il est plus difficile d'acheter la paix sociale. Dans le capitalisme mondial, il ne peut pas y avoir que des gagnants : aux plus

pauvres, puisqu'on n'a pas assez de carottes, on réservera le bâton. Mais là encore, nulle relation simple de cause à effet. Des pays très riches, comme l'Arabie Saoudite, ne sont absolument pas classables du côté des démocraties (161<sup>e</sup> sur la liste de The Economist) tandis que d'autres, plutôt pauvres, sont considérés comme démocratiques (Maurice, 17<sup>e</sup>). Dans tous les cas, c'est une somme de facteurs structurels et conjoncturels qui détermine la forme plus ou moins répressive que l'État adopte pour accomplir sa tâche dans le capitalisme mondialisé.

L'Amérique du sud offre de nombreux exemples qui montrent que la dictature est le prolongement de la démocratie plutôt que sa négation. Prenons le cas du Chili. Il s'agit, dans le classement de 2014, d'une "démocratie imparfaite". Mais le Chili n'est pas si mal placé : en 32<sup>e</sup> position, il devance par exemple le Portugal ou la Grèce. On sait que le coup d'État de 1973 a installé la dictature du général Pinochet pour mater les luttes que le social-démocrate Allende ne semblait pas pouvoir maîtriser. Passé ce long épisode de répression féroce, la démocratie a repris sa place dans les années 1990. La même histoire se répète, avec des variantes, en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Pérou, etc. Tous ces pays sont des "démocraties imparfaites" au sens de notre classement et tous ont connu des alternances de démocratie et de dictature dans les cinquante dernières années. Parfois, comme en Argentine, quelques tortionnaires sont jugés vingt ans après les faits. L'État se rachète alors une virginité en envoyant derrière les barreaux quelques uns de ses anciens valets que la vieillesse a rendus inutiles. Ce n'est pas la démocratie, mais seulement la dictature qui est coupable : voilà ce que ces procès tardifs veulent nous faire croire. Mais ici se trouve le nœud de la question. L'État démocratique qui a succédé à l'État autoritaire prospère sur ce que la dictature a détruit et reconstruit. L'élimination, par le meurtre ou l'exil, de générations de militants syndicaux et politiques au Chili ou en Argentine a marqué les luttes de ces pays pour longtemps. Les réformes économiques menées sous l'influence des "Chicago boys" dans le Chili de Pinochet ont permis de créer ce pays ultra-libéral dont les États-Unis rêvaient. Les dirigeants sociaux-démocrates actuels du Chili n'engagent de rares réformes qu'avec beaucoup de prudence : ils gardent en mémoire ce qui arrive quand on est tenté d'aller trop loin...

**La dictature, c'est " Ferme ta gueule ! "**

**La démocratie, c'est "Cause toujours ! "**

Veut-on un autre exemple ? Voyons ce qu'il en est de la liberté d'expression. Après tout, la liberté d'expression n'est pas une illusion. C'est un fait qu'en France, il est possible de lire un journal anarchiste sans risquer l'arrestation immédiate pour pensée subversive. Nous sommes ici bien à l'abri de notre 23<sup>e</sup> place et les choses seraient incontestablement moins simples si on devait lire ce même journal chez le dernier de la liste (la Corée du Nord). Si en France la liberté d'expression peut être limitée par une procédure judiciaire, c'est pour des raisons qui paraissent valables. On nous explique en effet que la liberté d'expression ne donne pas l'autorisation de dénigrer, d'insulter, de diffamer, ni de véhiculer des idées de racisme et de haine.

Mais comme toujours avec la démocratie, il y a une certaine distorsion entre les justifications officielles et la réalité. On a vu, récemment, des condamnations pleuvoir pour de soi-disant "discriminations" alors que de discrimination, il n'y en avait pas : la discrimination était un prétexte. Selon la Cour de cassation, l'exercice de la liberté d'expression peut être « soumis à des restrictions ou sanctions qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la défense de l'ordre et à la protection des droits d'autrui ». La "défense de l'ordre" vient avant la "protection des

droits d'autrui", et le choix de présenter les choses de cette manière est significatif. L'ordre social, autrement dit l'ordre du capitalisme et de l'exploitation, voilà la première limite de la liberté d'expression dans les sociétés démocratiques. C'est quand cet ordre est réellement menacé que la parole est criminelle, et c'est considéré par la justice démocratique comme bien plus grave que quand l'insulte ou la diffamation n'atteignent qu'un individu particulier. Les "droits d'autrui", ce sont d'abord les droits du Capital.

Mais, et c'est là la vraie différence avec les dictatures, les démocraties ne se sentent pas pour autant menacées par une simple critique si celle-ci demeure abstraite et générale. La dictature au contraire, régime paranoïaque, voit dans toute critique un danger immédiat. C'est un aveu de faiblesse, et ça tient au fait que les bases sociales du régime autoritaire ne sont en général pas aussi solides que celles de la démocratie. Dans une dictature où la mise en scène de l'infailibilité du pouvoir et de l'idéologie dominante sont des dispositifs centraux, le moindre doute jeté sur eux est une attaque intolérable. Dans les démocraties, la coercition est beaucoup plus mesurée : elle est réservée aux seuls cas qui entraînent un début de sédition réelle. Ainsi, l'appel à la révolte n'est-il punissable, dans la loi française, que s'il est directement suivi d'effets. Pourquoi réprimer des paroles qui restent en l'air ? Voilà le calcul du régime démocratique. Pour autant, dans la démocratie comme dans la dictature, le critère qui préside à la répression de l'expression libre est le même : il tient à la mesure de l'effet de la parole dissidente. Cet effet est plus rapide dans un État dictatorial faible que dans un régime démocratique fort, voilà tout. L'égalon n'est pas le même, mais le principe demeure.

**Locale, directe, participative ou électorale, la démocratie c'est toujours de la merde.**

C'est le discours auto-justificateur de la démocratie sur elle-même qui en fait un régime qui devrait sans cesse se perfectionner pour se détacher de la tentation dictatoriale. En réalité, le régime autoritaire est une forme possible de cet État national bourgeois dont la démocratie est l'archétype. Les deux, démocratie et dictature, ne s'opposent pas. Elles se complètent, y compris dans leurs oppositions réelles ou apparentes.

Il y a, à ce point de vue, une conséquence qu'il faut méditer. On a parfois tendance à penser qu'un mode d'organisation totalement anti-hiérarchique, où tout serait décidé de manière strictement égalitaire, serait une "démocratie directe". J'ai déjà eu l'occasion de critiquer cette vision des choses. La démocratie directe partage avec sa grande sœur la démocratie représentative le fétichisme de la forme. Elle pense que la manière d'organiser une discussion collective pré-existe à la discussion elle-même, et que cette méthode est valable partout, en tout temps, et pour tout type de propos. Elle prétend fixer définitivement la manière de prendre des décisions collectives, comme si celles-ci ne pouvaient être que le fruit de processus démocratiques éternels.

Mais au-delà de ces critiques, il y a une constatation qui est encore plus importante. La démocratie directe, c'est au fond la démocratie parlementaire moins l'État. Mais qu'est-ce qu'une démocratie sans État ? Une chimère. Le citoyen de la démocratie, directe ou indirecte, est le citoyen de l'État national bourgeois. Ce n'est pas l'être humain tel qu'il existe de toute éternité. C'est au contraire l'être humain comme produit de l'histoire de son époque. Le citoyen de l'État

national bourgeois a été créé par cet État. Il ne lui a pas préexisté. L'État bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle, par son système éducatif, par sa propagande, par la promotion du mythe des origines, par l'usage des symboles nationaux, et par l'exclusion de tout ce qui est considéré comme "étranger", a créé de toute pièce le sentiment d'appartenir à un ensemble commun qui doit s'organiser politiquement – la nation. Toute démocratie, directe ou non, est par essence inscrite dans ce paradigme.

Le citoyen de l'État national bourgeois est celui du rapport social naissant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : le capitalisme.

La citoyenneté suppose une forme d'individualité compatible avec un capitalisme qui a brisé les anciennes communautés des époques féodales. L'individu du capital, coupé des moyens de subsistance autonome et contraint de vendre sa force de travail, se doit d'être relié à autrui par une communauté politique surplombante dont la forme nécessaire est l'État. La démocratie directe croit pouvoir créer ce lien politique entre individus séparés sans l'État. Rien n'est plus faux.

Qu'on renverse le rapport social, qu'on abolisse le capitalisme, qu'on mette l'État à bas, que reste-t-il ? Sûrement pas la démocratie, produit du rapport social, du capitalisme et de l'État. Ce qui naîtrait alors, comme forme radicalement non hiérarchique parce que les bases sociales de toute hiérarchie auraient cessé d'exister, porterait sans aucun doute un tout autre nom.

**Léon de Mattis**

*Post-scriptum : Cet article a été écrit avant les attentats meurtriers du 13 novembre et l'instauration de l'état d'urgence pour une durée d'au moins trois mois. Cette restriction majeure des libertés publiques, en particulier celle de manifester, va faire glisser un peu plus le curseur national en direction des régimes autoritaires. Suspense : combien de places la France aura-t-elle perdu dans le prochain classement ?*

**La dictature est une des formes possibles de l'État national bourgeois, dont elle partage sur le fond toutes les caractéristiques principales.**



# THEORIE ET REALITE DES REGIMES REPRESENTATIFS

« Nos régimes peuvent être dits démocratiques, mais nous ne sommes pas gouvernés démocratiquement. C'est le grand hiatus qui nourrit le désenchantement et le désarroi contemporain »<sup>1</sup>. Le dernier ouvrage de Pierre Rosanvallon s'ouvre en ces termes. Il fait le constat que, si nos régimes politiques sont qualifiés de démocratiques car des élections y ont lieu régulièrement, ils ne sont pour autant démocratiques dans leur fonctionnement régulier. Pour être exact, ils le seraient de moins en moins.

## L'hyper-présidentialisation en question

Une des premières causes de cette perte de démocratie, selon Rosanvallon, est l'hyper-présidentialisation. Le phénomène est patent dans les pays historiquement marqués par des régimes autoritaires comme la Russie ou la Turquie. Il l'est également dans les pays de tradition plus libérale, comme les USA ou la Grande-Bretagne. Que l'on soit dans des systèmes de type présidentiel ou toujours officiellement parlementaire, ce sont aujourd'hui les gouvernements qui déterminent l'essentiel des lois et des politiques publiques, puis leurs parlements qui les ratifient.

Cet ascendant pris par le pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif est à ce point établi qu'il semble constituer la règle. Il s'agit pourtant d'un renversement complet de perspective : les régimes représentatifs ont été conçus à l'inverse sur une prééminence du législatif sur l'exécutif, en rupture d'avec les monarchies absolues. Car il s'agissait bien de cela : instituer un contrôle, non pas épisodique, mais continu du pouvoir gouvernemental. Le principe fut de séparer le pouvoir de promulguer les lois de celui de les mettre en œuvre. Il fut aussi d'instituer des parlements en capacité d'encadrer en continu (cas des régimes présidentiels comme aux USA), voire de maîtriser, toujours en continu (cas des régimes parlementaires comme au Royaume-Uni) l'action gouvernementale.

Au cours des dernières décennies, une montée en puissance des gouvernements s'est toutefois opérée. Pierre Rosanvallon n'est pas le seul à souligner ce glissement. Le récent rapport<sup>2</sup> du groupe de travail co-présidé par un autre historien, Michel Winock, et par le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, en fait état également.

La conséquence première en serait la rupture du chaînage sur lequel se fonde normalement les régimes représentatifs : les citoyens élisent des représentants qui contrôlent à leur tour les gouvernements. Si ces derniers ne sont plus contrôlés par des assemblées, mais qu'à l'inverse ce sont eux qui les contrôlent, les choses changent

substantiellement. Certes les gouvernements ne se retrouvent pas entièrement hors de tout contrôle, il serait abusif de dire cela. Ils sont toutefois substantiellement plus autonomes que ce qui était envisagé. Il reste des lois, des constitutions, des contre-pouvoirs pour les borner, mais ils ont le loisir de les modifier ou de les contourner beaucoup plus aisément.

La conséquence seconde en serait pour Claude Bartolone, que ceci contribue « à accentuer la défiance des citoyens vis-à-vis des institutions, en concentrant les pouvoirs entre les mains d'un seul homme que le peuple investit d'attentes démesurées et, nécessairement, déçues »<sup>3</sup>. Pour Pierre Rosanvallon, cela engendrerait le sentiment plus général dans la population de « ne pas être écouté, voir des décisions prises sans consultation, des ministres ne pas assurer leurs responsabilités, des dirigeants mentir impunément, un monde politique vivre en vase clos et ne pas rendre assez de compte »<sup>3</sup>.

En solution, Pierre Rosanvallon préconise une démocratisation du pouvoir gouvernemental. La démocratisation des régimes représentatifs s'est construite autour du rapport représentants / représentés, avec, en point d'orgue, l'instauration progressive du suffrage universel. Il faut la repenser aujourd'hui autour du rapport gouvernants / gouvernés. « À l'âge de la prédominance du pouvoir exécutif, la clé de la démocratie réside dans les conditions du contrôle de ce dernier par la société (...). Le problème est que la seule réponse qui ait été actuellement apportée à cet impératif s'est limitée à l'élection de la tête de l'exécutif. Mais c'est seulement une démocratie d'autorisation qui est mise en place de la sorte »<sup>4</sup>.

Claude Bartolone propose quant à lui de renforcer la représentativité des institutions ainsi que de rééquilibrer le pouvoir au profit du législatif. On ne saurait attendre moins du président de l'Assemblée nationale.

En première lecture, ces analyses semblent fondées ; leur propos est argumenté. L'hyper-présidentialisation des régimes représentatifs provoquerait, dans un même geste, la montée de l'abstention et celle des populismes. Y répondre nécessite de démocratiser la relation gouvernants / gouvernés, ou de re-démocratiser le rapport représentants / représentés, si ce n'est les deux à la fois. Pour séduisante qu'elle soit, cette analyse et les solutions qui en découlent ne passent toutefois pas l'épreuve des faits. La défiance des citoyens n'est pas la conséquence d'un dysfonctionnement des régimes représentatifs (leur hyper-présidentialisation en l'occurrence), elle découle de l'écart structurel entre ce que promettent ces régimes et ce qu'ils sont en réalité. L'abstention et la montée des populismes ne sont pas non plus assimilables l'une à l'autre. Elles renvoient à des phénomènes sensiblement plus complexes, pas entièrement identiques, et surtout en large part inhérents au fonctionnement régulier de ces régimes. Enfin, les solutions proposées ne sont pas non plus convaincantes. La re-démocratisation du rapport représentants / représentés nous propose d'en revenir à un statut *quo ante*, présenté comme un âge d'or... qui n'a jamais réellement existé, et même, qui n'a pas non plus été exempt de dérives autoritaires, voire totalitaires. L'accession au

pouvoir d'Hitler en 1933 par la voie des urnes en constitue un exemple sanglant. La démocratisation du rapport gouvernants / gouvernés tend à nous conduire pour sa part, vers ce qu'il faut bien appeler le césarisme : les pleins pouvoirs donnés à un exécutif, simplement adossé à des plébiscites réguliers. Ce ne serait pas la première fois non plus que des régimes représentatifs opèrent une telle mue : la transformation de la République romaine en empire en constitue un exemple célèbre ; le basculement de la République française en Empire napoléonien au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, puis au mitant du même siècle, en constitue deux autres tout aussi connus. Si la démocratisation ou la re-démocratisation des régimes représentatifs n'est pas la solution, c'est en dernière analyse parce que ce sont les régimes représentatifs eux-mêmes qui sont le problème.

## Des régimes aristocratiques

Les régimes représentatifs aiment à se présenter comme des démocraties. Ce ne fut pas toujours le cas, loin s'en faut. Ils se sont certes construits contre la monarchie absolue, mais aussi... contre la démocratie<sup>5</sup>. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, le terme de *démocratie* désignait uniquement des systèmes politiques où le peuple s'auto-administre directement. La plupart des fondateurs des régimes représentatifs employaient ce mot comme une insulte, ou

comme synonyme de chaos. James Madison, un des pères de la constitution américaine écrivait ainsi « si chaque citoyen d'Athènes avait été un Socrate, chaque assemblée athénienne aurait été malgré tout une cohue »<sup>6</sup>. En lieu et place, les promoteurs de la constitution des États-Unis d'Amérique préféraient user du terme de *république*. Durant la révolution française de 1789, Sieyès recourait quant à lui au terme d'État représentatif, qu'il distinguait tout aussi explicitement de celui d'État démocratique. « Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait

<sup>5</sup> Dupuis-Déri F., 1999, *L'esprit antidémocratique des fondateurs de la "démocratie" moderne*, pp. 95-114 Agone n°22, sept 1999.

<sup>6</sup> J. Madison, A. Hamilton, J. Jay, I. Kramnick, *The Federalist Papers*, Penguin Classics, 1987 (rééd première édition 1787), 515 p.

<sup>1</sup> Pierre Rosanvallon, *Le bon gouvernement*, Paris, Le Seuil, 2015, 405 p

<sup>2</sup> Bartolone C. et Winock M. (dir.), *Refaire la démocratie, Rapport du groupe de travail sur l'avenir des institutions*, Paris, Assemblée nationale, 2015, 963 p

<sup>3</sup> Pierre Rosanvallon, *Le bon gouvernement*, Paris, Le Seuil, 2015, 405 p  
<sup>4</sup> ibid.





un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants »<sup>7</sup>. L'oxymore "démocratie représentative" ne s'est imposé qu'après, bien après, durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est devenu alors inconvenant de ne pas se dire démocrate.

Ce choix terminologique initial ne procédait pas du désir de moderniser le vocabulaire politique, même si la nouvelle langue sévissait déjà, comme elle sévit toujours aujourd'hui. Il ne résultait pas non plus d'une simple volonté de distinguer les modalités de mise en œuvre des régimes modernes de ce qui se pratiquait dans certaines villes antiques. Ce n'est pas, pour le dire autrement, le nombre d'individus ou encore la superficie de leurs pays et l'impossibilité matérielle de rassembler l'ensemble des citoyens dans une même agora, qui a conduit à récuser le mot de démocratie. L'argument a pu être utilisé à l'occasion, mais ce n'était pas la raison majeure : le motif principal était que le peuple, cette canaille dont parlait Voltaire, est incapable de s'auto-administrer. Il n'en a pas la culture, ni les moyens, ni même le désir. Montesquieu écrivait de la sorte que « le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité... Mais saura-t-il conduire une affaire, connaître les lieux, les occasions, les moments, en profiter ? Non il ne le saura pas »<sup>8</sup>. Plus direct, John Adams affirmait que : « l'idée que le peuple est le meilleur gardien de sa liberté n'est pas vraie. Il est le pire envisageable, il n'est pas un gardien du tout. Il ne peut ni agir, ni juger, ni penser, ni vouloir. »<sup>9</sup>

La conviction des tenants du système représentatif était à l'inverse. Elle était que le peuple doit être gouverné par une élite : une aristocratie non pas de droit divin et héréditaire, mais une aristocratie naturelle et élective. John Adams, Thomas Jefferson et James Madison aux USA, tout autant que Robespierre, Sieyès ou encore Brissot en France avaient la ferme conviction que chaque génération génère une

élite du savoir, de la morale et de l'aptitude. Le régime politique à mettre en place est celui qui organise la stricte sélection de ces élites puis qui leur donne le pouvoir qui leur revient de droit. Thomas Jefferson, troisième président des États-Unis d'Amérique, résumait cette conception en ces termes : « il y a une aristocratie naturelle, fondée sur le talent et la vertu, qui semble destinée au gouvernement des sociétés, et de toutes les formes politiques, la meilleure (des constitutions) est celle qui pourvoit le plus efficacement à la pureté du triage de ces aristocrates naturels et à leur introduction dans le gouvernement »<sup>10</sup>.



C'est sur ces bases expressément antidémocratiques que les régimes représentatifs se sont fondés. C'est en vertu de ces considérations aristocratiques au sens strict du terme que l'essentiel d'entre eux a tout d'abord opté pour le suffrage censitaire. Avec Sieyès ou encore Thourét, pour revenir au cas de la France, la grande majorité des constituants français a considéré le vote non comme un droit inaliénable de tous les citoyens mais comme une fonction qui a à être exercée uniquement et seulement par ceux qui en ont la capacité. Dans la lignée de l'article de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert consacré aux représentants, cette capacité politique a été considérée, plus prosaïquement, comme procédant de la richesse et du sexe des individus : « c'est la propriété qui fait le citoyen ; tout homme qui possède dans l'État, est intéressé au bien de l'État, (...) c'est toujours comme propriétaire, c'est en raison de ses possessions qu'il doit parler, ou qu'il acquiert le droit de se faire représenter »<sup>11</sup>.

Depuis leur fondation, les régimes représentatifs ont évolué. Pour autant, le principe aristocratique sur lequel ils se sont fondés, est resté inchangé. Le pouvoir doit être exercé par une élite. Ce qui change par rapport aux autres régimes antidémocratiques – monarchies absolues, dictatures ou théocraties –, c'est le mode de sélection des élites gouvernantes. Ce n'est pas le droit divin ou la force militaire qui détermine le pouvoir, ce sont des compétitions électorales.

### Des élections comme permis de gouverner

Ces compétitions électorales ont assurément changé avec le temps. Le suffrage universel a remplacé le suffrage censitaire non sans peine, ni sans lutte d'ailleurs. Pour autant, cela n'a pas transformé les régimes représentatifs en démocratie au second degré : des régimes dans lesquels le peuple exercerait sa souveraineté par l'entremise de représentants.

Cette ouverture du corps électoral n'a pas permis d'assurer une meilleure représentation de ce que sont les citoyens et par là-même, de ce qu'ils vivent. Aujourd'hui comme hier, certaines catégories sociales monopolisent les postes électifs et avec elles, leur façon de voir le monde, de considérer ce qui est essentiel et ce qui est accessoire, de juger aussi ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Le contraste entre les réactions outragées de la classe politique (et médiatique aussi) pour une chemise déchirée à la suite du comité central d'entreprise d'Air France en octobre dernier et l'émotion des salariés de cette même entreprise face au plan de licenciement annoncé par leur direction, en constitue un exemple récent particulièrement saisissant.

<sup>10</sup> Th. Jefferson, *The natural aristocracy*, Lettre à John Adams, 1813.  
<sup>11</sup> D'Holbach, « Représentant » in *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Tome 14, 1775.

Le principal changement qui a affecté la sociologie des élites gouvernantes n'est pas consécutif à l'établissement du suffrage universel. Il procède de l'indemnisation des fonctions électives les plus hautes. Instituée en France à compter de 1848, cette mesure a visé à ouvrir les postes électifs les plus importants à d'autres que ceux qui ont le loisir et la fortune de donner de leur temps sans être payés. La conséquence en a été que ce ne sont effectivement plus les rentiers, propriétaires fonciers, immobiliers, patrons d'industrie et banquiers qui monopolisent les postes électifs. Ce sont désormais les cadres et dirigeants du secteur privé (23% en 2007)<sup>12</sup>, les professions libérales (19%) et les hauts fonctionnaires (21%) qui dominent l'Assemblée nationale pour se limiter à ce cas précis. Les ouvriers et employés représentent quant à eux moins de 2% des députés alors qu'ils constituent 52% de la population active<sup>13</sup>. L'indemnisation de certaines fonctions électives a ainsi généré un changement sans changement. Les régimes représentatifs restent tout autant non représentatifs qu'avant.

A défaut de représentativité par rapport à ce qu'est et ce que vit le corps électoral, le suffrage universel devrait permettre, toujours selon ses promoteurs, d'organiser la représentation de ce à quoi aspirent, voire ce que veulent les citoyens. Ceci n'a pas été non plus le cas. Les régimes représentatifs ont interdit, depuis leur fondation, toute forme de mandat impératif, de contrôle et a fortiori de révocabilité des élus. Ce fut en France comme ailleurs une des toutes premières décisions prises par les États généraux de 1789. De ce fait, il n'y a pas de relations mécaniques entre, d'une part le programme électoral présenté au suffrage et en vertu duquel les électeurs ont voté ; et d'autre part les décisions politiques qui sont prises par la suite. Les désillusions récurrentes des électeurs face à des promesses électorales non tenues en témoignent inévitablement.

Le premier effet de cette absence de mandats et de révocabilité des élus est que les élections ne constituent pas le moment où les électeurs choisissent dans un même geste le programme politique à appliquer et celui qui l'appliquera. Elles permettent uniquement de choisir ceux qui gouverneront pour un temps donné en espérant qu'ils voudront bien, ou pourront bien, c'est selon, mettre en œuvre les choix politiques en vertu desquels ils ont été élus. Les élections servent en cela avant tout et surtout à délivrer ce qu'il faut bien appeler des permis de gouverner.

La deuxième conséquence est l'individualisation de l'instant électoral. Ce moment-clé de la vie institutionnelle obéit à des règles spécifiques. Pour être élus, les candidats n'ont pas qu'à expliquer le programme qu'ils voudront ou pourront réellement mettre en œuvre et à convaincre du bien-fondé de leur projet. Certains peuvent pratiquer si ce n'est le parler vrai, du moins expliquer sincèrement ce qu'ils pensent et ce en quoi ils croient, non sans calcul électoraliste d'ailleurs. D'autres peuvent cependant se borner à flatter les pulsions, les frustrations, les peurs, les attentes des électeurs afin de s'assurer le maximum de suffrages. Tous empruntent en fait un peu des deux, donnant ainsi tort à Aristote. La démagogie n'est pas une perversion de la démocratie. C'est une figure centrale des régimes représentatifs comme le souligne le fait que les populistes n'en ont assurément pas le monopole.

La troisième conséquence de ce système électoral est qu'il a structuré et structure toujours des compétitions éminemment inégalitaires. Ces joutes nécessitent en effet des capitaux sociaux, culturels et fi-

<sup>12</sup> L. Rouban, *Les députés, Les cahiers du CEVIPOF n°55*, sept. 2011, 125 p.  
<sup>13</sup> Source INSEE, recensement général de la population 2007.

nanciers très inégalement répartis, d'où, du reste, les défauts de représentation constants des régimes représentatifs.

Au final, si l'introduction du suffrage universel n'a pas transformé les régimes représentatifs en démocratie au second degré, elle n'en a pas fait non plus des régimes mixtes. Contrairement à ce qu'écrit Bernard Manin<sup>14</sup>, peut-être plus par courtoisie que par conviction d'ailleurs, les régimes représentatifs actuels ne mêlent pas des dimensions aristocratiques (le pouvoir doit être exercé par des élites) et des dimensions démocratiques (des élections ont lieu à intervalle régulier). Le suffrage universel tel qu'il est organisé par les régimes représentatifs est en lui-même une procédure aristocratique, toujours au sens strict du terme. Il est à l'image de ce que pratiquaient certaines sociétés germaniques du monde antique quand elles élisaient leur roi : il permet non pas tant de déterminer les programmes politiques qui seront ensuite mis en œuvre, mais de choisir avant tout et surtout les individus aux qualités personnelles éminentes qui exerceront le pouvoir pour un temps donné. Au pire, il ne permet que d'écarter ceux et celles que la majorité jugera indigne d'exercer le pouvoir. L'accent mis à chaque élection sur cette dimension personnelle des candidats, sur leurs qualités, leur intelligence, leur stature souligne le caractère électif, au sens religieux de distinction du terme, de ces biens nommées élections. À l'invité de Thomas Jefferson, il s'agit toujours de distinguer ces aristocraties naturelles qui, par le talent ou le savoir – si ce n'est toujours la vertu – ont à gouverner le peuple.

### L'oligarchie des arènes inter-gouvernementales

Le changement de centre de gravité des régimes représentatifs dont font état Pierre Rosanvallon, Michel Winock et Claude Bartolone n'est enfin pas aussi généralisé que cela, ni le phénomène le plus important qui bouleverse aujourd'hui leur fonctionnement traditionnel.

L'hyper-présidentialisation est un phénomène patent en France ; il ne l'est pas aux USA et en Grande-Bretagne. Ces deux pays se maintiennent chacun dans son registre, l'un étant de type présidentiel, l'autre de type parlementaire, l'équilibre des pouvoirs sur lesquels ils se sont fondés, il y a maintenant plusieurs siècles. En France en revanche, la constitution de la V<sup>e</sup> République a

<sup>14</sup> B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, 319 p.



effectivement donné une nette prééminence à l'exécutif. Ce dernier a de larges possibilités de modifier la constitution à sa convenance (vingt-quatre révisions constitutionnelles depuis 1958, toutes d'origine gouvernementale) Les lois sont aussi massivement à l'initiative du gouvernement. Celui-ci a la possibilité de les faire passer en force grâce à l'article 49.3 de la constitution, voire de dissoudre l'Assemblée nationale pour tenter d'en faire élire une nouvelle qui le soutiendra davantage. Il peut à l'inverse, bloquer les textes législatifs qui ne lui conviennent pas en ne publiant pas ou en ajournant les décrets d'application qui les rendent exécutoires. Il use et abuse d'ailleurs de cette possibilité comme le dénoncent régulièrement les parlementaires, etc. L'hyper-présidentialisation de la France est donc réelle, comme celle d'ailleurs de la Russie.

Si l'organisation des rapports entre législatif et exécutif n'est donc pas identique partout et si l'hyper-présidentialisation n'est pas si généralisée que cela, un autre phénomène est en revanche parfaitement observable sur l'ensemble de la planète. C'est la montée en puissance des institutions internationales. Les instances sont ici toutes inter-gouvernementales. Ce sont des exécutifs nationaux qui constituent concrètement l'ONU et l'OMC, qui siègent aux conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI ou qui nomment encore leurs directeurs. Ce sont aussi les gouvernements nationaux qui déterminent avant tout et surtout ce qu'est et ce que fait l'Union Européenne. Les parlements sont là systématiquement placés en position subalterne. Ils ont, non pas toujours mais au mieux, à ratifier les décisions inter-gouvernementales après qu'elles ont été prises. La même tendance se retrouve au niveau infra-étatique, si ce n'est partout, du moins en France. Les compétences des communes sont de plus en plus transférées à des instances intercommunales où sont surreprésentés, voire où ne sont que représentés les exécutifs municipaux : SIVU, SIVOM, Syndicats mixtes, communautés et maintenant donc les métropoles

Cette montée en puissance des scènes inter-gouvernementales peut paraître anecdotique ou ne concerner que les représentants nationaux ou municipaux qui siègent dans les instances délibératives respectives. Ils seraient dépossédés de leur ancienne capacité à influencer sur les choix publics, mais cela ne changerait rien pour le citoyen ordinaire, qui en est dépossédé depuis l'origine. Ce n'est pas le cas. Ce phénomène a des effets majeurs pour tous et pour chacun. Il nourrit non pas l'impression mais la dépossession pure et simple des citoyens de toute influence et même de réelle information sur les choix publics.

Le fonctionnement traditionnel des régimes représentatifs, présidentiels comme parlementaires, est qu'il soumet l'ensemble des décisions politiques à des assemblées délibératives composées d'élus de la majorité et de l'opposition. Dans ce cadre, l'opposition ne peut attendre tranquillement l'échéance électorale suivante. Elle se doit d'examiner et de critiquer, jusqu'à l'absurde parfois, chacune des propositions portées par l'exécutif et sa majorité. Elle se doit aussi d'informer le public pour lui expliquer ce qui se passe, combien la majorité est inepte et combien il conviendra aux élections suivantes de voter pour elle et de lui donner la majorité. Ce jeu que l'on observe toujours au niveau national, est commun. On y est tellement habitué, qu'on n'y prête même plus attention quand on ne le renvoie pas à des jeux politiques sans importance. Il a pourtant des effets structurants.

Le premier est d'alerter la population en continue : ce que l'on appelle publiciser les choix publics. Il a un effet second. La majorité ne peut rester impassible face aux critiques de l'opposition à moins de chercher à se faire battre aux élections suivantes. Cela l'amène à répondre et argumenter tout aussi publiquement ce qui a pour conséquence de rendre compréhensible les choix et les mesures qu'elle prend : ce que l'on appelle fonder en raison et en valeur ses choix. Ce débat entre majorité et opposition génère enfin un troisième effet. Il soumet à délibération contradictoire les choix publics ce qui a pour effet non seulement de les publiciser et de les rendre plus compréhensibles mais aussi de les tourner et retourner dans tous les sens pour en apprécier davantage l'opportunité, la rationalité et les incidences. Il est difficile pour la majorité de maintenir des dispositifs dont l'opposition aura réussi à démontrer l'inanité, l'inefficacité et la non pertinence, qui plus est si elle a rallié l'opinion à son avis.

Ce fonctionnement inhérent, classique, banal, du système représentatif n'a pas été voulu. Pour Montesquieu, Madison, Sieyès ou encore Locke, la mise en débat des choix politiques par des assemblées pluralistes ne découle pas de l'idée que du débat contradictoire naît la vérité ou simplement améliore le choix final ou encore qu'il permet d'informer le public. Elle procède d'une conception issue de l'Église : la discussion contradictoire doit déboucher sur le consentement à la décision commune sinon de tous du moins de la majorité. Les assemblées ecclésiastiques médiévales ont ainsi longtemps fini leurs travaux par un vote à l'unanimité après un vote à la majorité afin de formaliser la soumission de tous à la décision majoritaire.

Effet induit plus que voulu donc, ce fonctionnement des régimes représentatifs a toutefois des effets sur l'information du public et en cela sur sa capacité de réaction. Il en a également sur l'argumentation des choix publics et en corollaire d'en limiter l'arbitraire. Il en a enfin sur la qualité des choix publics. C'est ce mécanisme que remet en cause la montée en puissance des arènes inter-gouvernementales qu'elles soient de niveau local ou à l'échelle internationale.

Ce n'en est pas sa seule conséquence. Ces scènes limitent en effet l'affirmation d'un pouvoir personnel, l'hyper-présidentialisation des régimes représentatifs en l'occurrence, mais renforce dans le même temps le pouvoir des exécutifs : un pouvoir non pas personnel, mais collectif ; un pouvoir oligarchique au sens strict mais aux effets plurivoques.

Ce pouvoir oligarchique délie d'un côté les gouvernements nationaux de la tutelle de leurs parlements respectifs, mais les place, de l'autre, dans un système de contraintes partagées. Ce sont ces arènes qui déterminent les accords qui auront à être respectés par les États, même en cas de changement de gouvernement. Ce sont ces arènes

qui organisent une large part du financement des gouvernements nationaux d'autant plus, s'ils connaissent des endettements importants. Ce sont ces systèmes de contraintes qui déterminent en retour l'action des gouvernements nationaux quelles qu'aient été les promesses électorales sur lesquelles ils ont été élus. Le cas grec en constitue un exemple récent particulièrement cinglant. Le peuple grec a voté pour Syriza en exprimant une volonté claire. Au final, ce sont néanmoins des instances intergouvernementales qui déterminent, aujourd'hui comme hier, la politique grecque.

La montée en puissance de ces scènes intergouvernementales a un deuxième effet : celui de vidanger littéralement l'espace public au sens Habermassien du terme en plaçant nombre de décisions importantes hors du débat public dans un arrière-monde opaque et intouchable. Elles sont désormais prises dans le secret des alcôves de ces institutions internationales auquel n'accèdent que des lobbies fort bien organisés et fort bien introduits. Le silence qui entoure les négociations du TAFTA depuis juillet 2013, en constitue un exemple parmi d'autres, tout autant que l'atonie des dernières campagnes municipales et régionales, où l'on a parlé de bien autre chose que des compétences exercées par ces institutions.

### Sortir du cadre représentatif

La légitimité des régimes représentatifs se fonde aujourd'hui, à défaut de l'avoir été hier, sur trois axiomes centraux : (I) le peuple ne peut pas techniquement s'auto-administrer dans nos sociétés modernes trop peuplées et trop complexes. Il doit déléguer sa souveraineté à des représentants choisis dans le cadre d'élections où sont choisis dans le même temps le programme à appliquer et les individus qui l'appliqueront ; (II) les représentants du peuple ont à voter les lois qui seront ensuite appliquées par le pouvoir exécutif, mais aussi à discuter, amender, contrôler voire censurer l'action gouvernementale ; (III) les lois – et de façon plus large les politiques publiques – doivent être adoptées après débat public et contradictoire au sein des assemblées délibératives.

À l'examen des faits, que chacun pressent sans être expert, on comprend l'ampleur du fossé entre ce que promettent ces régimes et ce qu'ils sont en réalité. (I) Les élections ne permettent pas de choisir des représentants qui porteront les aspirations des électeurs, mais au mieux de sélectionner ceux qui gouverneront à leur guise pour un temps donné. (II) Les décisions sont prises chaque jour davantage au sein d'arènes intergouvernementales où s'expriment et sont prises en compte les logiques et les contraintes spécifiques des gouvernements ainsi que celles des lobbies économiques qui y ont accès. Le point de vue, la réalité vécue et les aspirations des simples habitants sont au mieux minorés, souvent ignorés. (III) Les parlements et autres conseils deviennent de plus en plus des théâtres d'ombre où des élus distraient le peuple en attendant qu'un jour eux-aussi, peut-être, accèdent au vrai pouvoir.

Ce n'est de fait pas d'un dysfonctionnement des régimes représentatifs que naît la défiance des citoyens vis-à-vis des institutions et de la classe politique. C'est d'un problème structurel : l'usurpation sur laquelle se fondent les régimes représentatifs ; celle de faire croire au peuple qu'il sera en mesure d'exprimer sa volonté et que cette volonté sera en mesure d'influer sur les choix collectifs, en d'autres termes que nous sommes maîtres de notre destin alors qu'ils organisent la monopolisation du pouvoir au profit d'une aristocratie qui prend ces décisions en fonction de ses contraintes, de ses capacités certainement mais aussi en fonction de ses intérêts propres, pas en vertu de ce que veut même explicitement la population qu'ils gouvernent.

L'abstention et la montée des populismes ne sont pas non plus de simples résultantes de dysfonctionnements des régimes représentatifs, ni du reste assimilables l'une à l'autre. Elles procèdent de mécanismes sensiblement plus complexes et en large part inhérents

au fonctionnement régulier des régimes représentatifs. L'abstention ne procède qu'en partie d'une perte de confiance raisonnée des citoyens. Pour autre partie, elle découle simplement de l'indifférence d'une partie du corps électoral : la précarité de ses conditions de vie lui laisse peu le loisir de s'intéresser aux questions politiques. Pour autre partie, elle est enfin induite par la structuration du champ politique en quasi-marché avec d'un côté des élus érigés en producteur de politique et de l'autre des citoyens renvoyés au rôle de consommateurs de politique. La figure du pêcheur à la ligne prend racine ici : c'est le citoyen qui ne voit pas l'intérêt de voter car il se croit simple client des institutions politiques.

La montée en puissance du populisme découle quant à elle en partie aussi, mais en partie seulement, de cette défiance croissante des citoyens. Pour autre partie, elle est induite par les réalités économiques et sociales qu'ont organisé du reste les instances internationales : la mondialisation et son lot de délocalisations ; le chômage et la peur du déclassement ; les flux migratoires, l'altérité culturelle que cela implique et la mise en concurrence des pauvretés que cela fait craindre. Elle procède enfin tout aussi spécifiquement de mécanismes inhérents aux compétitions électorales telles qu'elles sont instituées par les régimes représentatifs : l'instrumentalisation des peurs, des craintes, des frustrations par des candidats qui cherchent à accéder au pouvoir ; en d'autres termes par la part de démagogie que promeut l'exercice électoral.

Si tant est que l'on veuille réellement permettre à chacun d'exprimer son avis et que ses avis aient une influence réelle sur les choix collectifs ; si tant est que l'on veuille fonder les choix politiques sur un débat public, argumenté et contradictoire et non pas sur la démagogie, alors il faut bien convenir qu'il est nécessaire de sortir du cadre représentatif.

**Paul Boino**



# La démocratie est la préhistoire de l'anarchie

Entretien avec Yannis Youlountas

Après *Ne vivons plus comme des esclaves* en 2013, Yannis Youlountas vient de sortir un nouveau film : *Je lutte donc je suis*.

Une ode à la résistance et à l'insoumission qui se déroule à nouveau en Grèce, mais aussi, cette fois, en Espagne. Un voyage en musique dans les alternatives concrètes, autogestionnaires et libertaires qui rappelle que l'utopie est déjà là, à portée de main. Une invitation à rompre avec la routine et l'obéissance, les idées reçues et une existence dépossédée d'elle-même : comme le dit l'un des personnages de son nouveau film, « *Je lutte parce que je pense que l'humanité est capable d'autre chose.* »



**Le Monde Libertaire : Tu as commencé à tourner ton film avant l'élection de Tsipras, puis pendant son revirement. Qu'a révélé, selon toi, la trahison de Tsipras ?**

**Yannis Youlountas :** Ce n'est malheureusement pas nouveau. La malédiction du pouvoir frappe la gauche depuis 150 ans. Les militants et sympathisants de ces partis se sentent trahis à chaque fois. A peine arrivés au sommet, à l'instar de Sisyphe avec son rocher, le pouvoir leur échappe aussitôt. C'est pourquoi je les surnomme souvent du nom de ce personnage mythique. Pire encore : ce sortilège les frappe sans que la plupart n'essaie vraiment de l'élucider, croyant à chaque fois qu'il s'agit d'un problème de casting. Durant le vingtième siècle, cette confiscation du pouvoir s'est manifestée sous deux formes principales : la dérive totalitaire et la trahison bourgeoise. Tsipras vient d'ajouter un exemple de plus à la deuxième catégorie, 24 ans après le programme commun de la gauche en France. Le 13 juillet 2015 restera à jamais comme l'une des trahisons les plus spectaculaires de l'histoire de la gauche en Europe, l'une des pires expériences de cette répétition, de ce piège, de cette impuissance.

**ML : Tu es souvent invité par des associations ou des organisations de gauche avec ton nouveau film. Que répondent-elles à ta critique ?**

**YY :** Ma métaphore de Sisyphe à leur égard est irréfutable. Les exemples sont flagrants, nombreux et le dernier en date leur fait encore mal au ventre. C'est donc le moment de poser les bonnes questions, dans le respect et la franchise. En l'occurrence, la priorité n'est pas seulement d'établir un "plan B", très à la mode ces temps-ci, mais beaucoup plus de repenser l'organisation, le dispositif, les moyens réels de changer de politique. Sans remettre en question le pouvoir

lui-même, la malédiction continuera. Parfois, certains de mes amis de gauche dite "radicale" tentent de me contredire en évoquant les congés payés et la sécurité sociale. Lourde erreur : les congés payés n'ont pas été donnés par Blum, mais arrachés par la puissante grève générale de juin 1936. De même, si le programme social du Conseil National de la Résistance a pu être mis en place à la fin de la guerre, c'est d'abord parce que des ouvriers avaient encore les armes de la Résistance dans les mains, alors qu'une grande partie du patronat avait collaboré. Bref, il s'agit de conquêtes sociales, pas d'autre chose. Le problème n'est donc pas seulement de concevoir des alternatives, quelles qu'elles soient, mais aussi et surtout de se donner les moyens de les mettre en œuvre.

**ML : Dans un tel contexte, pourquoi les anarchistes n'arrivent-ils pas plus à se faire entendre ?**

**YY :** Les procédés utilisés dans nos réseaux ne sont probablement pas toujours les meilleurs. Ce n'est pas parce qu'on détient la solution à un problème et qu'on est expérimenté dans ce domaine, qu'on arrive pour autant à se faire entendre. Prenons l'exemple de l'école : le prof le plus savant et intelligent n'est pas toujours le meilleur passeur de savoir, le plus fin pédagogue, à l'écoute et patient. Il n'y a rien de pire que d'humilier ceux qui échouent. C'est dommage, parce qu'à mon avis, il n'y a pas de meilleurs spécialistes du sujet que mes compagnons anarchistes. Mais ils sont, eux aussi, frappés par une autre forme de malédiction : celle de Cassandra qui n'arrive pas à se faire entendre. Le pouvoir se régale de nous voir nous marginaliser au lieu de diffuser nos solutions plus largement et plus efficacement. Il se gausse de nos vieilles querelles, de nos clans, de nos mauvaises habitudes. Il s'amuse de voir les Sisyphe impuissants, les Cassandre inaudibles et les jardiniers isolés. Les jardiniers sont la troisième composante du mouvement social et révolutionnaire. Ils essaient d'appliquer la devise de Gandhi : « *sois le changement que tu désires dans le monde* », mais ils oublient que se transformer soi-même ne suffit pas à transformer globalement et radicalement ledit monde. Certes, ces jardiniers cultivent avec application leur espace expérimental, mais délaissent les autres formes de résistance sans lesquelles toute création est condamnée à être piétinée tôt ou tard. Que nous le voulions ou pas, nos luttes sont liées, il n'y a pas d'exil possible, pas d'autre monde qui serait totalement à part de celui-là. Nous sommes tous sur le même bateau face à la bourgeoisie mondiale et à ses serviteurs dévoués, face au capitalisme et à sa foule de larbins, face au pouvoir et à sa police. Pour riposter, nous n'avons pas d'autre choix que de multiplier les assemblées et d'occuper la rue, la vie, le monde. Il n'y a pas d'autre cap vers l'utopie que la résistance, l'agora, l'éducation populaire et la création artistique sous toutes ses formes, c'est-à-dire l'action radicale sur l'imaginaire social que nous devons absolument décoloniser. C'est la première condition de notre émancipation, de notre riposte, de notre réinvention du monde : reprendre le contrôle de nos savoirs, de nos pensées, pour reprendre le contrôle de nos vies. La dimension symbolique de la lutte est aussi importante que son impact immédiat, même le plus vital. Car c'est d'abord elle qui trouble notre entourage et l'incite à nous rejoindre, notamment dans les chansons, les films, les livres, les rencontres, les débats qui suscitent, accompagnent ou interprètent les événements. Nous ne sommes pas que le produit de la nécessité, tête baissée dans le sillon d'un destin tout tracé. Nous sommes également capables de repenser et de réinventer ce monde injuste et illusoire, bâti sur du vent. Le temps critique est aussi le temps de la critique. Le temps de la remise en question. Le temps de la remise en mouvement. Nous ne sommes pas condamnés à rester dans la préhistoire politique de l'humanité.





**ML : C'est ainsi que tu qualifies le système politique actuel ?**

**YY :** Oui, la démocratie est la préhistoire de l'anarchie. La démocratie sous toutes ses formes, variantes et déclinaisons. C'est un balbutiement, un germe, un mythe. Mais on est encore loin du compte. La démocratie annonce un objectif d'égalité qu'elle est incapable d'atteindre. Depuis 2500 ans, elle ne parvient pas à lâcher la branche qui la sépare de la plaine où l'être humain se redressera politiquement pour vivre et penser la société debout, à l'égal d'autrui. La démocratie reste à l'orée du bois, au rai de lumière, au chaud dans le décorum à peine modifié de l'Ancien Régime. On est encore loin de la liberté véritable, de l'égalité réelle et de la fraternité universelle. Et ce, parce qu'il reste une chaîne à briser, un cordon ombilical à couper, une branche à lâcher pour marcher ensemble debout. C'est le pouvoir. Tant que le système politique ne sera pas débarrassé de ce fléau, il continuera à singer les mêmes grimaces au-dessus des foules infantilisées et instrumentalisées. Nous sommes encore à l'âge de pierre de la politique, mais rien n'est terminé.



**ML : Et la démocratie sous d'autres formes, en particulier la démocratie directe ? Penses-tu qu'il faille abandonner définitivement le mot démocratie ?**

**YY :** C'est délicat. Tout d'abord, il est nécessaire de distinguer la question sémantique de la question stratégique. Le problème du mot démocratie réside dans l'opposition entre les notions qu'il contient. Accoler *demokratia* et *kratos*, peuple et pouvoir, c'est présupposer la possibilité d'une égalité absolue de tous devant le pouvoir sans prendre en compte la complexité dudit pouvoir dans la société, en l'occurrence son omniprésence dans tous les rapports de domination qui traversent nos relations et dont nous nous n'avons pas toujours conscience. C'est également occulter la fascination humaine pour le pouvoir et sa capacité à corrompre, à détourner, à retourner n'importe qui. Un problème qui connaît son paroxysme avec les hyperstructures, notamment la toute puissance de l'État. Bref, depuis l'antiquité, la démocratie est une belle idée,

mais elle occulte la réalité humaine, ses affres, son passif et la nécessité d'en tenir compte. La démocratie est certes une idée simple, du moins en apparence, mais également simpliste à l'instar du procédé de Rousseau qui, dans *Le contrat social*, croit réussir à articuler la volonté générale et la liberté de chacun, alors que la relation entre une majorité et une minorité reste un rapport de pouvoir comme tant d'autres, de même que toutes les formes de délégations, quels que soient les éléments modérateurs inclus dans le dispositif. Le cœur du problème réside donc dans le pouvoir et nulle part ailleurs. Le pouvoir a deux sens bien distincts qui s'opposent précisément ici : le pouvoir en tant que capacité et le pouvoir en tant que rapport de domination. Des Athéniens à Rousseau, tous les concepteurs de la démocratie, même les plus sympathiques à nos yeux, ont cru une telle articulation possible. Pour ma part, il me semble que c'est une erreur : le pouvoir n'est pas à réorganiser autrement, il est à détruire. Il en va de notre capacité à penser et à choisir la vie. Car le pouvoir en tant que capacité s'oppose fondamentalement au pouvoir en tant que rapport de domination. La liberté ne se donne pas, elle se prend et ne s'échange pas contre une quelconque volonté générale. Cela dit, concernant l'aspect stratégique, je reconnais que la démocratie directe propose déjà un grand pas hors de la jungle des rapports de domination, une étape essentielle vers l'utopie. C'est pourquoi je soutiens cette voie. Elle contient également l'avantage de conserver ce mot le temps nécessaire à sa désacralisation. Mais quand la démocratie ne sera plus confondue avec la liberté, il sera temps d'oser l'Anarchie, comme nous le faisons déjà dans de nombreuses expériences qui fonctionnent parfaitement et qui prouvent notre capacité à vivre ensemble autrement.

**ML : Dans ton nouveau film, Je lutte donc je suis, on peut voir des personnes qui luttent, qui expérimentent d'autres formes d'organisation. Peut-on parler d'expérimentations démocratiques ou bien anarchistes ?**

**YY :** Les deux. Je ne veux surtout pas imposer une marche à suivre à mes spectateurs dont je respecte la diversité. Je suggère uniquement un cap et j'évoque toutes sortes de façons d'avancer vers lui, chacun à son rythme, par-delà nos différences. Je suis convaincu que cette diversité est une chance. Peu importe si la démocratie participative de Marinaleda ne va pas aussi loin que l'expérience de démocratie directe des occupations de Sanlúcar ou, mieux encore, l'assemblée libertaire d'Exarcheia. Tout ce qui va dans le bon sens est le bienvenu et sert de point de repère pour chercher, comparer, corriger et continuer à avancer vers l'utopie. Il est indispensable de partir de ce que savent, pensent et désirent les gens qui nous entourent. De plus, je me méfie des jugements de valeur sur la radicalité des opinions des uns et des autres, car les actes contredisent parfois les étiquettes hâtivement apposées sur eux. Je connais un homme de gauche, à l'apparence modérée, qui s'est fait saisir sa petite maison en fauchant des OGM et un autre, qui se revendique libertaire, qui n'a jamais fait autre chose que de lire Bakounine, en pantoufles au coin du feu, sans jamais éprouver la radicalité de ses lectures au-delà de quelques conversations intéressantes, mais sans lendemain. Ne jugeons pas trop vite ceux qui composent avec nous le mouvement

social et révolutionnaire et méfions-nous des étiquettes. Laissons cette fabrique de préjugés aux fascistes.

**ML : Des fascistes qui, en ce moment, se prévalent de la démocratie. Marine Le Pen prétend « redonner le pouvoir au peuple » et Étienne Chouard, admirateur de Soral, évoque « la vraie démocratie » par le tirage au sort en affirmant que « depuis 200 ans les riches gouvernent et [que] durant 200 ans, durant l'Athènes classique, les pauvres ont gouverné ». La Grèce antique est d'ailleurs une référence majeure dans toute l'extrême-droite.**

**YY :** Oui, de l'Institut Iliade au Cercle Aristote et du G.R.E.C.E. à la nouvelle Acropole, les cercles de réflexion de l'extrême-droite se sont toujours servis du prétendu "miracle grec" pour occulter l'origine africaine de l'humanité. Leur mythe du génie grec antique est un contresens complet des causes réelles de cette époque inventive. Les Grecs étaient des voyageurs, des marchands qui commerçaient avec de nombreuses cités du pourtour de la Méditerranée et les chercheurs parmi eux étaient partis jusqu'à Babylone ou en Égypte pour rassembler les savoirs de leur temps. Cet essor n'a donc rien de miraculeux : il est le produit du métissage, de la rencontre, à l'inverse du repli sur soi professé par l'extrême-droite. Quant aux mensonges d'Étienne Chouard, il est suspect d'évoquer très précisément 200 ans de gouvernance des riches, comme si c'était mieux sous l'Ancien Régime vanté par son amie royaliste Marion Sigaut. Il est également suspect de citer presque exclusivement la Grèce antique en occultant bizarrement la Commune de Paris, l'Espagne de 1936 ou encore Exarcheia aujourd'hui. D'autant plus que durant 200 ans, dans l'Athènes classique, les pauvres n'ont jamais gouverné. Absolument jamais. Les nombreux esclaves, métèques, femmes et jeunes n'ont jamais cessé d'être maltraités en tant que prolétaires, comme toujours. Même un enfant de cours élémentaire, en faisant une simple addition, peut contredire ce genre de mensonges et démasquer leur auteur.

**ML : Et le tirage au sort, qu'en penses-tu ?**

**YY :** C'est un outil comme un autre, un recours possible dans certaines circonstances, mais en aucun cas une solution magique. Toute la marche de l'humanité est une marche contre le sort. Devenir humain, c'est désobéir. Désobéir à tout, y compris au hasard. Désobéir aux évidences, de l'étonnement socratique au doute cartésien. Désobéir au hasard et à la nécessité en bouleversant l'équation de la science au point de lui ajouter une nouvelle variable : la raison universelle. Désobéir à l'instinct, par-delà la détermination de la nature, et désobéir à la croyance et à l'opinion, par-delà la détermination de la culture d'origine. Devenir humain, c'est désobéir à tout, y compris au hasard. C'est oser choisir et assumer sa liberté et sa responsabilité, au lieu de laisser décider le sort. Faire société, au sens le plus élevé, c'est conjuguer nos capacités à désobéir, penser, choisir et construire ensemble. Et non pas obéir et nous en remettre à une entité supérieure quelle qu'elle soit : ni dieu ni César ni hasard. Le sort est justement ce contre quoi s'élève depuis toujours l'humanité. Au-delà de la préhistoire politique, des chimères et des ombres, il y a l'horizon, la liberté, l'égalité. Il y a l'utopie. Il y a l'Anarchie.

Propos recueillis par  
**Dominique Lestrat,**  
Groupe Kropotkine  
Fédération Anarchiste



**A voir et lire :**

**2013 Ne vivons plus comme des esclaves**

**2015 Je lutte donc je suis**

**Exarcheia la Noire, au coeur de la Grèce qui résiste**





# Démocratie directe ou Anarchie

**Eh bien ! vous êtes démocrate ?**

– Non (...)

**Qu'êtes-vous donc ?**

– Je suis anarchiste !

**Proudhon**

in *Qu'est-ce que la propriété ?*

L'idée est parfois émise, en particulier sur certains sites internet, que la pensée anarchiste rejoindrait celle de la démocratie directe. S'il existe certes un cousinage *d'intention* (très globalement, celui de garantir à chaque individu un rôle décisionnaire direct dans la gestion de la collectivité) qui se traduit concrètement par le refus de toute représentativité, les différences entre les deux concepts sont cependant d'autant plus importantes qu'elles relèvent d'une divergence fondamentale de conception de la place de l'individu dans la société, et non de simples nuances dans les pratiques organisationnelles proposées.

De la démocratie, nous avons tous appris qu'il s'agissait d'un régime politique dans lequel le Peuple est souverain. Le fameux « *gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple.* »<sup>1</sup>

Nous savons aussi qu'elle est polymorphe :

- **Indirecte** ou **représentative** lorsque les citoyens choisissent, pour une durée limitée, des représentants auxquels ils confient un mandat *non impératif* pour édicter lois et règlements. Depuis les XVIII<sup>e</sup> et surtout XIX<sup>e</sup> siècles, les démocrates préconisent généralement le suffrage universel pour désigner ces représentants. Mais on peut parfaitement imaginer d'autres pratiques, comme par exemple le tirage au sort.
- **Semi-directe** lorsque les citoyens *peuvent* proposer, statuer ou mettre un veto sur certains règlements ou lois : par le référendum (d'initiative populaire ou non) ou tout autre pratique imaginable.
- **Directe** lorsque le Peuple adopte lui-même lois et règlements, et choisit les agents qui procéderont à leur exécution : on ne peut

plus parler véritablement alors de représentants, mais de mandataires. Et parmi les pratiques imaginables, les démocrates préconisent généralement celle du suffrage universel pour décider des lois, des règlements et nommer les mandataires.

## Êtres collectifs et vote

Une société est composée d'individus **et** d'êtres collectifs : familles, ateliers, entreprises, immeubles, rues, quartiers, associations, etc. (on peut multiplier à l'infini) sont autant d'êtres collectifs, que l'on peut considérer comme des individus *à part entière* car *la volonté qui s'en dégage* (ses forces, ses idées, ses désirs...) n'a strictement rien à voir avec la simple addition des volontés des individus qui en font partie.

Et cependant, si l'on peut facilement concevoir cette volonté commune comme distincte d'une somme de volontés individuelles, il est bien plus difficile d'en tracer les contours, puisqu'elle ne s'exprime pas : **une collectivité n'existe que par ses contradictions et ne s'exprime que par ses actions.**<sup>2</sup> Dès lors, on comprend que le vote, simple addition d'expressions individuelles, ne peut pas être un moyen de dégager l'idée d'une collectivité.

Bien sûr, dans certains cas, le vote peut être un *truc* pour débloquer une situation inextricable. Mais en aucun cas le résultat d'un vote ne peut être considéré comme la volonté d'un groupe : le *principe même* du vote est une opposition aux principes démocratiques.

## De l'anarchie : à la recherche de la liberté totale, absolue, de l'ensemble des êtres (individuels et collectifs) qui composent la société.

On le sait, les anarchistes combattent le Pouvoir sous toutes ses formes, en particulier les trois pouvoirs sociétaux fondamentaux : le capital (la propriété) ; la religion ; l'État.

- La propriété, parce qu'elle est "exploitation de l'homme par l'homme" : Tout ce que nous consommons est le fruit du travail humain ; du travail des autres. Il est par conséquent normal, qu'en

<sup>2</sup> « Deux cents grenadiers ont en quelques heures dressé l'obélisque de Louqsor sur sa base ; suppose-t-on qu'un seul homme, en deux cents jours, en serait venu à bout ? Cependant, au compte du capitaliste, la somme des salaires eût été la même... »

Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?* Ed. TOPS 2016, p. 116.

Notez que, si Proudhon fait la démonstration de la force collective, il ne cherche en aucune façon à la chiffrer ; tout simplement parce que c'est impossible.

échange, nous apportons, nous aussi, un travail qui va profiter aux autres.<sup>3</sup> Le boulanger apporte son pain à la collectivité, le restaurateur ses plats, le médecin ses soins. Le boulanger profite du travail du restaurateur et du médecin ; le restaurateur de celui du boulanger et du médecin... Pour faire bref, l'économie peut se résumer à du travail individuel ou collectif, qui s'échange contre du travail individuel ou collectif.<sup>4</sup> Et cependant, il existe une classe sociale particulière qui consomme sans rien apporter, au prétexte qu'elle possède un capital. Je suis propriétaire d'immeubles, de terres que je loue ; d'actions dont je perçois les revenus... Je n'apporte aucun travail mais j'ai des revenus grâce auxquels je consomme le travail des autres.<sup>5</sup> C'est un vol. Pour l'anarchie, celui ou ceux qui travaillent doivent être possesseurs ou propriétaires des moyens de production ; celui ou ceux qui vivent dans les lieux doivent être possesseurs ou propriétaires des habitations, etc.<sup>6</sup>

- La Religion, "adoration de l'homme par l'homme" : il s'agit ici de combattre toute croyance, et non de prôner le doute. En cela, les anarchistes s'éloignent de Socrate : ils affirment avec force leurs convictions, prônant une morale immanente (qui part des êtres humains) opposée à la morale transcendante, que celle-ci soit imposée par Dieu ou par l'État.

- L'État, "gouvernement de l'homme par l'homme". L'idée sociale de l'anarchie, c'est d'avoir éclairé la distinction entre État et Organisation de la société : l'État n'a rien à voir avec l'ordre. L'État est un organe placé en dehors et au-dessus de la société ; c'est le pouvoir de quelques individus sur l'ensemble des composants de la société. Dès lors qu'un ordre naturel se crée, il n'y a plus besoin de ce pouvoir. En défaisant l'individu et les collectivités de leur capacité à s'organiser naturellement, l'État crée de fait les conditions d'un désordre qu'il a seul le pouvoir d'organiser. Confié à quelques individus, ce pouvoir est par nature hautement toxique : pour faire perdurer son existence et justifier son rôle, l'État a tout intérêt à favoriser le désordre, tout comme les individus qui prétendent au pouvoir ont intérêt à réinventer sans cesse le désordre (la haine, les antagonismes, les exclusions, l'exploitation des uns par les autres...) pour mieux se poser en sauveurs capables d'organiser "mieux" nos vies. Il ne s'agit pas pour l'État de *représenter* la société, mais bel et bien de la *régir*. Personne ne peut représenter la société. Ce fut d'ailleurs une des idées-force de la première République : c'est pour cela qu'a été supprimé le roi, et qu'il a été remplacé par un symbole (drapeau ou Marianne à bonnet phrygien). Et si l'on comprend que l'État, c'est le désordre, on comprend encore plus aisément la phrase de Reclus : "*l'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre*".

## Anarchie et fédéralisme libertaire

Nous connaissons les deux principes fondamentaux et antithétiques de tout gouvernement : Autorité, Liberté. En vertu de la tendance de l'esprit humain à ramener toutes ses idées à un principe unique, tendant à éliminer celles qui lui paraissent inconciliables avec ce principe, deux régimes différents se déduisent, a priori, de ces deux notions primordiales, selon la préférence ou prédilection accordée à

<sup>3</sup> Il ne s'agit bien évidemment pas de remettre en question la solidarité mutuelle à exercer en faveur des malades, des vieillards etc.

<sup>4</sup> Il faudrait, bien sûr, revenir ici aux notions de valeur-travail-valeur d'échange (ce n'est pas la même chose, je ne l'ignore pas) ; à l'importance essentielle du crédit etc. etc.

<sup>5</sup> La propriété pose bien d'autres problèmes, en particulier le fait que le propriétaire aura souvent tendance à rechercher le profit immédiat et non avoir une vision à moyen ou long terme. Mais je ne peux détailler ce qui a fait l'objet de milliers de pages.

<sup>6</sup> Même remarque : l'affaire est plus complexe, en particulier, rôle du consommateur équilibrant celui du producteur.

<sup>7</sup> Sous la royauté, il existait les drapeaux des différents corps d'armées mais pas de drapeau symbolisant la société française : c'était le roi qui en était le symbole vivant.

l'une ou à l'autre : le Régime d'autorité et le Régime de liberté.

En outre, la société étant composée d'individus, et le rapport de l'individu au groupe pouvant se concevoir, au point de vue politique, de quatre manières différentes, il en résulte quatre formes gouvernementales, deux pour chaque régime :

### • I. Régime d'Autorité :

- Gouvernement de tous par un seul > monarchie ou patriarcat<sup>8</sup> ;
- Gouvernement de tous par tous > Panarchie ou Communisme.

*Le caractère essentiel de ce régime, dans ses deux espèces, est l'indivision du pouvoir.*

### • II. Régime de Liberté :

- Gouvernement de tous par chacun > démocratie ;
- Gouvernement de chacun par chacun > An-archie ou Self-government.

*Le caractère essentiel de ce régime, dans ses deux espèces, est la division du pouvoir.*<sup>9</sup>

Il n'existe pas et n'existera jamais de société parfaite. Même dans les sociétés les plus dictatoriales, ont toujours perduré des espaces de liberté : de même, dans toute société basée sur le principe de liberté, existera-t-il des espaces de pouvoir.<sup>10</sup>

L'anarchie est donc un but qu'on sait ne jamais atteindre tout-à-fait, comme une asymptote ne rencontre jamais son abscisse... ou alors dans l'imaginaire, à l'infini.

Il n'y a et n'y aura donc jamais de lutte finale, de fin de l'histoire. La Révolution doit être en permanence dans l'humanité<sup>11</sup> jusqu'à l'extinction du dernier individu.

Le grand idéal anarchiste de liberté totale n'est pourtant pas inutile : il nous guide et nous évite de faire fausse route ; comme un phare guide les marins. Face à certains problèmes réels, l'idéal anarchiste nous permet, plutôt qu'à appeler au secours le pouvoir – et les règlements, les lois, les contrôles, la censure, la répression policière... –, de comprendre que nous faisons fausse route... qu'au lieu de nous diriger vers le phare, nous nous en éloignons.

C'est bien en ces termes que se présente le fédéralisme libertaire : il ne s'agit pas

<sup>8</sup> Aujourd'hui on dirait fascisme... mais le Principe fédératif a été écrit en 1863.

<sup>9</sup> PROUDHON, *Du principe fédératif*, Ch. II. Ed. TOPS 2013 p. 44.

<sup>10</sup> Cf. PROUDHON, *De la Justice...* ; *Du principe fédératif*.

<sup>11</sup> Cf. PROUDHON, "Toast à la Révolution" dans *Idées révolutionnaires* (articles de journaux). Cet ouvrage est actuellement épuisé. En 2016, Edward Castleton doit faire paraître aux Presses du réel l'ensemble des articles de Proudhon sous le titre *Écrits politiques*.



réellement de l'anarchie, mais bien d'un pas vers l'anarchie. Si demain la société s'organise selon les principes du fédéralisme libertaire, les anarchistes auront le devoir, encore et toujours, de trouver la route pour se rapprocher encore plus du phare.<sup>12</sup>

### Principes généraux du fédéralisme libertaire<sup>13</sup>

Qu'est-ce donc qu'une société ? Le sujet est complexe et infini, tant il est difficile d'appréhender de manière exhaustive toutes les composantes d'une société donnée : si l'on ne peut que difficilement ne serait-ce qu'en dénombrer les individus, l'exercice devient impossible pour ce qui est des êtres collectifs. « *Tout groupe humain, famille, atelier... peut être regardé comme embryon social.* »<sup>14</sup> : dans une société, les collectivités sont innombrables, et en outre, chaque individu appartient à plusieurs d'entre elles.

Schématiquement (et géographiquement)<sup>15</sup>, on peut présenter l'humanité comme une superposition graduée de collectivités à la fois composées et composantes... ou, si l'on préfère, englobées et englobantes<sup>16</sup>. Elle est formée du monde décomposé en continents, sous-continent, nations, régions, provinces, districts, communes, quartiers... individus<sup>17</sup>. Tous les habitants d'un même quartier font partie d'une même commune ; toutes les communes du district se rattachent à la même province etc. En revanche, l'appartenance à une collectivité composée n'implique pas l'appartenance à une collectivité composante.

La notion qui, pour les collectivités, correspond à celle de liberté pour les individus, est celle d'autonomie : capacité pour chaque

être collectif à se donner les règles qui le concernent ; à se déterminer librement.

La faculté d'exiger cette autonomie pour soi – puis, en se reconnaissant dans l'autre, celle de l'exiger pour l'autre, comme corollaire indispensable – est ce que Proudhon nomme Justice.<sup>18</sup> La Justice comme la Liberté et l'autonomie appellent donc l'alliance. Ce n'est pas en renonçant de quelque manière à leur autonomie que les personnes ou groupes forment une association ; c'est au contraire en la revendiquant pour eux-mêmes, pour leurs associés et pour l'être collectif formé par leur association.

Ce principe général d'autonomie se caractérise par :

- l'auto-affirmation et l'auto-définition : une collectivité est reconnue (et n'est reconnue que) dès lors qu'elle s'annonce existante. Ce n'est pas à un pouvoir quelconque (même démocratique) à dresser la liste des composantes sociales ou à les délimiter.
- l'organisation directe et la gestion directe<sup>19</sup> : Pouvoir de s'administrer librement dans le cadre des statuts constitutionnels que l'on s'est donné sans le poids d'une tutelle d'un pouvoir central, supérieur (comme cela existe dans le cas de décentralisation).

Chaque niveau social ayant son ordre juridique propre, comment concevoir les rapports entre ces ordres multiples ? Fera-t-on prévaloir l'ordre juridique de la collectivité englobante (la plus grande) ou celui de la collectivité englobée ? Définira-t-on un niveau particulier ayant tout pouvoir de décision (comme dans l'étatisme et dans la démocratie) ?

Le fédéralisme libertaire pose comme principe la *primauté de l'ordre composant* (le plus petit) et s'oppose ainsi au monisme étatique (où le droit de l'État prime sur les collectivités qu'il est censé régir, comme sur le droit international) comme à un monisme internationaliste qui entendrait organiser un ordre mondial de type super-État, comme encore à ceux qui considèrent l'ordre composé et l'ordre composant comme étrangers l'un à l'autre.

Le principe d'autonomie et la primauté du droit des collectivités restreintes affirmés, se pose le problème de la répartition des compétences : celle-ci ne saurait résulter d'une norme préalable, ou d'une loi (nous retomberions dans le schéma étatique décentralisé). La notion qui doit régir cette répartition est celle de subsidiarité<sup>20</sup> : selon ce principe, la collectivité de base doit conserver toutes les compétences qu'elle est capable de gérer efficacement sans nuire aux personnes et autres collectivités, et elle doit transférer à la collectivité immédiatement englobante les pouvoirs qu'elle n'est pas à même d'exercer convenablement.

Le fédéralisme libertaire recherche une exacte adéquation entre les compétences et les niveaux de prise de décision. Cette exacte adéquation sera bien évidemment, dans les faits, toujours imparfaite, et les accords entre collectivités ne pourront s'établir que suite à des confrontations, des oppositions, des conflits. Mais le conflit fait partie du principe fédératif.<sup>21</sup>

Ainsi, la collectivité englobante intervient toujours à *titre subsidiaire*. La société s'établit alors de façon ordonnée, de la base vers le haut, par délégations successives, à l'opposé de l'étatisme qui impose son pouvoir de haut en bas à l'intérieur des frontières, de bas



en haut dans ses rapports internationaux, et se présente comme la source unique de toutes les compétences. C'est ainsi également que la société fédéraliste libertaire, respectant l'autonomie de chaque collectivité et les associant, peut prétendre à terme à la disparition des frontières.

Et cependant, s'il est exact d'affirmer que la société fédérale libertaire se construit de la base vers le sommet, le principe anarchiste affirme le combat contre tout pouvoir... y compris donc celui de la base. Ainsi, les collectivités de base ne peuvent être libres de déléguer ou de ne pas déléguer (ce qui caractériserait l'exercice d'un pouvoir) : elles doivent conserver tout ce qu'elles sont en état de gérer convenablement, et se dessaisir du reste. Autrement dit, le principe fédératif entend rechercher (de façon toujours plus approchée) un principe objectif, indépendant des volontés formulées par quelque niveau que ce soit, pour régler, à chaque niveau, la mesure des autonomies. Ce principe doit tenir compte, bien sûr, des différences de nature (économiques, sociales, culturelles...). Ainsi, chaque type de collectivité et chaque niveau doit conserver toute compétence pour résoudre les questions qui, soit en raison de leur nature soit en raison de leur dimension, ne sont solubles que là.

Le principe fédératif exige également la *participation* des collectivités associées aux prises de décision des collectivités englobantes. Cette participation peut s'effectuer directement (les organes des collectivités englobées délibèrent eux-mêmes, en se concertant sur les décisions à prendre en commun), ou indirectement lorsque les collectivités composantes désignent les organes de la collectivité composée, en s'assurant un certain contrôle des décisions de cette dernière. L'avantage est alors de doter la collectivité composée d'organes propres, aptes à sentir et promouvoir l'intérêt général. Ces deux modes de participation peuvent d'ailleurs se conjuguer. La réunion de l'ensemble des collectivités composantes est, par nature, assez lourde. En revanche, elle garantit que leur volonté soit

réellement entendue. Il n'est donc pas impensable que la pratique de la délégation pour étude et discussion d'un projet commun, puis de la réunion des collectivités composantes pour la ratification des décisions, soit une méthode à privilégier.

Le principe fédératif dans sa globalité et, plus particulièrement, le principe même d'autonomie, s'opposent donc à l'indépendance. Proudhon est parfaitement logique avec lui-même lorsqu'il affirme son hostilité aux combats de libération nationale comme ceux entrepris par la Pologne ou l'Italie, non seulement parce que leur but n'est rien d'autre que de construire un nouvel État, mais encore parce que cette revendication politique est contraire à l'idée générale d'une organisation sociale respectant l'autonomie de l'ensemble des collectivités qui la composent.

Ceci nous conduit à évoquer le problème délicat du droit à la sécession interdit dans la plupart des États fédéraux. Sans vouloir préjuger d'une future "Constitution fédérale libertaire"<sup>22</sup>, il nous faut bien affirmer que, dans le cas où l'interdiction de sécession ne serait pas explicitement énoncée, les fédéralistes libertaires seraient, de fait, extrêmement hostiles au principe même de sécession. Cette dernière entraîne, en effet, une rechute dans la société de type particulariste, premier pas à un retour vers l'étatisme et au désordre des relations inter-nationales que nous connaissons aujourd'hui.<sup>23</sup>

Pour nommer les représentants des collectivités englobantes, on pourra faire appel à la pratique imparfaite du suffrage universel, tout en ayant toujours conscience de ses travers : dans tous les cas, le vote ne peut intervenir qu'après une étude approfondie et une compréhension des dossiers par les votants<sup>24</sup>. Dans la démocratie directe, la notion de représentant disparaît. Dans le fédéralisme libertaire, elle demeure puisque la collectivité englobante a une existence propre. Il y a d'une part les délégués des collectivités englobées, chargés de faire respecter les droits de ces dernières, d'autre part les représentants de la collectivité englobante chargés de faire respecter les droits de celle-ci. Ces deux

12 « Dans une société anarchiste, je serai le premier des révolutionnaires ! » E. Armand dans *l'En-Dehors*. Je cite de mémoire.

13 Encore et toujours la même remarque : Dans un article, on ne peut que résumer à grands traits. Pour ce paragraphe, je vous conseille *Les principes du fédéralisme* par Guy Héraud (qui n'était pas anarchiste) Presses d'Europe, 1968 – Ouvrage qui devrait être réédité chez TOPS en 2016.

14 PROUDHON, *De la Justice...*, L'État. Une nouvelle édition de *De la Justice* est prévue chez TOPS en 2016.

15 L'originalité du fédéralisme proudhonien est qu'il est global, qu'il est applicable à l'organisation de l'ensemble des activités humaines. Ce n'est pas simplement (comme chez Hamilton) une façon efficace de diriger un État de vaste étendue. Les anarcho-sindicalistes ont, par exemple, souvent réfléchi à une organisation fédéraliste de l'économie (Cf. entre autre, *Le monde nouveau* de P. Besnard, réédition prévue chez TOPS en 2016). Là encore, nous simplifions à l'extrême.

16 J'évite volontairement les termes habituels de *supérieures* et *inférieures* qui, s'ils rendent compte de la position d'une collectivité par rapport à une autre dans la pyramide sociale, peuvent sous-entendre une notion de hiérarchie que le fédéralisme libertaire entend annihiler.

17 Cette liste n'est nullement exhaustive. Nous le verrons lorsque nous traiterons du principe d'autodétermination.

18 Notons au passage que le concept de liberté des anarchistes est fort différent de celui de 1789 : « *Ma liberté s'arrête où commence celle des autres.* », induisant que l'homme le plus libre vit sur une île déserte. Pour les anarchistes, la liberté des autres est un corollaire indispensable à ma propre liberté. Bakounine l'a admirablement synthétisé en une phrase : « *La liberté des autres étend la mienne à l'infini.* »

19 Je préfère le terme de gestion directe qui nous vient de Proudhon à celui d'autogestion qui rappelle trop les années 1970, la CFDT et le PSU (cathos), le CERES (P.S.), l'AMR (trotskystes) et même le P.C. de 1979.

20 Voici un point qui mérite débat, le principe de subsidiarité étant un principe thomiste.

21 Cf. PROUDHON *La guerre et la paix*



fonctions peuvent se cumuler mais, bien souvent, on préférera une délégation bi-camériste.

Le suffrage universel, tel qu'il est organisé dans les démocraties - qui prétend faire s'exprimer sur un même sujet des masses anonymes ayant des intérêts multiples et, le plus souvent, pour nommer un ou des pseudo-représentants sans qu'ils prennent le moindre engagement et sans qu'aucun contrôle ne soit possible sur leurs décisions - n'est qu'une caricature d'expression populaire, voire « *le plus sûr moyen de faire mentir le peuple.* »<sup>25</sup>

Le principe fédératif organise le suffrage universel selon la pluralité de qualités des multiples collectivités. Ainsi il doit être lié aux différentes fonctions sociales (en particulier économiques). Cette multiplicité des suffrages, qui amènera chaque citoyen à voter plusieurs fois dans des cadres différents, a pour objectif d'établir la meilleure corrélation possible entre la pluralité des activités humaines et leurs représentations.

Il est absolument hors de question, comme dans la démocratie directe, d'utiliser le suffrage universel pour établir des lois qui, ensuite, s'imposeraient aux collectivités englobées et remettraient en cause le principe fondamental d'autonomie.

Le fédéralisme est une philosophie des rapports sociaux et intercommunautaires qui met l'accent sur la valeur de décision librement consentie. L'organisation fédérale tend ainsi à réduire le droit de subordination<sup>26</sup> au profit du droit de coordination. Le contrat sera autant que possible substitué à la décision unilatérale qui nous ramène aux notions de loi, règlement...

Dans tous les cas, le principe de coopération sera étendu jusqu'à la limite du possible, le droit de subordination n'intervenant qu'après en avoir épuisé tous les recours.

Les réunions de concertation peuvent être horizontales (entre collectivités d'un même niveau) ou obliques (entre collectivités de

niveaux différents). Les collectivités composées profiteront d'autant mieux aux collectivités composantes que leurs intérêts propres seront respectés, au même titre que le principe de subsidiarité impose le respect des intérêts des collectivités composantes. Inversement, tout ce qui profite aux parties profite également à l'ensemble.

Chaque personne, chaque collectivité, chaque organe doit être à même d'utiliser effectivement les pouvoirs juridiques qui lui sont reconnus. Il faut donc assurer aux individus non pas un minimum, mais un optimum social nécessaire à la concrétisation de leurs autonomies. Des systèmes de péréquation des ressources et des charges sont donc à mettre impérativement en place.

Face à la conception étatiste (totalitarisme à l'intérieur des frontières et particularisme dans ses rapports internationaux), le fédéralisme dégage l'idée juridique de la complémentarité des différentes collectivités. Briseur de hiérarchies, il tend à mettre toutes les collectivités, quel que soit leur niveau, sur un pied d'égalité.

Si les organes des collectivités composantes prennent leurs décisions au nom des collectivités composées, ils traduisent - malgré la participation - une volonté indépendante de celles des collectivités composées. Ils sont, constitutionnellement ou de fait, investis (par les citoyens ou par les collectivités englobées) d'un mandat représentatif.

La fédération comporte une généralité de liens entre les personnes (individus ou collectivités) et la structure englobante. Déjà, dans les fédérations étatiques, les individus sont tout à la fois citoyens de l'État membre et citoyens fédéraux.

La théorie du fédéralisme libertaire est donc une théorie générale - et appliquée à tous les niveaux de la société - du contrat mutualiste et universel chargé de concilier l'autonomie des contractants avec la socialisation de leurs forces. L'unité n'est plus l'abolition des multiplicités, mais leur corrélat dialectique. Avec ce système, « *le centre est partout, la circonférence nulle part.* »<sup>27</sup>

Le principe fédératif peut et doit organiser non seulement les rapports sociaux, mais également les rapports économiques, par l'élaboration d'une fédération agricole-industrielle, organisation pratique de la théorie mutualiste que Proudhon avait développée en 1848.

C'est ainsi que le principe fédératif implique la gestion directe des entreprises par les travailleurs associés et doit abolir la double servitude qui pèse sur le travailleur : celle du Gouvernement et celle du propriétaire des moyens de production. Il implique également l'abolition de la condition prolétarienne.

Les principes fédéralistes libertaires ne doivent pas être entendus comme des règles rigides mais comme des orientations. Leur traduction concrète est toujours étroitement subordonnée aux structures temporelles, géographiques, ethnologiques, culturelles, économiques...

L'organisation fédéraliste suppose la recherche d'un point d'équilibre, toujours instable, voire irréalisable dans les faits - de reste le fédéralisme se traduit toujours par un état de tension. Aussi,

**La démocratie, même directe, prétend définir la volonté du peuple pour l'instaurer en pouvoir ; l'anarchie entend faire disparaître toute forme de pouvoir ; le fédéralisme libertaire entend diluer le pouvoir à l'extrême dans toutes les composantes sociales.**

le fédéralisme ne cherche pas l'uniformisation, la suppression des conflits mais au contraire leur compréhension comme moteur de la société.<sup>28</sup>

On comprend bien que, dans le fédéralisme libertaire, le pouvoir n'a pas réellement disparu : il est dilué dans l'ensemble des composantes de la société, ce qui dilue de la même façon ses effets dévastateurs. Buvez un verre de cyanure ou versez-le dans l'océan puis buvez l'eau de mer, l'effet ne sera pas le même...

On comprend également que, par le principe d'autonomie, nous nous éloignons totalement du principe démocratique : Je fais ce que je veux ; je m'organise comme je veux<sup>29</sup>. Peu m'importe que la majorité des autres soit organisée de façon différente : elle n'a pas à intervenir dans les décisions qui me concernent ! Et même si je suis parfaitement minoritaire, je suis la fédération car la fédération est dans chacun de ses membres et, tout à la fois, la fédération est autre chose.

Nous touchons là une opposition fondamentale entre anarchie, fédéralisme libertaire et démocratie : La démocratie, quelle que soit sa forme, tente de définir la volonté du peuple puis d'instaurer cette volonté en pouvoir - en **seul** pouvoir ; l'anarchie entend faire disparaître toute forme de pouvoir ; le fédéralisme libertaire veut diluer à l'extrême le pouvoir dans toutes les composantes sociales.

### Fédéralisme ou étatisme ?

« *Etre gouverné, c'est être : gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, appréhendé, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu.* »<sup>30</sup> « *Ce n'est pas le gouvernement qui est fait pour le peuple, c'est le peuple qui est fait pour le gouvernement. Le Pouvoir envahit tout, s'empare de tout, s'arroge tout, à perpétuité, à toujours, à jamais : Guerre et Marine, Administration, Justice, Police, Instruction publique, créations et réparations publiques ; Banques, Bourses, Crédit, Assurances, Secours, Epargnes, Bienfaisance ; Forêts, Canaux, Rivières ; Cultes, Finances, Douanes, Commerce, Agriculture, Industrie, Transports. Sur le tout un impôt formidable, qui enlève à la nation le quart de son produit brut.* »<sup>31</sup>

Le fédéralisme libertaire (ou proudhonien, ou intégral) sort de la perspective étatiste : il est bien plus d'ordre social, économique et culturel que politique. Il ne s'agit pas de définir à priori ce qui est bien et bon pour le Peuple, ni que le Peuple définisse ce qu'il pense être bien. La base du fédéralisme est une connaissance de la société, une science de la société, une sociologie.<sup>32</sup> Il tente d'analyser le plus précisément possible ce qu'est une société puis de trouver une structuration qui respecte sa réalité. C'est pourquoi Proudhon a régulièrement insisté sur le fait que la révolution à mener n'était pas une révolution politique, comme en 1789, mais une révolution économique et sociale.

Le fédéralisme libertaire dilue à l'extrême le pouvoir en le répartissant entre toutes les composantes de la société (individus et êtres collectifs). On ne peut donc mieux décrire cette proposition qu'en l'opposant à l'étatisme.

28 Cf. PROUDHON, *La guerre et la paix.*

29 *Le Je* désigne ici, une fois encore, autant des individus que des êtres collectifs.

30 PROUDHON, *Idee générale de la Révolution.* Ed. TOPS 2013 p. 244.

31 PROUDHON *Du principe fédératif*, chap. X. Ed. TOPS 2013 p. 94.- Aujourd'hui, ce n'est pas 25 mais 60% du P.I.B. qui est enlevé à la nation par l'État. Il faudrait d'ailleurs se demander si le terme de "libéral" qu'on utilise souvent pour qualifier notre système est pertinent. Voir les *Harmonies économiques* de Frédéric Bastiat.

32 Proudhon employait l'expression de *science de la société* car le terme de sociologie avait été forgé par Auguste Comte dans un sens très particulier.

27 PROUDHON *Confessions d'un révolutionnaire*, chap. XIV.

25 PROUDHON, *Mystification du suffrage universel* dans *Idées révolutionnaires.*

26 Insistons sur le fait que, dans le système fédératif libertaire, il s'agit de la subordination de la collectivité la plus large aux décisions des collectivités qui la composent.



Le fédéralisme libertaire est une conception qui rejette tout à la fois le totalitarisme (dans son sens étymologique : qui considère le tout comme un ensemble homogène et ne distingue aucun élément constitutif.) et le particularisme (qui ne voit dans la réalité sociale que des éléments indépendants les uns des autres.) Or, l'État-nation, l'État souverain, est l'exemple type d'un ordre à la fois totalitaire (à l'intérieur de ses frontières) et particulariste (dans ses rapports internationaux).

A ce couple totalitarisme-particularisme, le fédéralisme oppose son pluralisme, dans lequel toute réalité peut être considérée comme partie d'un ensemble, et tout ensemble divisé en parties. Dans l'Homme se trouvent à la fois l'individu et la société : le contenu individuel et le contenu social de la conscience sont indissociables.

Ce qui caractérise l'État-nation, ce n'est pas, comme les mythes l'accréditent, une communauté de langue, de passé ou de sentiment.

Ce n'est pas non plus une échelle de grandeur (à côté d'États comme l'Australie, nous trouvons Monaco ou le Luxembourg). Ce qui définit l'État-nation, c'est le Pouvoir et uniquement le Pouvoir : la contrainte imposée à une partie de la population terrestre à un moment donné de l'histoire de l'humanité.

Plus puissant que toutes les collectivités infra étatiques, l'État-nation est aussi plus puissant que les collectivités inter ou supra nationales.

Au contraire, le fédéralisme libertaire s'oppose naturellement au colonialisme (pays aux mains de l'État d'une nation étrangère), à l'impérialisme (le gouvernement du pays est téléguédé de l'étranger) et au jacobinisme (les représentants de la nation gouvernement mais les collectivités infra nationales ne comptent pour rien.)

Les grands États sont par nature de tendance autoritaire et belliqueuse. Ils ont besoin de se garantir contre les aspirations de leurs sujets à l'indépendance et contre les visées ambitieuses de leurs voisins. On peut espérer, au contraire, que les États de médiocre étendue, unis en fédérations, ne puissent jamais posséder un pouvoir permettant de telles aspirations.

### État décentralisé, fédéralisme étatique ou fédéralisme libertaire ?

La fédéralisation (à l'intérieur des frontières) et la fédération des anciens États-nations existants, serait à l'évidence, un progrès révolutionnaire incomparable. Contrairement au fédéralisme politique – qui a toujours tendance à renforcer le niveau fédéral –, le fédéralisme libertaire donne la primauté à ce qui est conservé par rapport à ce qui est délégué. Si cette tendance s'inversait, « ... la fédération redeviendrait une centralisation monarchique ; l'autorité fédérale, de simple mandataire et fonction subordonnée qu'elle doit être, serait regardée comme prépondérante ; au lieu d'être limitée à un service spécial, elle tendrait à embrasser toute activité et toute initiative ; les États confédérés seraient convertis en préfetures, intendances, succursales ou régies. Le corps politique, ainsi transformé, pourrait s'appeler république, démocratie ou tout ce qu'il vous plaira : ce ne serait plus un État constitué dans la plénitude de ses autonomies, ce ne serait plus une confédération. »<sup>33</sup>

L'originalité du fédéralisme libertaire est d'être généralisé ou intégral : c'est-à-dire appliqué à tous les aspects de la société. A la base, il repose sur l'autonomie des ateliers gérés directement par les travailleurs, aussi bien que des communes (ou quartiers) administrées directement, s'associant librement par des contrats réciproques et précis pour « la construction et l'entretien des voies de communication, l'organisation du crédit et de l'assurance, etc. »<sup>34</sup> et « se garantir mutuellement l'intégrité de leurs territoires ou pour la protection de leurs libertés. »<sup>35</sup>

La construction européenne, la décentralisation en France – même si elles nous intéressent au plus haut point – ne doivent pas conduire à la confusion avec notre projet global de société libertaire : la construction européenne tend à une forme de confédéralisme qui demeure de tendance particulariste ; et la décentralisation conserve le pouvoir de l'État-nation, et donc demeure de tendance unitariste.

Le fédéralisme libertaire, lui, équilibre ces deux tendances, et, par là-même, en annule le Pouvoir. Au contraire du fédéralisme étatique – qui se distingue par le pouvoir souverain appartenant clairement à la collectivité composante –, il répartit le Pouvoir, le dilue entre les différents étages de la hiérarchie sociale.

Toute la différence réside dans la façon de répartir les compétences entre les collectivités et dans le mode d'exercice de ces compétences : exercice libre dans le cas du fédéralisme libertaire ; exercice sous tutelle dans le cas de la décentralisation.

Au vu des expériences de fédéralisme politique que nous connaissons, on peine à comprendre la solidité intrinsèque du fédéralisme libertaire. C'est qu'on ne considère que rarement les motivations de l'un et de l'autre.

La motivation essentielle du fédéralisme politique n'est quasiment jamais un souci social, encore moins un souci d'égalité, de liberté ou

<sup>33</sup> PROUDHON, *Du Principe fédératif*, chap. VII. Ed. TOPS 2013 p. 76.

<sup>34</sup> *ibid.*

<sup>35</sup> PROUDHON, *De la capacité...*

de justice entre les individus, les collectivités et les peuples. Il s'agit le plus souvent de regroupements d'États qui voient là le moyen d'accroître leur force militaire, policière ou de répondre aux exigences de puissances économiques jusque-là inter-nationales. C'est une des raisons qui rend le fédéralisme politique aussi fragile. Que disparaisse la motivation première, et l'organisation fédérale s'effrite. On ne tarde pas à revenir à une structuration en États-nations. Le fédéralisme politique n'engage profondément ni les personnes ni les groupes.

Le fédéralisme politique que nous connaissons est sommaire et limité. C'est une recette d'organisation constitutionnelle et administrative étatique. Ce fédéralisme ne couvre généralement que deux niveaux (parfois trois) de la pyramide sociale : les états fédérés et le niveau fédéral. Le lien fédéral est parfois noué entre États jusqu'alors souverains ou par la fédéralisation d'un État unitaire. Mais il s'agit toujours de fédéralisme d'État, que celui-ci s'associe avec d'autres pour renforcer son pouvoir international ou se décentralise pour raffermir son administration.

C'est ainsi que le fédéralisme politique a pu être l'un des modes d'organisation de dictatures, en particulier communistes.

Après avoir comparé le fédéralisme libertaire et les autres formes d'organisation sociale, nous pouvons donc affirmer que le fédéralisme libertaire, qui se propose de chercher en permanence l'exacte adéquation des autonomies et des délégations, est le seul à accorder liberté et efficacité. Le combat libertaire au quotidien peut tantôt mettre l'accent sur les libertés confisquées par l'État aux collectivités locales, tantôt sur la nécessité d'une organisation mondiale ; toujours contre la prétention absolutiste des États-nations.

### La dialectique fédéraliste<sup>36</sup>

Dans le fédéralisme, on retrouve en pratique la conception dialectique que Proudhon avait élaborée dès *la Création de l'Ordre* (1843), mise en application dans *la Philosophie de la misère* (1846) et expliquée dans *De la Justice* (1858). Cette pratique est celle du balancement des contradictions, et non de la synthèse ou de l'unité recherchée par tous les systèmes politiques, y compris par la démocratie directe.

Le fédéralisme libertaire est l'application logique de cette dialectique qui refuse toute philosophie tendant à réduire la rivalité à une dimension unique (synthèse) et encore plus à exclure l'un des pôles (manichéisme) de la réflexion ou de la réalité sociale. Pour le fédéraliste, le monde se présente comme un ensemble de réalités en tension, voire en conflit. Mais, au lieu de chercher la solution dans la capitulation de l'une des forces en présence, la dialectique proudhonienne recherche leur conciliation, leur association, leur équilibre, ou plus exactement leur balancement car il y a dans cette notion de balancement l'idée que l'équilibre parfait n'est jamais ni réalisable ni souhaitable.

Plus encore que tout autre, la dialectique libertaire rejette la dialectique hégelo-marxiste, ou dialectique de l'enchaînement. Le cycle thèse-antithèse-synthèse n'est absolument pas établi par l'observation des phénomènes sociaux ; pas plus que de la destruction des contraires ne naît une volonté supérieure.

Le monde est un faisceau de polarités. La dialectique fédéraliste tient les pôles pour complémentaires. Au lieu de vouloir l'affrontement

<sup>36</sup> Toujours la même remarque. Il faudrait revenir à la définition de la dialectique, insister sur les limites de la dialectique sérielle de Proudhon, reprendre les grandes lignes du Dialectique et sociologie de Gurvitch...

destructeur des contraires, le retour permanent à l'unité, le fédéralisme propose d'utiliser les tensions comme moteurs sociaux. La dialectique fédéraliste se sépare donc totalement de la dialectique hégelo-marxiste.

Aussi, le projet libertaire n'a strictement rien en commun avec les propositions marxistes-léninistes. L'anarchie n'a rien à voir avec la seconde phase du socialisme, société dans laquelle les conflits auraient disparus. Bien au contraire, le fédéralisme généralise les conflits mais de sorte qu'aucun niveau social ne puisse prendre le pouvoir sur un autre.<sup>37</sup>

### Fédéralisme libertaire et démocratie directe

Une fois rappelés les principes du fédéralisme libertaire et les limites de la pratique du vote, il n'est pas besoin de s'étendre pour saisir la différence fondamentale entre les deux projets de société.

La démocratie directe entend faire voter systématiquement les lois par le peuple et puis faire appliquer ces lois par une administration. Alors, comme l'écrit justement Ledru-Rollin<sup>38</sup>, il n'y a plus, à proprement parler, de représentants. Mais il y a une organisation coercitive centralisée chargée de faire appliquer ce qui a été déterminé par le suffrage universel. Et cela nous reporte une fois de plus à la question du vote : le plus sûr moyen de faire mentir le peuple. Comme a répondu fort justement Proudhon, il y a grande chance de se retrouver dans une dictature impitoyable ; d'autant plus impitoyable que les lois étant votées, celui qui ne les respecterait pas s'opposerait à la volonté populaire et non seulement à la volonté de quelques individus élus.

Hervé Trinquier

<sup>37</sup> On a assez rarement remarqué que le marxisme-léninisme n'était que la transposition matérialiste de l'idéalisme judéo-chrétien le plus intégriste : Marx reprend la dialectique de Hegel - le philosophe qui a porté l'idéalisme à son sommet – et la transpose dans le matérialisme ; Cela favorise une vision prédéterminée de l'histoire : Il viendra un messie qui apportera la bonne parole / Il viendra un philosophe dont on ne pourra en rien critiquer les idées (Marx) ; Il y aura une catastrophe terrible, l'apocalypse / Il y aura une révolution qui instaurera la dictature la plus absolue jamais imaginée : La dictature du prolétariat ; L'apocalypse éliminera les méchants et ne conservera que les bons / La dictature éliminera la bourgeoisie et ne conservera que les prolétaires ; Il n'y aura plus de méchants donc plus d'affrontement, ce sera la béatitude / Il n'y aura plus de classes sociales, donc plus de luttes de classes. Tous les conflits pouvant être résumés en des luttes de classes, il n'y aura plus de conflits. C'est la fin de l'histoire.

<sup>38</sup> *La Voix de Proscrit* 1851.





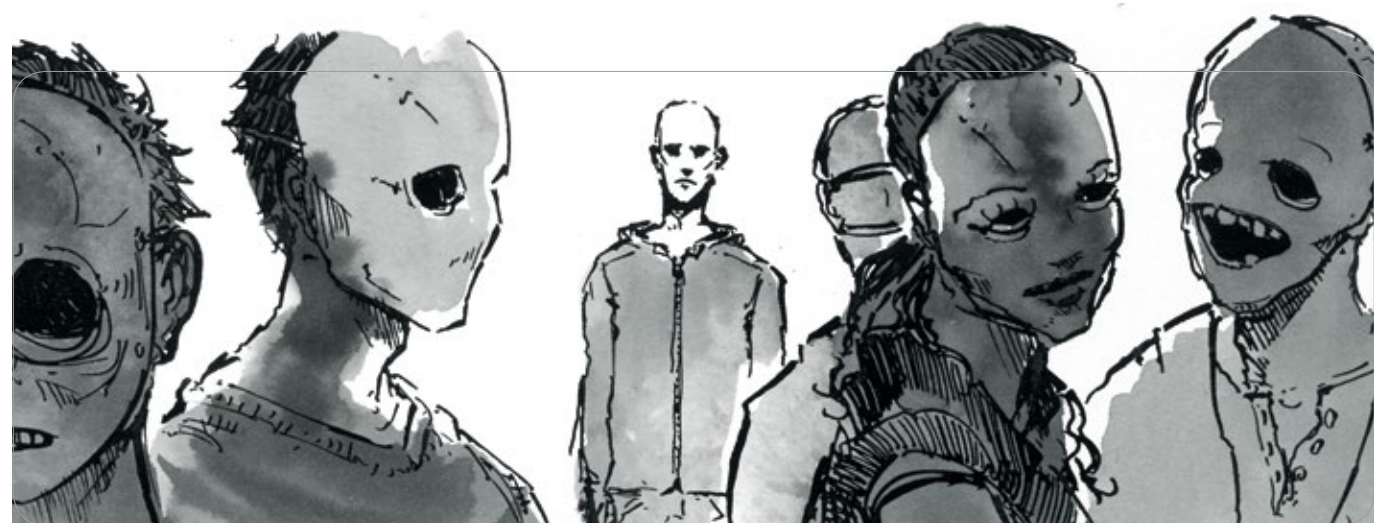
MAHER, 38 ans, Kurde syrien, arrivé en France il y a 8 mois.

"Le mot démocratie me fait penser à la liberté et aux droits des gens à disposer d'eux même.

Voici mon histoire personnelle. J'ai rencontré ma femme en Ukraine, et je me suis marié là-bas. Quand nous sommes revenus en Syrie, elle a eu des problèmes avec certains islamistes, parce qu'elle est chrétienne. Et donc, elle et nos enfants sont retournés vivre en Ukraine, tandis que mes frères et moi avons décidé de nous réfugier en Turquie, d'où je suis parti pour la France.

À mon arrivée L'OFPPA a accepté tout de suite ma demande d'asile politique, mais c'est maintenant que j'ai des problèmes : j'essaie de faire venir ma femme et mes enfants en France, mais l'administration m'impose certaines conditions. Par exemple, ma femme devrait savoir parler le français, et pour cela, on lui demande de passer des tests en Ukraine... elle n'a jamais appris à parler cette langue.

Et moi, je suis hébergé chez des compatriotes, je n'ai pas de logement pour les recevoir, et pas de travail non plus."







SAUHÉ, Kurde de Turquie, arrivée en France en 2003.



Rozerin, 37 ans, Kurde de Turquie, ancienne militante du PKK (consciente des possibles dérives de son organisation politique) arrivée en France en 2004.



"La démocratie est un régime politique où le peuple obtient le pouvoir de façon collective, c'est à dire que ce sont les citoyens qui ont le pouvoir. On dit alors que le peuple est souverain. Je vais utiliser une phrase que j'apprécie beaucoup : "C'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple".

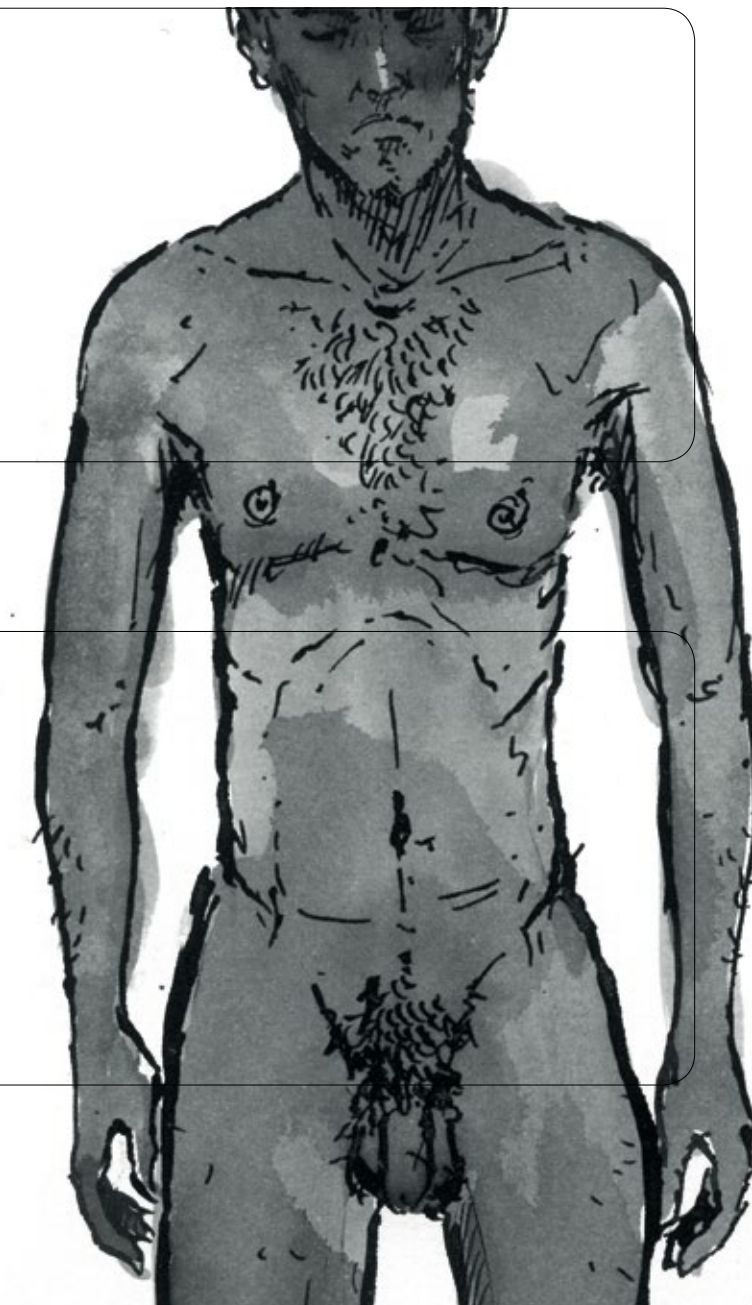
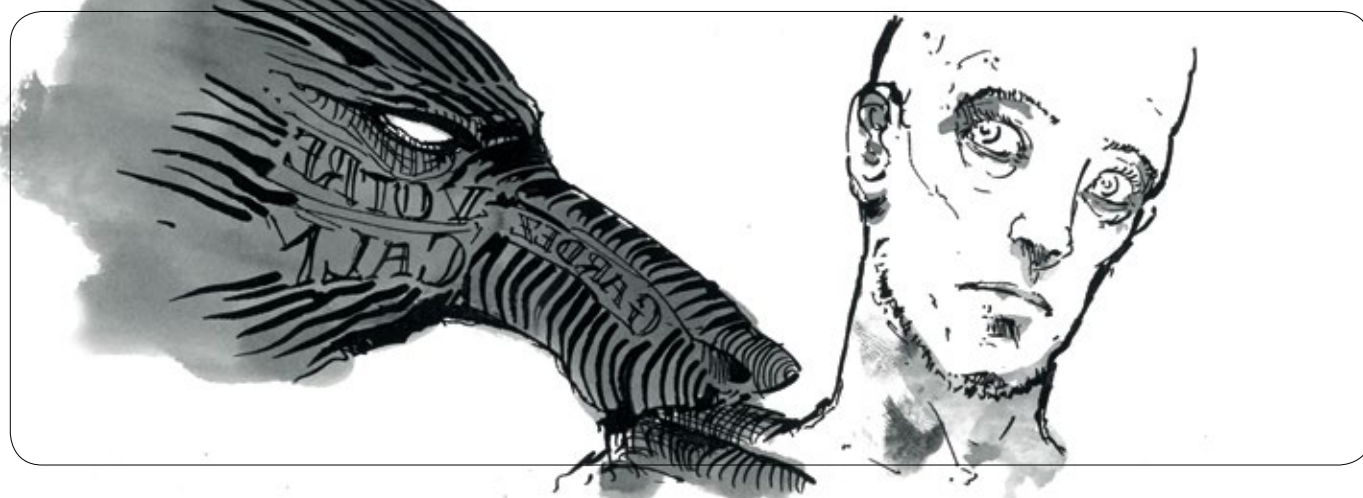
La démocratie doit respecter plusieurs principes, comme l'égalité devant la loi, le respect de la liberté, l'existence de lois établies par le peuple et respectées par le gouvernement."

"La démocratie c'est le pouvoir du peuple.

Mais tout ça, c'est de la théorie. Quand je suis arrivée dans ce pays, les autorités administratives m'ont obligée à abandonner mon combat politique, et m'ont imposé certaines contraintes.

Je n'ai pas le droit de quitter le territoire français, je dois pointer régulièrement au commissariat, et on m'a menacée de prison si je me mêlais de politique.

Comme j'étais gravement blessée (j'avais reçu une balle dans le dos et je me déplaçais en chaise roulante), j'ai été contrainte d'accepter."







HICHAM, 38 ans, arabe syrien, arrivé en France depuis 6 mois.

"Pour moi la démocratie, c'est se gouverner soi-même.

Depuis 6 mois que je suis en France, je vois une grande différence entre les citoyens français et les "officiels" français.

Les simples citoyens éprouvent de l'empathie quand je partage avec eux mes préoccupations. Par contre, avec la bureaucratie française, la réaction est différente. La procédure pour obtenir de l'aide est très longue : il faut se répéter sans cesse et sans cesse, se justifier...

En Allemagne, au contraire, les procédures sont automatiques : pas besoin de rendez-vous multiples. Aujourd'hui, les papiers de l'OFPRA ne me protègent que pour un an. Je compte faire appel de cette décision avec l'aide d'un avocat, pour avoir des papiers pour 10 ans.

Je veux également faire venir le reste de ma famille, qui est restée en Syrie. La situation est périlleuse pour eux."



Les témoignages qui ont servi de base à la réalisation de ce portfolio ont été recueillis en octobre 2015 par le groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste.

# AUX FRONTIÈRES DE LA DÉMOCRATIE

## RENCONTRE AVEC UN ACTIVISTE DES CAMPS "NO BORDER"

**A l'heure où les frontières autour et à l'intérieur de l'Europe se verrouillent, nous avons rencontré une personne engagée dans les luttes de défense des libertés de circulation et d'installation de toutes et tous. Entretien avec un "NoBorder".**

### Pourrais-tu présenter ce que sont les NoBorder ?

NoBorder (NB), c'est plutôt un appel, un ralliement qu'une véritable organisation structurée. Apparu à la fin des années 90, notamment sous le nom de *No one is illegal* (ndlr : *Personne n'est illégal*), qui a eu beaucoup d'importance notamment en Allemagne. Cela s'est ensuite décliné sous la forme de camps NB installés le plus souvent à proximité des frontières et organisés par des groupes de personnes qui veulent donner de l'importance à cet appel à l'abolition des frontières, à lutter pour la liberté de circulation d'une part et pour la liberté d'installation d'autre part.

Les origines des NB sont en bonne partie anarchistes, anti-autoritaires quoi qu'il en soit et anticapitalistes avec la prise en compte de différents aspects tels que l'antiracisme et l'anti-sexisme. En effet, ce sont souvent les femmes qui ont le plus à souffrir des conditions qui sont faites aux migrant.es. Le mouvement s'intéresse aussi à l'écologie au sens environnemental du terme car le changement climatique global va certainement amener de plus en plus de personnes à migrer dans le futur.

Les camps NB se déroulent soit dans des endroits où les frontières sont évidentes, soit au contraire proche de lieux spécifiques pour rendre visible les frontières créées par les politiques racistes. Par exemple en allant à proximité d'aéroports d'où partent les avions qui servent aux expulsions de personnes sans-papiers. Le plus récent en France s'est déroulé en 2015 à la frontière avec l'Italie à Menton-Vintimille et un autre s'est déroulé à Calais en 2009. Le premier en France ayant eu lieu en 2002 à Strasbourg, qui est un lieu de frontière en même temps qu'un lieu d'instances internationales européennes qui prétendent les réguler. Mais des camps ont aussi lieu ailleurs sur la planète, comme par exemple à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, ou en Australie, dont on parle peu mais qui est un lieu de migration très important pour l'Asie du sud-est. Ces rassemblements sont vraiment importants, c'est l'action la plus visible du réseau. Cependant, cela n'implique pas forcément qu'il y ait une organisation locale et permanente qui s'appelle NB. Ces camps, au fonctionnement autogestionnaire, sont souvent – mais pas uniquement – créés par des personnes qui se sont déjà politisées dans des organisations anarchistes ou anti-autoritaires.

Il y a souvent une continuité d'un camp à l'autre. Par exemple, l'un d'eux se tient à Gatwick (UK) en 2007, à côté d'un aéroport qui sert notamment à des expulsions de sans-papiers : certaines des personnes réunies en 2007 ont participé également à l'organisation du camp NB de 2009 à Calais... et les personnes présentes en 2009 à Calais ont participé au camp de Bruxelles en 2010, etc.



### Qu'en est-il de la situation et des NoBorder à Calais ?

A la fin du camp NB à Calais en 2009, il a été décidé d'installer une présence permanente sur place en soutien aux personnes qui veulent passer au Royaume-Uni. C'est un lieu de lutte internationale, des personnes viennent du monde entier pour soutenir et faire connaître les actions NB en Europe et au-delà. Le soutien se veut politique dans le sens où il y a une contestation de base des restrictions sur les libertés de circulation et d'installation. La raison pour laquelle des gens vont se dire NB ou CalaisMigrantSolidarity<sup>1</sup> ou autre, c'est qu'ils et elles veulent permettre aux personnes de réaliser ce qu'elles veulent, c'est à dire pour la plupart des migrant.es à Calais, s'affranchir des frontières et aller en Grande-Bretagne. Au cours des six années écoulées cela a mené à de nombreuses activités militantes de base comme les tracts et les affiches, les manifestations, les actions diverses, mais aussi selon les périodes des aspects matériels comme l'aide alimentaire, le don de couvertures, de tentes ou encore l'ouverture de squats pour et avec les migrant.es, l'hébergement. Il y a aussi un travail de surveillance des violences policières (appelé copwatching), des montages de dossiers sur les effets de cette frontière, et plusieurs tentatives rapidement sabotées d'ouvrir des espaces publics accueillant aussi les personnes migrantes dans cette ville où elles sont rejetées de nombreux bars ou commerces.

Face à la stratégie d'ouverture d'espaces menée en permanence par les personnes migrantes elles-mêmes (qui n'ont pas besoin de militant.es européen-ne-s pour cela), la maire de Calais, Natacha Bouchart<sup>2</sup>, a lancé il y a quelques années un appel à délation, avec création d'une adresse mail spéciale pour

<sup>1</sup> CalaisMigrantSolidarity est un groupe de militant.es NoBorder présent et agissant sur le terrain depuis l'été 2009 auprès et avec les migrant.es de Calais.

<sup>2</sup> Membre du mouvement Les Républicains, elle est maire de Calais depuis 2008 et sénatrice du Pas-de-Calais depuis 2011.



dénoncer les NB et les migrant.es qui ouvrent des squats à Calais. Certain.es militant.es vivent dans les squats avec les sans-papiers afin de faire un travail de prévention par rapport aux violences policières en établissant des rondes (ce que les personnes migrantes font aussi d'ailleurs). Cela permet de filmer les violences policières et de les rendre publiques, ce qui tend à les faire diminuer quelque peu et temporairement, mais aussi d'avertir les migrant.es afin de leur laisser un peu de temps pour fuir et échapper aux contrôles et arrestations. Cela a aussi été le prétexte à beaucoup de procès intentés par la police contre des NB pour diffamation, insultes et rébellion. Le plus souvent ces procès aboutissent à des relaxes ou des acquittements, mais malheureusement pas toujours. C'est le volet juridique de la stratégie de l'État contre les militant.es, pas uniquement NB d'ailleurs, qui a pour but de leur pourrir la vie pendant des mois voire des années avec des procès bidons.

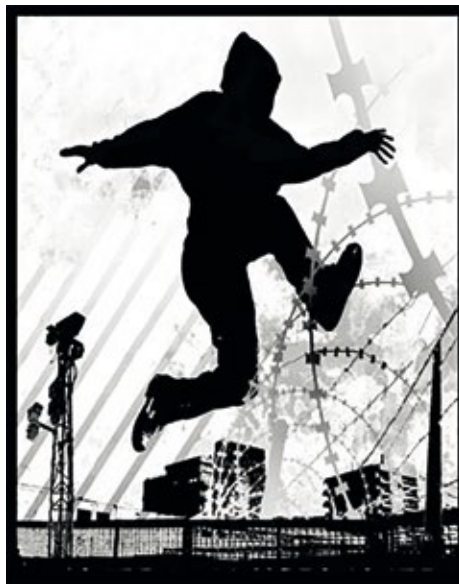
En parallèle du lancement de l'appel à délation - qu'il est difficile de ne pas voir comme une invitation à l'action pour les plus fascistes de la région - un groupe néonazi est apparu avec comme actions de faire, en plus d'une page facebook qui accueille des horreurs racistes, des manif en lien avec les fachos belges. La présence de fascistes organisés dans la région de Calais a conduit à diverses agressions : jets de cocktails Molotov, attaques de squat, violences contre les militant.es, menaces et tentatives d'enlèvements etc. L'extrême droite s'y développe dans un climat d'impunité et de tolérance du fait de l'ambiance anti-migrant.es et anti-NB créée par la municipalité et le gouvernement.

### Les pays se revendiquant comme démocratiques avancent souvent l'idée que nous vivons dans un État de droit. La France en tête avec sa vision universaliste. Mais à quels droits et à quelle démocratie ont accès les migrant.es ?

Clairement, l'État et les autorités ne souhaitent pas donner aux migrants l'accès à leurs droits. La principale action de l'État à Calais est répressive. Encore récemment, des organismes d'État comme le Défenseur des Droits, le Conseil d'État et la Contrôleure des lieux de privation de liberté ont condamné à ce sujet les agissements de l'État. Il ne s'agit pas de glorifier leur action, mais de rappeler que même aux yeux bienveillants de ses propres organes, l'État est jugé coupable à Calais (et sans doute ailleurs). Avant même le camp No Border de 2009, des organisations libertaires et d'autres dénonçaient déjà l'invisibilisation des migrant.es dans le centre ville de Calais, et c'est toujours l'objectif - malheureusement aujourd'hui presque atteint - que poursuivent Natacha Bouchart et l'État à Calais. On pourrait dire qu'à Calais, le seul rapport qu'ont les migrant.es avec l'État, le droit et la démocratie, c'est celui de leurs têtes avec la matraque. Charge aux associations de leur fournir nourriture, couvertures et soins. Il se trouve que depuis 2015 c'est un peu différent dans le sens où la France s'est lancée dans l'entreprise catastrophique de créer un immense bidonville d'État à Calais qui regroupe aujourd'hui environ 6000 personnes. L'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) y passe quotidiennement pour proposer, ou plutôt faire croire, aux migrant.es qu'en effectuant une demande d'asile on leur proposera une alternative d'accueil digne. Mais en réalité il n'y a pas de logements pour les recevoir, et pour beaucoup, rentrer dans







le jeu de l'OFII c'est risquer de se faire expulser vers le premier pays européen dans lequel ils ou elles ont été enregistré.es. Cela a en fait surtout pour but de les faire entrer dans les registres de l'État, la chance que la demande d'asile soit acceptée restant très faible. Pour tout ce qui est du droit à l'hygiène, à la santé, à l'éducation, au logement, à la nourriture, les engagements forts de l'État français ne sont pas respectés. La mauvaise volonté est telle qu'Emmaüs France – encore une fois c'est une source citée pour montrer à quel point le jeu du gouvernement irrite même les organisations caritatives – a déclaré cesser tout dialogue avec l'État du fait de la situation à Calais, de "l'inertie malsaine du gouvernement" et du « cynisme au plus haut sommet de l'État. » Ce dernier a été condamné plusieurs fois pour ses manquements à Calais mais à chaque fois les condamnations sont trop peu contraignantes et ne changent pas les conditions de vie des migrant.es. La préfecture et la municipalité de Calais ont récemment été condamnées par le tribunal de Lille à un certain nombre de petites choses : mettre plus de points d'eau, nettoyer le bidonville et recenser les mineurs pour leur proposer un accueil. Le ministère de l'intérieur a répondu que ces changements étaient déjà en cours, qu'il ferait appel de la condamnation, et n'a pas manqué de se vanter d'avoir fait installer 3 points d'eau avec 5 robinets, soit 15 robinets pour 6000 personnes dans un bidonville. Et s'il n'y a pas eu de condamnation relative à la malnutrition des occupant.es du bidonville,

c'est que cela ne peut être prouvé, et que l'État fournit l'alimentation pour 1500 personnes, le reste des migrant.es se débrouillant ou étant aidé par les associations locales. Donc ce sont les associations qui font – le plus souvent bénévolement – le boulot de l'État, et l'État s'en vante et échappe grâce à cela à plus de condamnations...

Il faut savoir qu'à Calais des dizaines pendant longtemps et aujourd'hui des centaines de personnes s'épuisent à faire de l'humanitaire. Lorsque ces personnes et ces associations, même pas anarchistes, essayent de faire des interventions politiques de contestation, par exemple des violences policières, elles sont épuisées, et parfois brisées par des mesquineries policières (PV sur les véhicules de militant.es), et, au moins avant l'arrivée de NB, par des procès en diffamation intentés par l'État ou la police. Le travail d'épuisement, de carbonisation d'une quantité de bonne volonté et de générosité humaine est absolument incroyable et atroce. Cela va jusqu'à une volonté de division des associations, en favorisant par exemple une asso par rapport aux autres par le financement, en menaçant les structures associatives locales de couper ou diminuer leurs subventions si jamais elles mettent à disposition des asso de soutien aux migrant.es leur locaux ou si elles organisent des événements publics trop nombreux à ce sujet. Il y a donc une espèce de fonctionnement mafieux, d'attitude "protecteur-oppresseur" des autorités par rapport aux structures locales ayant des locaux ou des moyens utilisables dans le soutien aux migrant.es.

***Dans un rapport très complet - "Cette frontière tue" - rédigé par Calais Migrant Solidarity, la violence d'État contre des personnes démunies et ayant peu de moyens de faire valoir leurs droits est pointée du doigt. J'ai envie de demander, pourquoi tant de haine ?***

Pourquoi toute cette violence ? La première chose c'est que l'État français se fout complètement des migrant.es à Calais, qui dans leur immense majorité ne deviendront même pas des électeurs. Puisque ces gens ne comptent pas, qu'ils sont sans valeur à leurs yeux, l'État peut éventuellement exercer à leur encontre la violence la plus crade et la plus crue. Mais ça ne suffit pas toujours à ce que cela arrive.

A Calais cependant, cette violence a pour objectif de les faire abandonner leur projet de passer au Royaume-Uni d'une part et d'autre part de leur faire quitter la région. Pour la maire, il faut que Calais devienne une station balnéaire sans migrant.es, une ville de passage, mais seulement pour les touristes britanniques. C'est une politique locale de rendre les personnes migrantes invisibles et pour cela, le plus simple c'est de les frapper et de les faire souffrir jusqu'à ce qu'elles se décident à partir. Dans un livre appelé *Roms, une politique municipale de la race*<sup>3</sup> les auteurs expliquent qu'il y a une politique d'auto-expulsion, pour faire en sorte que les personnes, décriées et considérées comme sans valeur par une partie des politiques et de la presse, aient la vie la plus dure possible. Et ce afin qu'elles décident finalement de se barrer. Et bien sûr, comme pour les Roms, il y a du racisme de base qui est présent dans l'État et sa police et qui les amènent à n'avoir aucun respect pour les migrant.es venant

<sup>3</sup> Références dans notre section Bibliothèque Noire

d'Afghanistan, d'Érythrée, de Somalie, d'Irak ect. Invisibilisation et auto-expulsion sont les deux buts de cette violence.

Il y a d'ailleurs une coopération entre l'État français et l'État britannique à ce sujet, avec en permanence une présence policière britannique à Calais. Le Royaume-Uni paie la France pour faire la garde-frontière. Dans cette logique d'entraide étatique, les barrières des JO de Londres ont même été données pour renforcer les barrières du port ferry de Calais. N'est-ce pas magnifique ?! Si l'argent – 10 millions paraît-il pour le centre d'hébergement Jules Ferry - dépensé en un an pour fermer cette frontière avait été mis directement dans la poche des migrant.es, si on leur avait loué les logements vides de Calais, les migrant.es auraient pu avoir des conditions de vie bien plus dignes.

***Les pays démocratiques veulent se protéger des étrangers et les frontières ont un rôle de premier plan dans cette défense. Mais si, pour certain.es, les frontières protègent, l'opinion des No Border est bien différente non ?***

Oui tout à fait. L'idée de base, c'est que ce n'est pas parce que tu es né.e quelque part que tu es obligé.e d'y rester. Rien d'extraordinaire, c'est même dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

L'un des résultats du travail des NB est un rapport appelé *Cette frontière tue*, rédigé à destination du défenseur des droits et qui rassemble toutes les violences faites contre les migrant.es, tous les décès aux frontières et les violences faites contre les personnes qui les soutiennent. Ce qui ressort de l'analyse de la situation à Calais, et qui est valable en Méditerranée ou dans le Sahara, c'est que plus on ferme les frontières, plus on les contrôle, plus on porte la responsabilité des morts et des désastres humanitaires que cela engendre. Il faut aussi rappeler que la fermeture des frontières conduit mécaniquement à étendre le marché des passeurs, à le rendre plus profitable, plus attrayant pour les organisations mafieuses qui y voient une nouvelle occasion – illégalement ou légalement dans le cas de l'industrie de la "sécurité" – pour s'enrichir sur le dos des exilé.es. La fermeture des frontières augmente les risques pris par les personnes qui veulent passer et logiquement augmentent le nombre de morts et de vies brisées. Ce qu'il y a derrière les morts en Méditerranée, très médiatisés pendant l'été 2015, c'est avant tout le choix fait par l'Europe de créer une Europe forteresse. L'un des organismes collectifs de l'UE est l'agence FRONTEX qui met en place la militarisation des frontières, s'allie avec des pays hors-Europe qui sont par ailleurs dénoncés pour leurs régimes autoritaires, utilise des bâtiments de guerre, du matériel militaire et des soldats pour faire la guerre aux migrant.es. Lorsqu'on fait la guerre aux migrant.es, c'est normal d'aboutir à des milliers de morts aux frontières de l'Europe. Savoir s'il s'agit de morts directes ou indirectes est secondaire à ce niveau d'analyse.

Se pose également la question du néocolonialisme par rapport à la fermeture de ces frontières. En effet la France ou d'autres pays européens s'efforcent par exemple de s'accaparer les ressources des pays d'Afrique ou du Moyen-Orient par des négociations mêlées de



corruptions quand ça n'est pas par la guerre. Le résultat de cette politique de spoliation est qu'une partie des habitant.es de ces pays doivent fuir la misère ou la guerre vers l'Europe, qui les refuse, ou les tolère mais sans leur donner de droits. Se battre pour la liberté d'installation, c'est permettre aux travailleurs immigrés d'avoir accès à des droits ainsi que de participer aux luttes sociales. Les sans-papiers sont aujourd'hui des personnes fragilisées qui sont des proies pour les patrons, notamment dans le BTP.

Bien entendu, les NB n'avalent pas le mythe de l'invasion. Le jour où il n'y aura plus de contrôle aux frontières, l'Europe ne sera pas submergée par des gens venant d'Afrique et d'Asie, qui abandonneraient tout – famille, souvenirs, ami.es, histoire – pour venir s'entasser dans nos contrées. C'est un conte pour nous faire peur. Les frontières ne sont pas du tout des protections, elles sont d'ailleurs souvent des motifs de guerre qui nous épuisent. Bref, les fantasmes de fermeture étanche des frontières que nous servent les politiques hexagonales et européennes reposent sur des visions très archaïques des rapports humains, qui opposent peuples contre peuples, bien loin des projets de solidarités internationales évoquées par le slogan des NB : *No Border, No Nation*.

**Les médias de masse sont régulièrement utilisés, sans que cela dérange ces mêmes médias bien entendu, par la police pour diffuser de la propagande anti-NoBorder. Récemment il a été dit partout que les militant.es instrumentalisent les migrant.es pour leur lutte 'd'ultragauche'. Des réponses ?**

Effectivement pendant trois jours de suite en novembre 2015, les migrant.es ont répondu aux flics en leur jetant des pierres. Ces violences sont le fruit d'une situation impossible. L'État a créé une catastrophe humanitaire à Calais et il l'a créé de force en expulsant manu militari une grande partie des autres petits bidonvilles qui existaient dans la région pour les concentrer dans un seul grand bidonville dont les entrées et les sorties sont contrôlées par la police. Celle-ci patrouille à l'intérieur en mode robocop (flashball en bandoulière etc.) à dix ou vingt. De plus un contrôle des personnes non-migrant.es (blanches en langage policier) a été mis en place. Pour rentrer en voiture, il faut préalablement que les assos aient fourni une liste avec noms et numéro de plaque. Cela revient donc à un lieu fermé pour une population particulière... Vous avez dit ghetto ? En tout cas ça correspond à la défini-

tion et ce phénomène très rapide de ghettoïsation du bidonville est plus qu'inquiétant.

Ces conditions abominables amènent inévitablement les gens à se révolter. L'État avance le fait que des "activistes politiques blancs" manipuleraient - je caricature - "les noirs" en les poussant à la révolte. C'est une vision complètement raciste, évidemment. Ces personnes ont toutes les raisons du monde de se révolter, d'en vouloir à l'État et de se battre contre la police, elles n'ont pas besoin d'y être poussées. On reproche d'ailleurs souvent à des personnes libertaires d'avoir un comportement néocolonialiste et manipulateur vis à vis d'une population fragilisée tel que les sans-papiers, c'est assez classique. L'État, qui a parfois une analyse aussi fine que celle d'un tonton raciste bourré, accuse ainsi les NB d'avoir un fonctionnement autoritaire. Il cherche en fait simplement un bouc-émissaire pour justifier le chaos qu'il a créé. Malheureusement, pour donner chair à cette accusation, la police a arrêté récemment une personne, associée par la police et la presse à NB, et l'a assignée à résidence. Elle est accusée de « *provocation à la rébellion suivie des faits contre l'autorité ou la population* ». Ce sont des charges très sérieuses, mais l'avocate en charge de l'affaire affirme que le dossier est vide. La plupart des assos Calaisiennes et nationales, ont d'ailleurs signé un communiqué de défense et de soutien à l'action des NB en essayant de faire un contre-feu par rapport à la politique de criminalisation des NB.

**Le mot de la fin ?**

NoBorder, c'est aussi des solidarités avec des luttes ailleurs, que ce soit Notre-Dame-des-Landes, les NoTav ou encore des luttes anarchistes, anti-autoritaires, féministes, antiracistes, anticapitalistes, etc. Ça n'est pas un lieu avec seulement une lutte locale, c'est un lieu de réalisation de solidarités internationales et des luttes pour la liberté de circulation et d'installation dans lequel se reconnaissent beaucoup de gens qui viennent y passer du temps, quitte à s'y épuiser.. À Calais on voit très nettement l'ampleur des problèmes liés à la puissance de l'État et de la police, malgré le travail gigantesque fait par les associations qui aident les migrant.es. Et aussi la force des personnes qui veulent s'affranchir des frontières, malgré tous les obstacles qui leurs sont imposés.

**Un.e NoBorder**

Propos recueillis par Quentin,  
Groupe La Mistoufle  
Fédération Anarchiste

# Les femmes & la démocratie

## ... de l'échafaud à la tribune

Revendiquer les droits politiques et civiques pour tous et toutes peut constituer le fondement d'une identité individuelle et collective permettant la liberté, l'égalité et la solidarité intimement liées les unes aux autres. Mais réclamer le droit de vote peut apparaître comme étrange pour des anarchistes.

Mais que nous disent les mouvements des noirs et des femmes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et des premières années du XX<sup>e</sup> siècle ?

Qu'en est-il des acquis obtenus aujourd'hui ?

LES  
FEMMES  
FRANCAISES  
VEULENT  
VOTER





**« La Femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune »**

**Olympe de Gouges.**

*Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne. 1791*

En parallèle avec Olympe de Gouges et sa Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, en 1791, Mary Wollstonecraft publiait un an plus tard *A Vindication of the Rights of Women* (Défense des droits de la femme). Les suffragistes<sup>1</sup> apparaîtront ensuite comme les héritières du siècle des Lumières. Dès le moment où une partie des hommes obtiennent des droits politiques, les femmes posent la question : « *Pourquoi eux et pourquoi pas nous ?* ». Des femmes veulent échapper à l'idée d'une nature féminine radicalement différente de celle de l'homme, idée forgée au XVIII<sup>e</sup> siècle et qui justifierait leur positionnement d'infériorité. Elles ne savaient pas, alors, qu'elles devraient attendre longtemps avant d'accéder au statut de citoyenne, comme si le péché originel se devait de continuer à peser sur la société. « *Il semble en effet curieux que, dès la période révolutionnaire, puisse s'élaborer en France une ample réflexion sur l'idée d'égalité accompagnée de puissants bouleversements de l'ordre social, sans pour autant aboutir à une reconnaissance des droits de la femme.* »<sup>2</sup>

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'engagement des femmes dans le féminisme est lié aussi à l'effectif croissant de la main d'œuvre féminine : l'exploitation du travail des femmes repose sur de scandaleuses inégalités et discriminations dont elles sont les victimes. La France, pays des droits de l'Homme, a oublié la moitié de sa population et des femmes entendent bien le lui rappeler. Les féministes revendiquent autant le droit de vote, que le droit de s'associer, « *le droit à l'instruction, le droit au travail et à l'égalité des salaires, l'abolition de la prostitution, l'émancipation de la femme mariée, la protection de la maternité,*

*parfois même la reconnaissance de l'union libre, le droit à la contraception, plus rarement le droit à l'avortement. Elles veulent "une seule morale pour les deux sexes". Elles rêvent d'un monde pacifique régulé par l'arbitrage entre les nations.* »<sup>3</sup>

Avant que n'éclate la grande guerre, le féminisme a une dimension internationale, surtout construit autour de la question du droit de vote pour les femmes. Cependant les suffragistes réfléchissent à bien d'autres questions relatives à la situation des femmes car la revendication du droit de vote n'est jamais isolée des autres. L'exemple américain cité par Trevor Lloyd et repris sous un autre angle par Christine Delphy est explicite.

Aux États-Unis, les femmes se sentent concernées directement par l'abolition de l'esclavage, question déjà très présente chez Olympe de Gouges : « *N'y a-t-il pas des points communs entre leur propre émancipation et celle des Noirs ?* »<sup>4</sup> En juillet 1848, lors d'une rencontre de trois jours pendant lesquels il fut question de permettre ou non aux femmes de prendre part à la discussion, les femmes de l'association font rupture en organisant à Seneca Falls (État de New York) une réunion sur leurs droits : au-delà du droit de vote, c'est surtout la question du droit de propriété, du droit d'obtenir le divorce et du droit d'accéder aux mêmes professions que les hommes. Rappelons qu'après la guerre de Sécession, les politiciens du Nord accorderont le droit de vote aux hommes noirs selon le 15<sup>e</sup> amendement en 1870, et que, après moult mobilisations et actions parfois très spectaculaires, les femmes noires et blanches devront attendre que le Congrès américain le leur donne le 4 juin 1919, permettant aux américaines de voter pour la première fois en 1920 pour la présidentielle.

Ainsi la lutte contre l'esclavage était intimement liée au combat des femmes, au nom de l'indivisibilité des droits universels<sup>5</sup>. Quant à Christine Delphy (née en 1941), elle évoque dans le film de Florence et Sylvie Tissot<sup>6</sup>, en 2015, sa prise de conscience féministe dans les années 1960 quand elle étudiait aux États-Unis et qu'elle voyait les émeutes pour les droits civiques des noirs et leur répression sanglante et meurtrière.

Le film actuel *Les suffragettes* de Sarah Gavron (2015) relate les conditions épouvantables de travail des hommes et des femmes en 1912. Ouvriers et ouvrières subissent la tyrannie des patrons, le mépris de l'État, le carcan des "bonnes" mœurs. Mais aux femmes leur sont imposés le harcèlement sexuel du chef au travail et le machisme du conjoint à la maison, qui définissent l'emprise du patriarcat à tel point qu'à cette période, les femmes n'avaient aucun droit sur les enfants. Maud Watts se retrouve privée de son enfant, mise à la porte de son logement par son propre mari pour avoir uniquement dénoncé les conditions de travail des blanchisseuses et avoir reven-

diqué sa liberté au même titre que la liberté des hommes. Mais elle ne se conformait pas aux règles victorienne qui exigeaient que les femmes soient la propriété des hommes, qu'elles se soumettent à tous les hommes, père, frère, mari, patron.

En effet, au début du siècle dernier, en Grande-Bretagne, aux USA aussi, puis en France et en Allemagne des femmes décident de se battre pour obtenir le droit de vote. Face à leurs revendications, les réactions du gouvernement britannique sont très brutales. Les suffragistes (souvent appelées, par les opposants, suffragettes) décident, en réaction, des modes d'actions plus radicaux. Elles, qui manifestaient pacifiquement depuis près de 50 ans pour obtenir des droits politiques, vont s'engager dans des actions violentes : bris de vitrines, explosions des télégraphes, mises à feu d'institutions symboles de la domination masculine qu'elles combattaient comme les églises ou les terrains de golf. Pour cela elles furent arrêtées, mises en prison, elles firent la grève de la faim, on les gava de force pour éviter qu'en mourant en cellule, elles ne deviennent martyres. Même les femmes, qui pendant des mois manifestaient devant la Maison Blanche, furent arrêtées sans pourtant exercer de violence autre que d'être présentes continuellement.

D'une autre façon, dans un autre pays, quand les femmes espagnoles se réunissent dans le mouvement *Mujeres libres* en avril 1936, c'est pour lutter contre le triple esclavage dont elles étaient victimes : esclaves de leur ignorance, esclaves en tant que productrices et esclaves en tant que femmes. Là aussi, elles durent combattre, au sein du mouvement libertaire, y compris contre des militants anarchistes, pour l'égalité et la libre disposition d'elles-mêmes.

En tous lieux et en tous temps, les mêmes refrains reviennent en un réseau d'arguments qui ont mobilisé l'ensemble des sciences humaines : « *on mit d'abord en question la "capacité politique" des femmes par l'étude "scientifique" de l'organisme féminin (trop sensible, trop versatile, paraît-il, etc.), puis par l'évocation de son impréparation intellectuelle, argument sociologique justifiant déjà le vote censitaire (les riches sont seuls préparés à gérer des richesses ; le prolétariat n'a donc pas la capacité politique) ou enfin par des attendus proprement électoraux, mobilisant les méthodes de la sociologie électorale (la femme, au XIX<sup>e</sup> siècle constituerait un électorat clérical, dont l'émancipation ne ferait alors qu'entraver le progrès démocratique lui-même)* »<sup>7</sup>

Le droit de vote fut arraché ou institué dans de très nombreux pays, les Françaises l'obtinrent en 1944, alors qu'elles l'espéraient légitimement après la guerre de 14. Qu'a-t-il apporté aux femmes ? Les femmes ont appris à se mobiliser, à inventer des formes de lutte, elles ont expérimenté la prise de parole, les responsabilités collectives, des moments de solidarité. Ainsi elles ont investi ou réinvesti d'autres champs politiques : celui de la jouissance sexuelle, de la maîtrise de la fécondité, celui des violences faites aux femmes, celui du vocabulaire et du langage sexistes, de la discrimination, celui du travail domestique, du travail de production et de reproduction, celui de l'anticléricalisme, celui de l'antimilitarisme et du pacifisme tout

en déployant une solidarité internationale.

Il reste pourtant tant à faire : 83 000 femmes violées chaque année en France, 1 femme sur 5 qui déclare avoir déjà subi du harcèlement sexuel au travail, 118 femmes tuées en 2014 dans le cadre de violences conjugales, le développement des trafics et traites de femmes et d'enfants au niveau international...

Si la formulation juridique de la parité tentait de dépasser l'opposition entre égalité de droit et droit à l'égalité, le débat a finalement surtout mis en lumière l'exclusion des femmes du champ politique et interroge la citoyenneté politique, civile, sociale et économique<sup>8</sup>. Pourtant jamais les femmes ne se sont autant engagées dans la création, les arts, les sciences<sup>9</sup>, les associations voire les mouvements et organisations politiques et syndicaux. Quant à l'émancipation de la classe ouvrière qui serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, les femmes l'ont compris dans leurs formes d'organisation : elles ne comptent que sur elles-mêmes ! Le chemin est encore long...

**Hélène**

*Groupe Pierre Besnard*

*Émission Femmes libres sur Radio libertaire*

1 Le terme de suffragiste est réservé aux militantes féministes pour le droit de vote. Celui de suffragettes leur a été donné pour les ridiculiser, comme furent traitées les *Jupettes*, les ministres femmes sous Juppé qui ne restèrent que le temps d'un feu de paille.  
2 Frédéric DUPIN, *Les femmes et la démocratie, la politique contre les mœurs ?*, Le Philosophoire 2/2009 (n°32), p.63-96. [www.cairn.info/revue-le-philosophoire-2009-2-page-63.htm](http://www.cairn.info/revue-le-philosophoire-2009-2-page-63.htm).

3 Christine BARD, *Les Filles de Marianne, Histoire des féminismes 1914-1940*, Paris, Fayard, 1995.  
4 Trevor LLOYD, *L'émancipation des femmes. Formation et triomphes du mouvement féministe*, Lausanne, Ed. Rencontre, Les Dossiers du XX<sup>e</sup> siècle, 1970.  
5 Hélène QUANQUIN, *The woman's hour has struck ! Les suffragistes américaines face à la première Guerre mondiale revisitent la guerre de Sécession*, in Claire DELAYE, Serge RICARD (dir.) *La Grande Guerre et le combat féministe*, Paris, L'Harmattan, 2009.  
6 *Je ne suis pas féministe mais ...*, un film de Florence et Sylvie TISSOT sur Christine DELPHY, 2015.

7 Frédéric DUPIN, op.cit.

8 Réjane SENAC-SLAWINSKI, *La parité*, Paris, PUF, Que sais-je ? 2008.  
9 Voir le site des Expertes sur lequel sont répertoriées 1 550 femmes : <http://expertes.eu/>



# Marseille : La guerre de Troie a bien eu lieu

Notes sur le film *La fête est finie*, de Nicolas Burlaud<sup>1</sup>



"Démocratie" selon le *Larousse* : n.f.; du grec *dēmokratia*; 1. système politique, forme de gouvernement dans lequel la souveraineté émane du peuple. 2. Système de rapports établis à l'intérieur d'une institution, d'un groupe, etc., où il est tenu compte, aux divers niveaux hiérarchiques, des avis de ceux qui ont à exécuter les tâches commandées.

## La Culture, un terme quasi religieux et ju-teux pour les investisseurs

En 2013, quand Marseille fut élue Capitale de la Culture, la municipalité présenta "au peuple" son projet *Marseille Capitale Européenne de la Culture* comme démocratique puisqu'à la base, le-dit "peuple" devait être consulté. Et puis, très vite, il fut acquis que le peuple était ce qu'il est – ou du moins jugé comme tel par les tenants du pouvoir et de la finance internationale – : immature, inconscient de la globalité des choses... et donc incapable de prendre en main de grands projets sans les avis des énarques, des financiers, des politiciens, des discoureurs de la Culture et naturellement, de la mafia locale...

On se passa donc du peuple pour se tourner vers les investisseurs privés – notamment un fonds de pensions américain pour sponsoriser un hôtel de grand luxe –, tellement plus avisés sur la réalité des choses et des intérêts en jeu. Pour faire passer la pilule et mener à bien ce grand projet qui impliquait un remodelage de la vieille cité phocéenne, il fallut établir un "plan d'attaque". Objectif : que Marseille ne fasse pas fuir les touristes, mais au contraire les attire vers les trois musées installés dans le quartier du Vieux Port. Monsieur Pfister, le président de la Chambre de Commerce de Marseille, qui devint le président de l'association MP2013 orchestrant les festivités, fit un lapsus guerrier qui aurait dû mettre la puce à l'oreille du bon peuple : « *L'année Capitale de la Culture sera une machine de guerre pour transformer Marseille en Métropole* ». Une machine de guerre : le mot était lancé.

Pour ne pas effrayer les touristes, il s'agissait donc de les rassurer : entourer les trois musées de commerces, de restaurants, d'hôtels, de magasins de luxe. En effet, qu'est ce qui, mieux que le luxe, rassure les touristes ? Mais pour ce faire, il fallait d'abord se débarrasser du passé : c'est-à-dire des vieux quartiers et de leurs habitants, qui faisaient tâche dans le nouveau paysage projeté pour entourer la "Culture".

La Culture : un concept idéal pour faire passer la pilule aux futurs expulsés, commerces borgnes, garagistes, entrepôts désertés de ce quartier millénaire, marchands aux puces et toute la piétaille qui va avec ! Chassés par les bulldozers et des loyers ou des tarifs d'accession à la propriété prohibitifs, ils n'avaient plus qu'à s'exiler au Nord de la ville, dans les derniers quartiers populaires, afin de laisser le sud aux riches et aux touristes !

L'historien Alessi Dell'Umbria, co-fondateur du *Carnaval Populaire de la Plaine*<sup>2</sup>, interviewé par Nicolas Burlaud, l'auteur du magnifique film *La fête est finie*, ne s'y trompe pas : « *Capitale de la Culture, on allait tôt ou tard y passer... Et là, évidemment, quand le mot*



*Culture est lâché, c'est foutu ! Culture, c'est un mot qui est investi d'une aura presque religieuse, seuls des fascistes s'en prendraient à la culture !* ». C'est alors que Nicolas Burlaud filme une fresque murale qui fait la relation avec le cheval de Troie.

## La Culture et le cheval de Troie

Au départ, les gens ne comprenaient pas le rapport entre le cheval de Troie et la transformation urbaine de Marseille. Pourtant, mettre la Culture en avant afin de cacher une restructuration néo-libérale et sécuritaire du tissu urbain – et jeter au loin les couches populaires – était bien le plan machiavélique de Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, et de ses conseillers. Une mise en scène culturelle et touristique de la ville pour correspondre aux plans commerciaux de ses gestionnaires. Et ceci par le biais d'un artefact de "démocratisation de la culture".

L'on organise alors pour le peuple ignoré – et jamais consulté –, une immense fête pour présenter l'événement, qui traverse la ville avec des chars et des acrobates. En avant du défilé, on aperçoit une créature toute de noir vêtue, juchée sur trois chevaux noirs guider une transhumance de moutons dans les rues de Marseille, puis des spectateurs-acteurs fabriquer une ville en carton et valser sous l'égide d'un grand chef d'orchestre, pendant que les bulldozers d'*Euro-méditerranée* expulsent les habitants des quartiers populaires pour construire une ville nouvelle, qui sera bientôt quadrillée par un escadron de caméras de vidéo-surveillance... Mais, en ce soir de fête officielle, tout scintille, tout est illusion, simulacre festif qui symbolise la démocratie, mais en fait, ne fait que renforcer le régime de gouvernementalité pyramidale autoritaire et mercantile qui exclu toute démocratie, toute intervention des individus formant "le peuple".

Quelle démocratie alors pour le peuple berné ? Les quelques collectifs et personnes qui luttent contre les expulsions, comme *Primitivi*, organisent un contre festival, brûlent les icônes capitalistes et se font gazer par les flics. Le parallèle fait par Nicolas Burlaud dans le film prend alors tout son sens. La ruse du cheval de Troie – l'événement culturel – : ce cheval de bois rempli de chefs achéens laissés aux portes de la ville et introduit par les Troyens eux-mêmes à l'intérieur, monté sur roues et traîné à travers la plaine. Récit de Triphiodore : « *Devant le cheval, les flûtes et les lyres unissaient leurs accords. Infortunée race des humains, auxquels un nuage épais voile l'avenir, qu'une vaine joie bien souvent égare, et qui tombe dans l'abîme sans le voir. Tel était le délire qui alors poussait les Troyens à diriger vers Troie cette pompe fatale; aucun d'eux ne se doutait qu'il marchât vers un deuil épouvantable. Ayant cueilli des fleurs humides de rosée sur les bords du fleuve, ils en décoraient la crinière de leur meurtrier. [...] Les Troyennes accourues de tous les côtés de la ville, filles, fiancées, mères, forment des chœurs de chants et de danses autour de la sainte statue. D'autres, pour essayer la rosée*

*qui le couvre, étendent sur lui de moelleux tapis ; d'autres détachent les rubans azurés de leurs ceintures, enlacent ses membres de leurs liens fleuris. [...] Ainsi les Troyens, avec une pompe tumultueuse et bruyante, amenaient dans la citadelle le cheval et leurs ennemis* »...

## Quand la fête est finie

Une fois la fête terminée et les lumières de l'illusion éteintes, la parole est donnée aux habitants futurs expulsés, qui refusent de jouer le jeu de la culture et de l'habillage horticulturel pseudo-écologique au terme évocateur d'"éphémère"

C'est cette résidente du quartier *Les Crottes* – qui dans la ville nouvelle a été rebaptisé *Ecocity*, tout un symbole (!) – qui, lors d'une réunion, exprime en une formule choc le désarroi du peuple : « *Je ne crois pas que ce sont les immeubles qui sont insalubres. Je crois que c'est nous qui sommes insalubres pour eux !* »

Ce sont ces jeunes des cités qui n'osent plus se rendre sur le Vieux Port parce qu'ils y sont harcelés par les flics, tandis que ces derniers accueillent avec des sourires les touristes sortant des cars et des ferries.

C'est encore ce jeune vendeur aux puces d'un vieux quartier qui explique que leurs pauvres marchandises, seule source de leurs revenus, sont jetées dans les bennes poubelles tandis qu'on leur dresse des amendes faramineuses.

Ce sont encore ces habitants menacés qui visitent le futur chantier et dont l'une se réjouit de voir bientôt jaillir des décombres un nouveau New-York... dans lequel elle n'aura certainement pas les moyens d'entrer.

Mais ce sont aussi ces gamins qui ont encore le droit – pour combien de temps ? –, de se jeter dans le Vieux Port, n'ayant certainement pas de quoi acquitter le droit d'entrée dans une piscine et qui, remontant par une échelle, font à la caméra deux doigts d'honneur.

Voilà la réalité d'une vieille ville promise au processus global de dé-civilisation urbaine fait de dé-démocratisation, de dislocation territoriale, de désintégration sociale et d'aliénation culturelle dérisoire, factice et éphémère...

Comme le dit le titre du film de Nicolas Burlaud, quand *La fête est finie*!...

**Patrick Schindler**  
Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste

<sup>1</sup> *La fête est finie*, Nicolas Burlaud – 1h12 – Sortie le 4 novembre 2015, et hélas projeté uniquement dans les quelques dernières petites salles nationales indépendantes.

<sup>2</sup> La Plaine, aussi appelé place Jean Jaurès, est un quartier vivant et populaire de Marseille, de jour comme de nuit.



# De l'école à la famille

## la démocratie participative

Dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, les pionniers de l'Éducation libertaire, de l'École nouvelle et de l'École socialiste avaient créé des communautés dans lesquelles les enfants pouvaient exercer des droits et des libertés, donner leur avis sur l'organisation de la vie sociale, sur les activités et sur les apprentissages et participer aux décisions avec les adultes.

En 1920, Freinet, jeune instituteur dans une petite école de campagne, s'inscrit dans cette filiation, car il veut construire une école prolétarienne où les enfants du peuple pourront acquérir les savoirs qui les rendront plus libres, plus autonomes, plus conscients des luttes à mener pour changer la société et promouvoir les valeurs de paix, de solidarité, de coopération, de respect des personnes et de leurs droits.<sup>1</sup>

La pédagogie populaire qu'il entreprend de construire avec les éducateurs qui se joignent à lui, se caractérisera donc par la nécessité de l'auto-organisation des élèves et la possibilité, pour eux, de participer réellement aux décisions concernant le travail et l'organisation de l'école.

Il était donc dans la logique des militants de l'École moderne d'expérimenter l'autoges-

tion<sup>2</sup>, en lien étroit avec les travailleurs menant des actions dans le champ social et politique. Tout comme Jean-Marc Raynaud et Guy Ambaues<sup>3</sup>, nous soutenions que « *l'enfant est capable d'autogérer sa vie à l'école (c'est un acquis indiscutable) et cette pratique ne peut que le préparer et l'aider à continuer dans cette voie une fois adulte... Libérer l'enfant, lui donner les moyens d'épanouir ses potentialités dans et par le respect de la liberté et de son autonomie, voilà un aspect fondamental d'une lutte globale autogestionnaire...* ».

De toutes ces expériences démocratiques participatives, nous avons dégagé des principes qui s'appuient, aujourd'hui, sur les droits et libertés reconnus aux enfants par la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par les Nations Unies le 20 novembre 1989 :

- Tous les enfants sont des citoyens. Ils doivent pouvoir participer, dans les structures qui les accueillent, à la création et au fonctionnement des institutions démocratiques qui leur permettront d'exercer leurs droits, leurs libertés et un pouvoir collectif aux côtés des autres membres de la communauté éducative.
- Chacun doit pouvoir y assumer des responsabilités importantes afin qu'il ne se forme pas une "élite de spécialistes".
- Chacun a droit à une formation qui lui permette d'être un membre actif et responsable de la communauté.

La Convention internationale des droits de l'enfant lui reconnaît « *le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.* » (Article 12)

Il revient donc aux enseignants, aux animateurs, aux élus poli-

tiques, aux parents, la responsabilité de donner à tous les enfants les moyens d'exprimer leur avis et de participer au processus décisionnel sur tous les sujets, qui les concernent.

Pour le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, une famille « *où les enfants peuvent librement exprimer leurs opinions et être pris au sérieux dès le plus jeune âge constitue un modèle important, et prépare l'enfant à exercer le droit d'être entendu dans la société au sens large. Une telle approche de la parentalité favorise l'épanouissement personnel, renforce les relations familiales, facilite la socialisation des enfants et joue un rôle préventif contre toutes les formes de violence à la maison et dans la famille.* »<sup>4</sup>

La famille devrait donc devenir une communauté fonctionnant et se développant comme "la plus petite démocratie au cœur de la société", une démocratie où les uns et les autres échangent, grandissent, s'enrichissent mutuellement et où chacun peut faire entendre sa voix, entendre celle des autres et concourir au fonctionnement de l'ensemble.

### La création des ateliers de démocratie familiale

Nous sommes en octobre 2002 à l'école Freinet de Nantes. Les enfants parlent à la maison des pratiques démocratiques qu'ils vivent à l'école et parfois proposent de réunir un conseil de famille, d'élaborer des règles de vie ensemble. La loi du 4 mars 2002, relative à l'autorité parentale, a signifié aux parents qu'ils doivent associer l'enfant aux décisions qui le concernent selon son âge et son degré de maturité.<sup>5</sup> La démocratie familiale devient une nécessité éducative, sociale et politique

Avec une dizaine de parents, et une éducatrice, nous nous interrogeons : comment mettre en place, au sein de la famille, comme dans l'école, une participation démocratique des enfants, qui enrichisse les relations familiales, favorise un mieux vivre ensemble, et permette aux enfants d'apprendre à exercer des droits et des libertés en respectant les limites et les obligations qui s'imposent à tous ?

Chacun sait que décider de mettre en place une organisation démocratique de la famille va susciter de nombreuses interrogations et qu'il sera nécessaire de progresser lentement avec le soutien des autres parents et donc de mutualiser les pratiques.

De l'école à la famille, les *ateliers de démocratie familiale* viennent de naître. Très vite, ils adoptent des principes qui, aujourd'hui encore, demeurent les mêmes :

- parler aux autres de soi, de sa famille, accepter de se découvrir, révéler des faits intimes, impliquent que la liberté d'expression, le respect de l'autre, l'écoute bienveillante de sa parole, la confidentialité des échanges soient des règles fondamentales ;

<sup>4</sup> Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, *Le droit de l'enfant d'être entendu*, Observation générale n° 12 (2009). Disponible sur [http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/AdvanceVersions/CRC-C-GC-12\\_fr.pdf](http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/AdvanceVersions/CRC-C-GC-12_fr.pdf)

<sup>5</sup> Article 371-1 « *L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient aux père et mère jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement dans le respect de sa personne. Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent selon son âge et son degré de maturité.* »

- instituer dans sa communauté familiale la participation de tous ses membres au processus décisionnel, en créant des institutions démocratiques et des démarches participatives, nécessite un apprentissage ; c'est pourquoi l'atelier doit tenter de fonctionner lui-même avec les mêmes principes organisateurs.

C'est souvent un projet collectif motivant, dont la réussite nécessite l'échange, la solidarité, la coopération et la participation de tous, qui peut être l'occasion de proposer une première réunion.

L'expérience continue depuis douze ans. Les parents et les lieux de réunion changent (Café des enfants à l'Abord'âge de Nantes, Centre socio culturel, domiciles des parents ...), mais l'expérimentation se poursuit et les questions et les réflexions demeurent nombreuses. Aujourd'hui, les parents y viennent soit parce que leurs enfants sont élèves d'une école où la participation démocratique est mise en œuvre, soit à la suite d'une information au cours de manifestations locales.

### Le conseil de famille

Le Conseil de famille occupe une place essentielle. Il est le lieu d'échange où, ensemble, les membres du groupe peuvent analyser les différents aspects de la vie commune,

leurs relations, les activités quotidiennes, les projets collectifs et individuels, l'utilisation des espaces et des objets communs. Ils prennent des décisions et mettent en place les moyens humains et matériels pour les réaliser. L'organisation du conseil est donc fondamentale.

Mais s'engager avec des enfants, dans la famille comme à l'école, dans un processus de changement institutionnel et éducatif, c'est choisir une voie dynamisante mais parfois difficile à vivre. Être à l'écoute des enfants, respecter leurs droits et les règles de la vie collective, partager son pouvoir mais rester le garant vigilant des décisions, mettre en place une nouvelle organisation des activités... impliquent parfois une véritable mutation. Il y faut donc de la persévérance et de la patience.

L'enquête que nous avons menée auprès des parents qui ont fréquenté nos ateliers, de 2002 à 2011, a dégagé de nombreux enseignements. Il serait trop long ici de les détailler.<sup>6</sup>

<sup>6</sup> Pour plus d'information : Frédéric Jesu, Jean Le Gal, *Démocratiser les relations éducatives. La participation des enfants et des parents aux décisions familiales et collectives*, Chronique sociale, novembre 2015.

<sup>1</sup> Célestin Freinet, *La dernière étape de l'école capitaliste*, Clarté, 1 juin 1924.

<sup>2</sup> Jean Le Gal, *Le maître qui apprenait aux enfants à grandir : Un parcours en pédagogie Freinet vers l'autogestion*, Éditions libertaires et éditions ICEM, 2013 (1<sup>re</sup> éd. 2007). Grand Prix Ni dieu Ni maître 2013.

<sup>3</sup> Jean-Marc Raynaud & Guy Ambaues, *L'Éducation libertaire*, Paris, Spartacus, mai 1978.



Se réunir doit avoir du sens pour tous. C'est donc souvent un projet collectif motivant, dont la réussite nécessite l'échange, la solidarité, la coopération et la participation de tous, qui peut être l'occasion de proposer une première réunion.

La créativité institutionnelle reste un principe fondamental. Il n'existe pas de modèle qu'il faudrait reproduire. Chaque communauté familiale crée les institutions qui lui permettront de vivre son expérience démocratique.

L'enquête a mis en évidence les effets marquants du conseil :

Il est un lieu d'apprentissage de la parole, de l'écoute des autres, du débat, de la prise de décision et de la responsabilité dans son application, donc une éducation à la démocratie, y compris pour les adultes. L'adulte peut prendre conscience qu'on peut laisser la parole aux enfants et les associer aux décisions sans leur donner tout le pouvoir.

Il permet de penser les conflits différemment, de tenir compte de chacun, ce qui amène les enfants à réagir également de façon plus sereine aux demandes des parents. Il permet aussi aux enfants de mettre en avant les "incohérences" ou les "injustices" parentales.

Lorsqu'il a lieu de manière régulière, il devient un repère hebdomadaire, avec la possibilité de l'utiliser ou pas comme caisse de résonance des joies et des peines, des enthousiasmes et des envies de partage mutuel des expériences.

Il permet la création d'outils, de techniques, de rituels, de "routines" qui viennent s'ajouter à la culture originale familiale : les règles de respect mutuel, le cahier des doléances, la liste de droits et des obligations, le tableau tournant pour les tâches quotidiennes...

D'une façon générale, la participation démocratique de tous au sein de la famille renforce l'expression et l'écoute du vécu et des besoins de chacun, parents et enfants.

Elle permet la création d'une meilleure ambiance familiale : estime de soi, compréhension réciproque, baisse de l'agressivité entre les membres de la famille.

Comme dans les classes coopératives, la cohérence des adultes est un facteur essentiel. Elle a revêtu plusieurs dimensions :

- Si les parents n'ont pas la même exigence quant au respect des limites et des interdits, les enfants n'ont plus de repères, ne savent plus ce qui est permis et ce qui est interdit.

- L'enfant a besoin d'adultes référents qui soient pour eux des modèles. Les parents ne peuvent exiger le respect de principes et de règles qu'eux-mêmes ne respectent pas. Dans la vie collective de la famille, un certain nombre de règles communes s'appliquent à tous.

### En conclusion

Notre expérience de démocratie familiale participative confirme ce que soulignait déjà en 1996 le Conseil de l'Europe : « *La participation des enfants à la vie familiale et sociale est essentielle pour leur garantir un développement harmonieux et les préparer à la vie dans une société libre... Elle est une façon d'améliorer la qualité de la vie de la famille, basée sur des valeurs démocratiques et les droits fondamentaux de l'homme, et ce au profit de tous les membres de la cellule familiale... Le fait d'écouter les enfants, de traiter les problèmes avec eux, d'accepter leur avis et aussi de leur expliquer pourquoi leurs idées ne sont pas toujours acceptées, constitue un moyen important pour lancer une participation. Celle-ci devrait commencer tôt* ».<sup>7</sup>

#### Jean Le Gal

Chargé de mission aux droits de l'enfant et à la citoyenneté de la FIMEM (Fédération internationale des Mouvements d'École Moderne) - Pédagogie Freinet.

<sup>7</sup> Conseil de l'Europe, *La participation des enfants à la vie familiale et sociale*, op.cit.

## Bibliothèque noire

# DANS LA BIBLIOTHÈQUE noire

*Si ça servait à quelque chose de voter, il y a longtemps que ce serait interdit.*

Coluche.

### Le conflit de Bagua : les problèmes du développement et les revendications des populations indigènes en Amazonie péruvienne.

De Victor Guevara Florindez  
Droits et cultures, n°62, 2011,  
disponible en ligne : <http://droitcultures.revues.org/2716>

### La Communauté politique des "tous uns", Desir de liberté Desir d'utopie

de Miguel Abensour, entretien avec  
Michel Enaudeau  
Les Belles Lettres, 2014

### Mort à la démocratie

de Léon de Mattis  
L'Altiplano, 2007

### Roms & riverains Une politique municipale de la race

de Aurélie Windels, Carine Fouteau,  
Eric Fassin, Serge Guichard  
La Fabrique, 2014

### La terrorisation démocratique

de Claude Guillon  
Libertalia, 2015

### Les femmes et la démocratie, la politique contre les mœurs ?

de Frédéric DUPIN  
Le Philosophoire, n°32, 2009-2

### Les Filles de Marianne, Histoire des féminismes 1914-1940

de Christine BARD  
Paris, Fayard, 1995

### L'émancipation des femmes. Formation et triomphes du mouvement féministe

de Trevor LLOYD,  
Rencontre, Les Dossiers du XXe siècle,  
1970

### La grande guerre et le combat féministe

sous la direction de Claire Delahaye et  
Serge Ricard  
L'harmattan, 2009

### Le maître qui apprenait aux enfants à grandir

Un parcours en pédagogie Freinet vers  
l'autogestion  
de Jean le Gal  
Éditions libertaires et éditions ICEM,  
2013, (1e éd 2007)

### L'Education libertaire

de Guy Ambauves, Jean-Marc  
Raynaud,  
Spartacus, 1978

### Démocratiser les relations éducatives. La participation des enfants et des parents aux décisions familiales et collectives

Frédéric Jesu, Jean le Gal  
Chronique sociale, novembre 2015

### L'esprit antidémocratique des fondateurs de la "démocratie" moderne

F. Dupuis-Déri  
Agone n°22, sept 1999.

### L'insurrection qui vient

de Comité Invisible  
La Fabrique, 2007

### Du principe fédératif

Pierre-Joseph Proudhon,  
Tops H.Trinquier, 2013

### La Démocratie comme science- fiction de la politique

Louis Janover  
Éditions Sulliver, 2007

### Et côté films :

#### La fête est finie

de Nicolas Burlaud  
Primitivi, 2015

#### Je ne suis pas féministe mais ...

de Florence et Sylvie TISSOT  
Les mots sont importants, 2015

#### Je lutte donc je suis

Yannis Youlountas  
Berceau d'un autre monde, 2015

### Les petits dieux Annales du disque-monde, tome 13

de Terry Pratchett, trad. Patrice Couton  
Atalante, 1999

Dans la série des Annales du Disque-Monde de T. Pratchett, il y a entre autres *Les petits dieux*, une histoire qu'on peut qualifier d'anticléricale, dans laquelle se trouve le passage cité ci-dessous à propos du système "démocratique" d'une cité, *Ephèbe*, qui est une parodie d'Athènes dans l'Antiquité :

« Partout dans le monde, des dirigeants portaient des titres tels que *L'Exalté, le Suprême et Sa Seigneurie le Grand Machin ou Truc*. Mais dans un petit pays, un seul, c'était le peuple qui élisait son dirigeant, qu'il pouvait destituer quand il le voulait. Et il l'appelait le tyran.

*Les Ephébiens croyaient que chaque homme devait avoir le droit de vote. \*Pourvu qu'il ne soit ni pauvre, ni étranger, ni déclaré inapte pour cause de folie, de frivolité ou parce qu'il était une femme\*. Tous les cinq ans, quelqu'un se faisait élire tyran, à condition de prouver qu'il était honnête, intelligent, raisonnable et digne de confiance. Aussitôt après son élection, bien entendu, tout le monde reconnaissait en lui un fou criminel complètement coupé des préoccupations du philosophe moyen en quête d'une serviette. Puis, cinq ans plus tard, on en élisait un autre tout pareil. Étonnant, tout de même, ces gens intelligents qui persistaient à commettre les mêmes erreurs. »*

#### Mélusine

Groupe Graine d'Anar  
Fédération anarchiste

**Vous pouvez vous procurer  
tous les livres présentés  
ici dans notre librairie :**

**PUBLICO**  
145 rue Amelot  
75011 Paris  
[www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com)



# Podemos : une démocratie radicale ?

**« Il s'agissait de transformer l'indignation sociale du 15 mai 2011 en indignation politique. Nous avons avec nous la puissance d'un type portant "coleta"<sup>3</sup>, dont la voix avait le timbre authentique des gens d'en bas, et qui avait surtout beaucoup d'idées. Quand Pablo me dit "on se lance ?" Je lui réponds "avec toi Pablo, je me lance". »**

Juan Carlos Monedero, n° 3 de Podemos

## Un grand mouvement... vers les urnes

C'est l'histoire de jeunes professeurs de l'Université Complutense de Madrid : Pablo Iglesias, Iñigo Errejón, Juan Carlos Monedero, Carolina Bescansa, Ana Dominguez qui, en septembre 2012, décident de créer une tertulia<sup>1</sup> pour échanger idées et points de vue sur les suites à donner au mouvement 15-M<sup>2</sup>. Les lieux de tertulia sont très courants en Espagne ; l'originalité sera ici d'utiliser "Télé K", chaîne associative locale dont le petit écran va mettre en valeur un homme jeune, beau, intelligent, moderne, arborant bracelets multicolores,

coleta<sup>3</sup> et chemises blanches. Dans son émission, se pressent militants écolo-communistes d'IU ("Izquierda unida") et trotskistes d'IA ("Izquierda anticapitalista")... Très vite, les grandes chaînes invitent Pablo Iglesias, qui devient dès lors une véritable star médiatique.

En janvier 2014, à l'approche des élections européennes de mai, est rendu public le manifeste *Convertir l'indignation en changement politique*, qui exprime la nécessité de transformer la mobilisation sociale en "processus électoral participatif". Des circulos, cercles de citoyens thématiques ou géographiques, servent de base au mouvement : on en comptera près de 1000. Un site est mis en place, s'y inscrire vaut adhésion à un parti qui sera formellement créé le 11 mars et obtiendra aux européennes 8 % des suffrages et 5 députés.

Reste à définir le fonctionnement et l'équipe dirigeante : ce rôle sera dévolu à l'Asamblea ciudadana (Assemblée citoyenne) des 18 et 19 octobre 2014, réunissant 8 000 participants et retransmise en direct pour les quelques 130 000 "adhérents" du site. Un texte "horizontaliste" est présenté par Pablo Etchenique (universitaire à Sargosse) et Teresa Rodriguez (enseignante à Cadixpassée de IU à IA), qui propose la désignation de 3 porte-parole, le tirage au sort de 25 % du bureau exécutif et une large autonomie pour les circulos. Les fon-

<sup>3</sup> Catogan.

dateurs de Podemos, quant à eux, "verticalistes", veulent un "lider" qui désignera son équipe : « On ne battra pas le Parti Populaire et le PSOE avec trois secrétaires généraux, on les battra avec un seul secrétaire général. » Ni les uns, ni les autres ne remettent en cause la stratégie électoraliste. Le 15 novembre, Pablo Iglesias (qui avait fait ses premiers pas aux Jeunesses communistes), est choisi par plus de 80% des "adhérents" : désormais "lider máximo", il va installer un appareil centralisé et hiérarchisé, et délaissier les circulos.

## Le socialisme des intellectuels

**"Il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec les allumettes"**  
Jacques Prévert

Nos professeurs espagnols sont attirés par le marxisme, doctrine qui donne un rôle éminent aux intellectuels. De Karl Kautsky, ils ont retenu que « La doctrine socialiste est née des théories [...] élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels »<sup>4</sup>, et de Lénine, que « La révolution doit être organisée et conduite par des professionnels, avant-garde de la classe

<sup>4</sup> Karl Kautsky, *La révolution sociale* (1902), éditions du Sandre, 2008.

ouvrière. Le mouvement ouvrier doit être guidé par l'idéologie juste que le Parti lui apporte. »<sup>5</sup>

Un siècle plus tard, il leur faut trouver des inspireurs parmi ceux qui se sont échinés à rénover le socle originel : néo-marxistes, eurocommunistes, post-marxistes. Ils disent s'inspirer d'Antonio Gramsci<sup>6</sup> : de sa pensée foisonnante et parfois contradictoire, Pablo Iglesias et ses amis retiennent que la coercition n'est pas la seule arme de la bourgeoisie, celle-ci utilisant aussi une "hégémonie culturelle" qu'il faut lui contester. Ainsi, les studios de télévision deviennent pour eux un lieu de combat privilégié. D'autre part, Gramsci valorise les "intellectuels organiques", chargés d'exprimer les sentiments des masses car proches d'elles... Il va de soi que, s'il avait pu leur demander s'ils s'en

<sup>5</sup> Lénine, *Que Faire ?* (1902), présenté et annoté par Jean-Jacques Marie, éditions du Seuil, Paris, 1966.

<sup>6</sup> Fondateur du PCI, auteur de *Carnets de prison*, écrits de 1926 à 1937.





sentaient capables, c'est en chœur que ceux-ci auraient répondu « *Claro que podemos!* » (Bien sûr que nous pouvons !)

### Les habits neufs du marxisme

#### **"Pour comprendre ce qui se passe en Grèce et en Espagne, il faut lire les travaux de Laclau"**

Ivan Schuliaquer<sup>7</sup>

Ernesto Laclau est né à Buenos Aires et a développé sa formation politique à l'ombre du péronisme :

« *Le péronisme a eu un succès indéniable dans son travail de constitution d'un langage démocratique populaire unifié au niveau national* » (Toni Negri, 27 mai 2015). Venu enseigner la théorie politique à l'université de l'Essex, près de Londres, avec sa compagne Chantal Mouffe, il y développa jusqu'à sa mort en 2014 sa théorie autour du populisme, exposée dans "Hégémonie et stratégie socialiste - Vers une politique démocratique radicale" (1985) et "La raison populiste" (2005). Plusieurs figures de Syriza y ont suivi ses cours, et Pablo Iglesias et Iñigo Errejón ont reconnu qu'il est la source de leurs idées. Ce dernier vient d'ailleurs d'écrire un livre en commun avec Chantal Mouffe, *Construire le peuple - Hégémonie et radicalisation de la démocratie*, dans lequel est indiqué que ce qui les unit tous « *est l'influence de Gramsci pour penser l'importance de l'État dans le changement politique* ».

Pour Laclau, tout projet de démocratie radicale durable doit triompher sur deux terrains : l'horizontalité des mobilisations sociales, et la verticalité d'une transformation de l'État. Sa compagne explique qu'il était en contact avec les "expériences nationales et populaires de gauche en Amérique

latine" – comme plusieurs responsables de Podemos, tel Monedero, conseiller de Hugo Chavez. Laclau affirme que la lutte de classes aurait été remplacée par des mouvements sociaux hétérogènes : pour qu'une identité collective se dégage de la foule, un "leader populiste" doit engendrer une hégémonie dans laquelle le peuple se reconnaît. Selon lui, « *Il n'y a pas d'hégémonie sans la construction d'une identité populaire à partir de la pluralité des demandes démocratiques* » ; « *L'hégémonie est la forme centrale de la politique parce que la politique consiste en ce que les affirmations d'un certain groupe se totalisent à l'ensemble de la société, articulent les demandes de groupes sociaux hétérogènes autour de son nom.* »

### Podemos pour tous

Monedero décrit ainsi les travaux pratiques laclausiens : "D'un côté, un axe représentatif qui arme un État fort (...) Dans le même temps, il faut constituer un axe expérimental, de type assemblée, horizontal et autogéré, qui règle les problèmes historiques en lien avec la forme de l'État", avec un objectif fort : « *Podemos n'est pas né pour jouer un rôle de figuration, nous sommes nés pour gagner et notre défi est maintenant de construire, avec d'autres, une alternative politique de gouvernement.* »<sup>8</sup>

Pablo Iglesias le confirme : « *Notre objectif a toujours été d'occuper la centralité du champ politique en tirant parti de la crise* »<sup>9</sup>, ce qui le conduit à rattacher large : « *La monarchie figure toujours parmi les institutions les plus appréciées en Espagne (...) Nous y sommes allés, mais sans rien changer à notre façon de nous présenter, avec nos vêtements de tous les jours* », justifiant ainsi le choix de ne pas boycotter la visite de Felipe VI au parlement européen. De même, dans un discours du 25 février 2014 : « *Je sais qu'il faut des riches pour que l'économie de marché fonctionne, mais nous avons besoin de riches responsables* » et aussi : « *Certains croient que la souveraineté et la patrie sont surtout ces symboles, ces signifiants morts, ces monuments publics. L'Espagne ce sont les gens, l'Espagne ce sont ses citoyens. Ma patrie ce sont les gens de mon pays.* »

Cette tentative de rassembler dans les urnes "indignés" de tous poils, patriotes citoyens, riches raisonnables, va rencontrer des fortunes diverses. Aux municipales de 2015, des maires "rebeldes" (rebelles) sont élus à Madrid, Barcelone, Saragosse, Cadix... Podemos se les approprie, mais la réalité est plus nuancée. Leurs listes sont issues de "confluences citoyennes" animées par des activistes déjà

présents depuis plusieurs années, notamment pour reloger des familles expulsées. Plusieurs groupes politiques, dont Podemos, se sont ralliés à leurs plates-formes. D'autre part, leur élection a été obtenue par une alliance avec le PSOE, et parfois avec certains groupes séparatistes. Aux régionales du 27 septembre, la liste "Catalogne, oui nous pouvons" (Podemos plus une coalition Verts-Gauche unie) n'a obtenu que 9 % des voix, alors que la seule coalition en avait obtenu 10 % en 2012. Ce n'est pas le soutien de Pablo Iglesias à Tsipras qui va améliorer son image : « *Il a choisi de gagner du temps avec un accord certes lamentable, mais c'était la seule option qu'il pouvait prendre.* »

Ce contexte attise les critiques internes, notamment le sociologue Emmanuel Rodriguez critiquant le jacobinisme iglésien : « *Il y a quelque chose en Podemos qui perdure depuis sa fondation et se constitue comme marque déposée. Nous voulons parler de la contradiction entre une rhétorique d'ouverture et de démocratie radicale et la consolidation d'une organisation toujours plus hiérarchisée.* » (4 juin 2015).

### Construire un peuple ?

Dans leur livre commun Chantal Mouffe et Iñigo Errejón affirment : « *Le 15-M fut essentiellement une revendication de la démocratie* ». C'est oublier qu'à la Puerta del Sol, on parlait aussi de dette, d'expulsions immobilières, de santé publique, de chômage...

En prétendant "construire un peuple" pour une "démocratie radicale", les "intellectuels organiques" ne font que moderniser leur ancien rôle auto-proclamé de GECO (guide éclairé de la classe ouvrière) quand celle-ci était en expansion. Pourtant, si elle semble en déclin en Europe, elle est en forte expansion en Chine, en Inde, au Brésil... Il est vrai que l'internationalisme n'est pas leur fort.

Parler de démocratie dans l'abstrait est le recours de ceux qui ne veulent pas parler d'exploitation, de classes sociales. Mettre en avant l'intérêt général conduit à subordonner les intérêts des plus défavorisés aux intérêts de "toute la nation".

Les mouvements sociaux en Espagne, en Grèce et partout dans le monde n'ont rien à gagner et beaucoup à perdre dans l'État-nation, fut-il peuplé de quelques représentants instruits de "gauches radicales", fraîchement sortis des urnes.

### Élan noir

<sup>7</sup> In Laclau, *le provocateur*, revue Anfibia de l'université nationale de San Marín

<sup>8</sup> Discours lors de la première victoire électorale du mouvement-parti, aux Européennes de mai 2014.

<sup>9</sup> Dans un texte paru dans *le Monde diplomatique* de juillet 2015.



# CONFEDERATION DEMOCRATIQUE EN ROJAVA

(Kurdistan syrien)

## Vers la guerre civile en Syrie

Dans la continuité des révolutions arabes, le mouvement social syrien descend dans les rues pour rejeter la dictature de Bachar El-Assad. Ces manifestations pacifiques sont réprimées dans le sang. Le conflit s'installe. Bachar El-Assad joue la carte de la terre brûlée en tuant l'opposition démocratique et en laissant s'installer le terrorisme islamique. Les forces sont installées : la dictature étatique et militaire, le terrorisme islamique. Les populations prises au piège subissent donc les morts, les tirs, les bombardements, les exécutions et, pour les plus chanceuses, l'exil.

En 2011, Bachar El-Assad va concentrer ses forces militaires sur la défense de Damas, libérant ainsi le Kurdistan syrien d'une présence militaire d'occupation.

## Qui sont les Kurdes ?

Historiquement, les Kurdes ont subi les massacres et le génocide de la part de régimes successifs, en particulier en Irak et en Turquie. Depuis lors, ils n'ont cessé de souffrir et d'être opprimés dans les mains des gouvernements centraux des pays aux-

quels le Kurdistan a été annexé. Au Kurdistan irakien, sous le régime de Saddam Hussein, les Kurdes ont subi des attaques d'armes chimiques dans le cadre de l'opération *Anfal*<sup>1</sup>. En Turquie, jusqu'à récemment, les Kurdes n'avaient même pas le droit de parler dans leur propre langue. Historiquement, ils ont été reconnus comme des Turcs vivant dans les montagnes (une référence à la région du Kurdistan où il y a beaucoup de montagnes). En Syrie, la situation des Kurdes était un peu meilleure qu'en Turquie. En Iran, ils ont certains droits fondamentaux et sont reconnus comme formant une nation différente des Perses mais n'ont aucune autonomie.

Après la première guerre du Golfe en 1991, le peuple kurde en Irak a réussi à mettre en place son propre gouvernement régional, le gouvernement régional du Kurdistan (KRG). Après l'invasion et l'occupation de l'Irak en 2003, le peuple kurde en a profité pour renforcer son pouvoir local. Ils ont réussi à obtenir le droit d'avoir leur propre administration autonome, leur budget, leurs parlements et leur armée. Tous ont été reconnus par le gouvernement central irakien et, dans une certaine mesure, sont pris en charge par le gouvernement central. Cela a encouragé et a eu un impact positif sur les autres parties du Kurdistan, en particulier en Turquie et en Syrie.

Dans la même année de l'invasion de l'Irak (2003), le peuple kurde en Syrie a créé son propre parti, le Parti de l'Union démocratique (PYD) ; mais il y avait déjà un certain nombre d'autres partis et organisations qui existaient dans la région kurde. Certains d'entre eux sont si vieux qu'ils remontent aux années 1960, mais ils étaient inefficaces par rapport au PYD qui s'est développé rapidement parmi le peuple kurde.

<sup>1</sup> L'opération Anfal, ou tout simplement Anfal, était une campagne génocidaire contre le peuple kurde dans le nord de l'Irak, conduite par le président du parti Baas irakien Saddam Hussein et dirigée par Ali Hassan al-Majid, dans la phase finale de la guerre Iran-Irak.

## La Rojava

Le Kurdistan syrien, Rojava, passe donc aux mains du Parti de l'Union démocratique (PYD), la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il dispose d'une branche armée, les Unités de protection du peuple (YPG). Les relations des Kurdes avec les autres parties prenantes au conflit sont fluctuantes : plutôt proches de l'Armée syrienne libre (ASL), les YPG entrent en conflit avec des brigades islamistes en juillet 2013. Hostiles au régime de Bachar el-Assad, dont ils souhaitent la chute, les Kurdes du PYD affrontent cependant rarement les forces loyalistes avec lesquelles ils cohabitent dans certaines villes. Les YPG livrent l'essentiel de leurs combats contre les forces djihadistes, et principalement l'État islamique.

Les populations kurdes de Syrie occupent, le long de la frontière turque, trois enclaves séparées qui constituent le prolongement naturel des territoires kurdes de Turquie et d'Irak. Historiquement discriminés par le régime et ancrés à une solide identité culturelle, les Kurdes de Syrie ont profité de la guerre civile pour prendre le contrôle de ces zones qui composent le Kurdistan syrien. Depuis le 12 novembre 2013, ce dernier dispose d'une administration autonome, qui gère les questions « politiques, militaires, économiques et de sécurité dans la région et en Syrie ».

Avec le soutien du PYD et du PKK, les populations ont formé le *Tev-Dam* (Mouvement pour une société démocratique). Ce mouvement est rapidement devenu très fort et populaire parmi la population de la région. Une fois que l'armée syrienne et l'administration se sont retirées, la situation est devenue très chaotique. Cela a forcé le *Tev-Dam* à mettre en œuvre ses plans et programmes sans plus tarder avant que la situation n'empire.

Ces groupes tiennent généralement une réunion chaque semaine pour parler des problèmes que les gens rencontrent là où ils vivent. Ils ont aussi un représentant dans le groupe principal (appelé la "Maison du Peuple") dans les villages ou les villes.

Au Kurdistan syrien, les gens étaient prêts et savaient ce qu'ils voulaient. Ils pensaient que la révolution doit commencer par le bas de la société et non par le haut. Cela doit être une révolution sociale, culturelle et éducative aussi bien que politique. Elle doit être contre l'État, le pouvoir et l'autorité. Il doit y avoir des gens dans les communautés qui ont des responsabilités dans la prise de décision finale. Ce sont les quatre principes du *Mouvement pour une société démocratique* (*Tev-Dam*).

## L'auto-administration démocratique

Après beaucoup de dur travail, de discussions et de réflexion, le *Tev-Dam* a abouti à la conclusion qu'ils avaient besoin d'une auto-ad-

ministration démocratique dans les trois cantons du Kurdistan (Al Jazera, Kobané et Afrin). Presque la moitié des représentants sont des femmes. Il est organisé de sorte que les gens de milieux, de nationalités, de religions et de sexes différents puissent participer. Cela a créé une très bonne ambiance de paix, de fraternité, de satisfaction et de liberté.

Dans un court laps de temps, cette administration a fait beaucoup de travail et a établi un Contrat social, une Loi sur les transports, une Loi sur les partis et un programme ou plan pour le *Tev-Dam*. Dans le Contrat social, la première page stipule, « les zones de démocratie autogestionnaire n'acceptent pas les concepts de nationalisme, d'armée ou de religion d'État, de gestion centralisée et de pouvoir central, mais sont ouvertes à des formes compatibles avec les traditions de la démocratie et du pluralisme, ouvertes à tous les groupes sociaux et identités culturelles, à la démocratie athénienne, à l'expression nationale à travers leur organisation... » Il y a beaucoup de décrets dans le Contrat social. Quelques-uns sont extrêmement importants pour la société :

- A. La séparation de l'État et de la religion.
- B. L'interdiction des mariages pour les personnes de moins de 18 ans.
- C. Les droits des Femmes et des enfants doivent être reconnus, protégés et mis en œuvre.
- D. Interdiction de l'excision.
- E. Interdiction de la polygamie.
- F. La révolution doit avoir lieu à partir du bas de la société et être durable.
- G. Liberté, égalité, égalité des chances et non-discrimination..
- H. Égalité entre les hommes et les femmes.
- I. Toutes les langues parlées doivent être reconnues ; l'arabe, le kurde et le syrien sont les langues officielles à Al Jazera.
- J. Assurer une vie décente à tous les



prisonniers et faire de la prison un lieu de la réhabilitation et de réforme de l'individu.

K. Tout être humain a le droit de chercher asile et les réfugiés ne peuvent pas être renvoyés sans leur consentement.

### **Les femmes et leur rôle**

Il ne fait aucun doute que les femmes ont largement été acceptées et qu'elles occupent des positions importantes au sein de Tev-Dam, du PYD et de la DSA (l'auto-administration démocratique). Il y a un système de co-direction et de co-organisation ce qui signifie que la direction de chaque bureau, administration ou section militaire, doit les inclure. Par ailleurs, elles ont leurs propres forces armées et sont fortement impliquées dans chaque section de la Maison du peuple, des comités, des groupes et des communes. Bon nombre de femmes professionnelles dans la politique et l'armée étaient avec le PKK dans les montagnes pendant une longue période.

### **Les Communes**

Les Communes sont les cellules les plus actives de la Maison du peuple, et ont été mises en place partout. Elles ont leur propre réunion hebdomadaire pour discuter des problèmes auxquels elles sont confrontées. Chaque Commune a son propre représentant à la Maison du peuple et dans le quartier, le village ou la ville où elles sont basées.

Ci-dessous la définition de la Commune d'après le manifeste Tev-Dam et traduit de l'arabe:

*« Les Communes sont les plus petites cellules et les plus militantes dans la société. Elles sont formées dans la société et y promeuvent*

*la liberté de la femme et l'écologie et l'adoption de la démocratie directe.*

*« Les Communes sont organisées sur le principe de la participation directe des personnes dans les villages, dans la rue et les quartiers et les villes. Ce sont les endroits où les gens s'organisent volontiers entre eux, créent selon leur volonté libre et initient leurs propres activités dans les zones résidentielles et permettent la discussion de toutes les questions et leur résolution.*

*« Les Communes travaillent au développement et à la promotion des comités. Elles discutent et cherchent des solutions aux questions sociales, politiques, d'éducation, de sécurité et d'auto-défense et d'auto-protection à partir de ses propres forces, pas avec les forces de l'État. Les Communes créent leur propre pouvoir à travers la construction et l'organisation de communes agricoles dans les villages et aussi de communes, de coopératives et d'associations dans les quartiers.*

*« Formation des Communes dans la rue, les villages et les villes, avec la participation de tous les résidents. Les Communes ont une réunion chaque semaine. Lors de la réunion des Communes, toutes les décisions se font de façon transparente par les gens de la Commune et qui ont plus de 16 ans. »*

### **La guerre et la révolution**

Les Kurdes jouent donc un rôle important dans la lutte contre Daech, Al-Qaida et tous les intégrismes religieux ainsi que les poussées nationalistes.

Aujourd'hui les kurdes sont environ 35 millions et le Kurdistan est éclaté entre le sud-est de la Turquie, une partie du nord-est de la Syrie, le nord-est de l'Irak et le nord-ouest de l'Iran. De ces quatre régions, seul le nord-est de l'Irak bénéficie d'une autonomie : le Gouvernement régional du Kurdistan y est en place, avec une force armée propre (les peshmergas).

Alors que dans le Kurdistan irakien, ce sont les peshmergas qui affrontent les salafistes djihadistes, avec le soutien de frappes aériennes américaines, le nord-est de la Syrie est défendu par l'YPG et l'YPJ (brigade féminine), forces armées du PYD (parti kurde syrien). Dans cette zone, ils et elles protègent le Rojava, la partie ouest du Kurdistan qui a gagné une autonomie de fait en novembre 2013, durant la guerre civile syrienne.

Dans cette situation de guerre et de chaos, le Rojava est une lueur d'espoir. Les communautés se fondent sur le "confédéralisme dé-

mocratique" et le communalisme, c'est-à-dire un fonctionnement très proche de la démocratie directe et inspiré par les principes anarchistes. Les communes sont autogérées par des conseils d'habitant.e.s qui prennent toutes les décisions relatives à la vie de la commune, que ce soit l'économie, l'éducation ou leur protection ; ces derniers ont un total contrôle au niveau local. Au niveau territorial, le gouvernement part réellement de la base : les communes décident collectivement de la marche à suivre. Mais ce système n'est pas exclusif ; tout.e.s les habitant.e.s y participent, qu'ils soient Kurdes, Arabes, Turkmènes ou Assyriens, musulmans, chrétiens ou yézidis. Le Rojava est donc construit sur un fédéralisme communal et collectiviste. Il faut espérer que les années de guerre ne briseront pas l'élan révolutionnaire en cours.

D'après un article de Zaher Baher, membre du Kurdistan Anarchist Forum, retravaillé par Fred, groupe Proudhon FA (Besançon)

### **Des fonds pour la révolution !**

La résistance du Kurdistan syrien, face aux forces réactionnaires de l'État islamique, se double d'un processus de révolution sociale, le "confédéralisme démocratique".

Depuis le début de ce processus, le comportement des anarchistes a été vers la compréhension des événements et le soutien à la résistance du Rojava a été très important et ce, d'une façon très organisée. Encore une fois, nous avons vu que la solidarité est notre arme la plus puissante.

Cette solidarité qui a été créée entre les anarchistes fait inévitablement de la résistance à Kobané un axe fort pour les anarchistes du monde entier.

Comme d'autres, la *Fédération anarchiste* et l'*Internationale des Fédérations anarchistes* (IFA) lancent une campagne de soutien financier.<sup>2</sup>

L'argent envoyé transite par des circuits sûrs, par l'intermédiaire des anarchistes de Turquie (DAF), en qui le PYD et les organisations kurdes ont toute confiance. Il finira par alimenter l'action des YPG-YPJ, des maisons du peuple et des communes du Rojava.

#### **Zaher Baher**

*membre du Kurdistan Anarchist Forum,  
Texte traduit par Fred,  
groupe Proudhon  
Fédération anarchiste*

<sup>2</sup> Si vous souhaitez participer, vous pouvez envoyer votre contribution par virement à :

Société d'entraide libertaire (SEL)

IBAN : FR76 1027 8085 9000 0205 7210 175

BIC : CMCIFR2A

Ou par chèque à l'ordre de SEL, mention "Kurdistan" au dos, à expédier à :

SEL / CESL, BP 121,

25014 Besançon Cedex



# Les libertaires et le système démocratique au Pérou

**L'industrie capitaliste et la spéculation bancaire s'accommodent parfaitement de la démocratie dite "représentative" ; car cette structure moderne de l'État, fondée sur la pseudo-souveraineté de la pseudo-volonté du peuple prétendument exprimée par de soi-disant représentants du peuple dans de pseudo-assemblées populaires, réunit les deux conditions préalables qui leur sont nécessaires pour arriver à leurs fins, savoir la centralisation étatique et l'assujettissement effectif du peuple souverain à la minorité intellectuelle qui le gouverne, soi-disant le représente, et l'exploite infailliblement.**

Mikhail Bakounine

In: *Théorie générale de la révolution.*

Le Pérou est une république noyée dans un contexte politique et capitaliste dépendant d'exportations dictant le rythme de la vie socio-politique nationale.

C'est ainsi que les grandes entreprises nationales et internationales jouissent de privilèges mercantiles : en usant et abusant des matières premières ainsi que d'une main d'œuvre bon marché mise à disposition – bien que réglementée – par l'État, et ce quel que soit le régime qui le contrôle. Avec la mise en place de dispositions néolibérales et

anti-populaires, ce n'est pas un hasard si le Pérou, qui cette année a accueilli la réunion annuelle du FMI et de la Banque Mondiale, est à cet égard toujours considéré comme un "bon élève"...

Dans ce contexte, l'état de la démocratie représentative en place au Pérou est le signe évident de la décadence d'un mode d'organisation sociale imposée depuis des décennies. La crise politique de cette pseudo-démocratie est particulièrement visible à chaque processus électoral, durant lequel il est dit et répété que toutes les -X- années, le pouvoir citoyen est convoqué pour décider de qui formera le nouveau gouvernement. Il paraîtrait que ce mode d'organisation est libéral et démocratique... Cependant ce système politique ne fonctionne pas. Puisque la passation et la circulation du pouvoir s'effectuent à l'intérieur du même cercle vicieux à coup d'infimes modifications, ni le modèle économique, ni la constitution, ni le système des partis et des lobbies ne sont jamais remis en question.

Même la BBC, dans un rapport<sup>1</sup> commandé à *The Economist Intelligence Unit* (EUI), qualifie le Pérou de "démocratie imparfaite". Cette année notre pays a d'ailleurs obtenu la note de 6,54<sup>2</sup> (sur une échelle de 1 à 10). Selon cette étude, le Pérou se situe donc dans une catégorie de pays qui définit la démocratie uniquement au travers de l'illusion des "élections libres et justes". Cela dit, ces résultats montrent également les faibles niveaux de participation, une culture politique encore peu développée ainsi que d'autres facteurs importants comme la corruption et la faiblesse des politiques concernant les questions de gouvernance.

## Démocratie contre "démocratie".

Il convient toutefois de nuancer cet état des lieux tout à fait juste par ailleurs. Les récentes marches, la mobilisation de la jeunesse en début d'année afin d'obtenir l'abrogation de la loi sur le travail des jeunes (*Ley de régimen laboral juvenil del Perú*), les assemblées populaires permanentes à l'origine de grèves et de manifestations nationales dénonçant la voracité des compagnies minières du Sud du pays, la visibilité croissantes des revendications des femmes quant à la liberté de disposer de leur corps et pour l'égalité des sexes, les

<sup>1</sup> The Economist Intelligence Unit. Democracy index. Democracy at a standstill. 2012  
<sup>2</sup> NDLR : Voir à ce sujet l'article de Léon de Mattis "Démocratie ou dictature" pour une analyse approfondie de cet "indice de démocratie".

mobilisations en faveur de la gratuité de l'enseignement public, contre les licenciements massifs dus aux privatisations etc. Tout ceci a généré ce que certains intellectuels appellent des "moments démocratiques". Une première mention clairement positive du terme : par et pour le peuple.

Il est ici important d'indiquer que la crise de légitimité dont souffre le système qui nous intéresse, est due au fonctionnement même de cette démocratie libérale, représentative et bourgeoise, car séparée du principe même de la participation collective aux décisions politiques. Au sein de la société péruvienne, les institutions et la classe dite "politique" agissent donc à l'inverse du concept même de démocratie entendu comme "le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple", bien que cette expression soit sujette à de nombreuses controverses historiques, étymologiques et idéologiques.

Il est évident que les gouvernements et les représentants élus ne rendent jamais compte de leurs actions, tout en se tenant hors de tout contrôle citoyen. Dans ce système, tout est fait selon les lois du marché et en fonction d'impératifs néolibéraux.

Aujourd'hui, le gouvernement d'Ollanta Humala est complètement discrédité, noyé sous la corruption et les accusations de répressions brutales envers le peuple en lutte. En effet, ce président nationaliste, qui en période électorale (2005 – 2001) entreprit de redorer son image en se présentant comme un "démocrate de gauche" afin de dissiper toute inquiétude quant à son passé militaire, une fois au pouvoir, montra son vrai visage et réajusta la machine gouvernementale afin de légiférer en faveur de la droite nationale et transnationale. Nous n'oublions pas que ce politique arriva au pouvoir grâce à un savant mélange de propositions nationalistes obstinées et de populisme démagogique, tout en étant appuyé par une grande partie – pour ne pas dire la totalité – de la gauche péruvienne, qui n'avait pas – et qui n'a toujours pas – de capacités organisationnelles propres.

## La tâche des libertaires.

Face à ce modèle démocratique régi par le pouvoir politique officiel qui laisse miroiter certaines libertés programmées pour convenir à la logique du bon citoyen soumis et efficace, dans une perspective libertaire, nous opposons la démocratie directe, et les assemblées afin de détruire de l'intérieur le capitalisme en profitant de ses fissures... Cela permet également à la population d'avoir la capacité de s'autogérer et de débattre librement et sans intermédiaires de ses problèmes et besoins.

Ceci est déjà à l'oeuvre aujourd'hui dans notre pays. Les régions des hauts-plateaux ou de la jungle nous fournissent des exemples historiques et concrets concernant la défense des territoires et de la

vie même: Bagua<sup>3</sup> et Conga<sup>4</sup>, là où les assemblées populaires d'indigènes et de paysans ont débattu et pris des décisions concernant les conflits sociaux auxquels ils se trouvaient confrontés, en sont des plus emblématiques.

Le gouvernement connaît le potentiel de ces processus d'autonomisation, il se charge donc de les combattre ou de les disperser à coup de tables rondes ou d'octroi de charges publiques à quelques dirigeants locaux. Par conséquent, la gauche péruvienne reste aveuglément piégée dans son labyrinthe électoraliste, sans répondre aux demandes de la majorité, tout en s'efforçant de contenter une classe moyenne à la fois agacée par la montée en puissance de la grande bourgeoisie, et opposée aux revendications populaires et prolétariennes exprimées lors des luttes sociales.

Nous, anarchistes, croyons en la nécessité de construire un nouveau mode d'organisation sociale et politique pour notre pays. Les conseils démocratiques que nous tenons actuellement nous permettent d'élaborer un projet pour le peuple qui soit viable et permette d'agir au plus près des demandes sociales. Autrement dit, le mécanisme même de la démocratie directe tel qu'il est mis en place dans de nombreuses régions du pays et qui, de fait, se montre bien supérieur et efficace à l'erreur de la démocratie représentative. Nous devons repenser nos principes concernant l'action directe et le fédéralisme afin de sortir une nouvelle société des entrailles du capitalisme.

Franz García,

militant de "Corriente Libertaria" (Lima, Perù)

Traduction : Flo  
 Groupe Germinal  
 Fédération Anarchiste



Dessin de Carlin (Carlos Tovar) pour *Diario el República* (Pérou)

<sup>3</sup> En 2009, le conflit opposant les communautés indigènes de la région de Bagua (ville au Nord-Est du pays) et les forces de l'ordre dépechées par le Gouvernement, s'est soldé par un bain de sang général. Aux sources du conflit, la mise en place par l'État du très controversé *Traité de Libre Commerce* (Accord de promotion commerciale avec les États-Unis d'Amérique), lui donnant la possibilité de légiférer sur un territoire auparavant laissé à la gestion des communautés indigènes. Ces derniers, considérant que les droits des peuples d'Amazonie sont attaqués et l'environnement menacé, appellent au soulèvement. (D'après Victor Guevara Florindez, *Le conflit de Bagua : les problèmes du développement et les revendications des populations indigènes en Amazonie péruvienne*, Droit et cultures [En ligne], 62 | 2011, mis en ligne le 10 mai 2012, consulté le 24 novembre 2015. URL : <http://droitcultures.revues.org/2716>)

<sup>4</sup> Dans la région très pauvre de Cajamarca, au Nord du pays, le méga-projet minier de Conga prévoit l'exploitation de l'or et du cuivre à ciel ouvert d'ici 2017. Les populations locales, regroupées sous le slogan « *Agua, sí ! Oro, No !* » (L'eau, oui ! L'or, non !), ont obtenu plusieurs fois la suspension du projet qui détruirait, entre autres, des lagunes, des terres cultivables et divers points d'eau cruciaux pour la région.



# LA VENGEANCE DU PRÉSIDENT

« Nous allons intensifier notre lutte. Pas seulement militairement mais aussi politiquement, culturellement, socialement, en établissant notre système démocratique. C'est pour cela que nous nous battons, pas pour tuer comme le fait Erdogan. »

Zargos Hiva

Le 20 juillet, à Suruç, ville au Kurdistan turc, des militants sont rassemblés pour organiser la reconstruction de la ville de Kobané, ravagée par des mois de combats entre la milice kurde YPG et Daesh (État Islamique), qui se trouve juste de l'autre côté de la frontière en Syrie. Lors de ce rassemblement une explosion fait 32 morts. Le premier ministre turc attribue immédiatement l'attentat à Daesh. Seulement, Daesh revendique tous ses attentats, mais n'a jamais revendiqué celui-là. Le 22 juillet, la guérilla autonomiste kurde PKK abat deux policiers turcs qui auraient été impliqués dans l'attentat. Prétexte parfait pour une "guerre contre le terrorisme" qu'entamera l'État turc.

Le 24 juillet l'armée de l'air turque débute ses raids contre des positions du PKK dans les montagnes au nord de l'Irak à la frontière de la Turquie puis dans l'extrême Sud de celle-ci. Le cessez-le-feu que le PKK avait décrété unilatéralement en 2013 appartient au passé. Depuis : opérations militaires et policières intenses visant les militants et la population kurdes, alors que les jihadistes ne sont que ridiculement peu inquiétés. Depuis : victimes militaires et policières et parmi les

PKK, victimes civiles sans bilan fourni, villes encerclées sans eau ni téléphone ni électricité ni pain pilonnées, arrestations massives, menaces, tortures, lynchages...

La cause de ces tueries se résume à un vieil homme, Erdogan, président de la Turquie. D'obédience religieuse et rétrograde aussi bien que, contemporanéité oblige, néolibérale, il rêvait d'instaurer un régime présidentiel absolu devenant ainsi fondateur et phare du nouvel Empire Ottoman. Les élections législatives du 7 juin ont contrarié ses projets, non seulement il n'a pas obtenu la majorité absolue à cause du bon scrutin du jeune parti pro-kurde HDP, mais il n'a pas réussi à former de gouvernement, ce qui signifie de nouvelles élections anticipées. De quoi se crispier. La cible de sa stratégie de vengeance ne peut en conséquence qu'être le peuple kurde.

Le PKK "terroriste", quant à lui – et c'est important de le souligner dans le brouhaha des discours expéditifs –, défend des valeurs de démocratie de base, multi-ethnicité, respect de la culture, laïcité, écologie et égalité homme-femme. Et a, rappelons-le, sauvé des dizaines de milliers de Yézidis encerclés par Daesh et destinés au génocide au Kurdistan irakien en août 2014.

Concernés, les États-Unis et l'Union Européenne soutiennent la Turquie dans sa lutte contre le terrorisme. À un peu moins d'un mois des élections anticipées, le 9 octobre, le PKK décrète à nouveau un cessez-le-feu unilatéral pour faciliter le déroulement du scrutin. Le lendemain l'armée de l'air turque cible des positions de la guérilla kurde. Et le même jour, lors d'un rassemblement de syndicats inquiets et de militants pro-kurdes à Ankara, un nouvel attentat fait 102 morts et de nombreux blessés. Le gouvernement turc désigne Daesh – qui ne le revendique pas – comme en étant l'auteur, mais, n'exclut pas non plus la "piste" du PKK, ce qui frôle un comble.

C'est ce cadre de guerre et de terreur qui détermine le résultat de la marche aux urnes du 1er novembre de laquelle le parti d'Erdogan sort avec la majorité absolue. Ce, vraisemblablement, essentiellement pour trois raisons :

Les hostilités continues ayant ébranlé l'économie du pays, une bonne partie de l'électorat de base qui considère Erdogan comme garant de celle-ci, puisque c'est sous son règne qu'elle a pris son envol, a donc voté par souci du portefeuille et du commerce (d'ailleurs la Bourse locale a immédiatement applaudi le résultat électoral).

• Ensuite, les déclarations belliqueuses et jusqu'au-boutistes (et qui ne sont pas sans rappeler certaines rhétoriques) d'Erdogan et de son entourage ont charmé une partie des convaincus de l'extrême-droite dure.

• Et enfin, le climat d'intimidation et de violence<sup>1</sup> a partiellement paralysé (et il serait instructif de savoir jusqu'à quel degré) la possibilité d'élections non-entravées pour l'opposition, notamment kurde.

En résumé, et avec les mots appropriés : la Turquie d'Erdogan est une démocratie où la terreur est garante de succès, une démocratie où le maintien au pouvoir d'une poignée de mégalomanes passe par la haine calculée, le mensonge, une répression hystérique et des centaines (voire plus) de morts violentes – ce que le fraîchement réélu nomme, sans perdre un brin de sa contenance, « la stabilité en opposition au chaos ».

En attendant, le président turc a déclenché une guerre. Et contribué, en quelques mois, à l'éclosion d'une génération de jeunes Kurdes qui, à juste titre, se sent humiliée, méprisée, agressée, réduite à l'histoire de ses blessures et qui estime qu'elle n'a plus rien à perdre. Si elle en venait à se rebeller massivement ne devrait-on pas, en toute bonne logique, craindre qu'il n'y ait comme unique réponse des scénarios dignes d'une dictature frustrée dotée d'un arsenal policier et militaire excessif ? Et qui auraient aussi comme conséquence une vague de réfugiés kurdes (fuyant peut-être même le Kurdistan syrien) tentant, sans aucun autre choix, de se diriger vers les rivages européens – cette Europe qui a fait don récemment d'une somme considérable au gouvernement de la Turquie pour qu'il maintienne sur son territoire les réfugiés échappant aux guerres des pays avec lesquels elle partage sa frontière – ? Car, en attendant, la Turquie reste un allié et partenaire de premier choix. Un rempart qui empêche que ça ne déborde vers ailleurs.

Et enfin, tout au fond de l'horizon reste, en attendant, la possibilité de la reprise du dialogue en vue d'une solution pacifique. Mais pourquoi un Erdogan y songerait-il alors que c'est la guerre qui a reconfirmé sa popularité ?

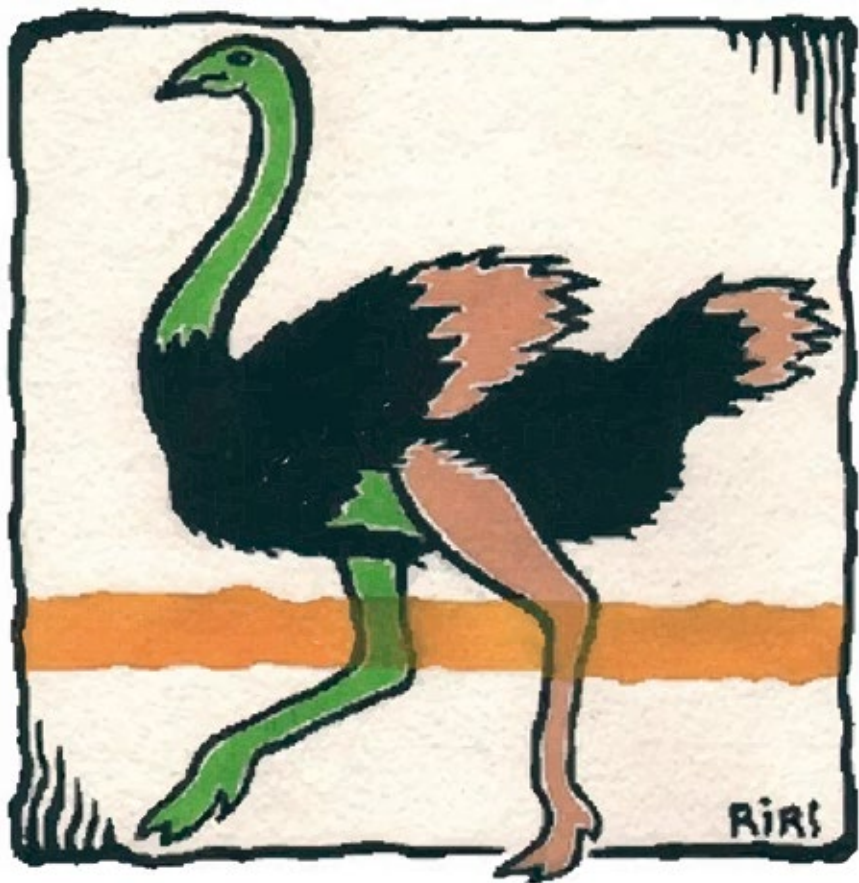
Tom Nisse

Bruxelles, début novembre 2015

<sup>1</sup> qui s'est notamment traduit par la mise à sac des bureaux du HDP (le bras politique légal du PKK selon l'amalgame en vigueur) et de la rédaction d'un journal osant critiquer guerre ou gouvernement, ainsi que par la main-mise forcée quasi totale d'Erdogan sur les médias.







Notre camarade Fred Desoches nous a quittés cet automne, et c'est un vrai choc pour toute l'équipe du Monde libertaire. Notre journal doit beaucoup à son investissement continu, au sein du comité de rédaction dont il a été un pilier pendant plus de 10 ans, mais aussi en tant qu'auteur régulier, sous ses divers pseudos : l'Autruche, Fred, Ladrissse...

Fred était un des plus passionnés d'entre nous, nous avons eu de grands moments de camaraderie et de partage, que nous n'oublierons pas. Adieu l'ami, on aimait bien ta plume et tes griffes.

Toutes nos pensées vont à sa famille, Béa et Louise, dans ce moment de terrible chagrin. Nous remercions Thierry, son ami, qui nous a fait parvenir le texte inédit que vous trouverez ci-contre.

**Le comité de rédaction**  
Fédération anarchiste

Ces derniers mois, Fred m'entretenait souvent de son grand livre à venir, « J'ai entrepris ce travail par souci, avant tout, de clarifier le bordel de mes pensées » me disait-il. Il m'envoyait les quelques chapitres déjà écrits, recevait mes réactions enthousiastes avec humilité. Je le poussais à poursuivre, mais lui, toujours dans l'action directe, était déjà loin, avec Béa sur le parvis de la mairie de Saint-Ouen, défendant bec et ongles les habitants du village rroms. Il ne comptait ni ses heures ni son énergie, ni son amitié ni ses colères et je l'aimais pour ça, pour cette faculté à refuser les petites lâchetés, les indispensables compromissions du quotidien. Dans ce texte inédit, introduction au livre qui ne se fera pas, je le retrouve tout entier, avec sa plume acérée et juste, sa sensibilité à fleur de peau. Je remercie grandement Béa d'autoriser sa publication.

**Thierry**  
Groupe Nous Autres  
Fédération anarchiste

# Cette insurrection qui ne vient pas<sup>1</sup>

Dérives en milieu libertaire

« Hélas ! Donc en avant. ».  
V. Jankélévitch

**Avertissement : les quelques réflexions qui suivent sont autant de regards jetés sur l'actuel mouvement libertaire, et ne sont que cela. On sera peut-être surpris de n'y trouver que peu de références à la masse moutonnaire dépolitisée, engourdie par la propagande, abrutie de travail et de crédits revolving. D'autres s'en sont chargés et s'en chargent très bien. Aussi, cette modeste contribution est, pour l'essentiel, consacrée au clan libertaire, à cette tribu à laquelle j'appartiens mais qui ne se montre plus guère, en tout cas plus assez, capable d'exercer une véritable autocritique.**

Intelligence du minéral, efficacité de la pierre : l'anarchie serait pour d'aucuns ce gravillon niché dans la chaussure à clous du Capital en marche. Il en blesserait la molle chair, en agacerait le talon au point d'en ralentir l'allure. Ralentir, et non pas stopper : nous en serions là, paraît-il, d'une ambition sans cesse revue à la baisse lors des dernières décennies, lesquelles, avec un Mur de sinistre mémoire, ont vu pareillement s'affaler nos plus concrètes utopies. Nous étions, paraît-il, déraisonnables, à sonder sans relâche le fantastique, lâchant l'ombre et guettant la proie, conspirant nuit et jour contre le point final sur lequel viendrait bientôt, promis juré crashé, comme s'écraser l'Histoire. Démontant, pièce à pièce, l'ordre social cette chimère, résolu à détruire, véroler les programmes dédiés à l'épuisement des possibles, nous déraisonnions là encore. Revenus des horizons bradés, il nous fallait maintenant modérer nos ardeurs et minorer nos joies, nous asseoir et devenir pour ainsi dire convenables. Un anarchisme de posture — vulgate libertaire faite de permissivité variable selon l'endroit, la saison ou l'humeur, et le plus souvent cantonnée au domaine culturel, aux mœurs : une brigade y veille —, une pose anti-autoritaire se serait donc substituée au projet révolutionnaire. Aux Dominants l'économie, l'idéologie, le contrôle. Aux libertaires le champ des solidarités réduites à l'aide aux dévotés, aux Amap et autres brocantes solidaires. En l'espace

d'un demi-siècle, le pavé dans la face se serait transformé en caillou dans le godillot. À voir.

Pour autant, le ponçage s'est bel et bien produit. On a poli la pierre, et la puissance symbolique de cette altération, mutation d'une matière brute voir brutale en allégorie minérale, n'est plus à démontrer. Elle est partout visible, dans les oxymorons type libéral-libertaire, dans les pratiques relevant de la collaboration tel l'appel à voter Chirac pour contrer soi-disant Le Pen — quinze ans plus tard, les scores de la rejetonne montrent assez les limites d'une stratégie basée sur l'émotivité. La nature, essentielle, de ce qui fut perdu sous les coups de rabot n'échappe plus guère qu'aux régents de l'anarchisme officiel, à ces petits chefs à plumes régissant sur de maigri-chonnes tribus, gardiens d'une orthodoxie mortifère, addicts aux vapeurs enveloppant leurs trônes de papier. Les gesticulations de ces potentats pathétiques se limiteraient au risible s'ils ne gâtaient leur pâlotte énergie à tenter d'empêcher l'expression de militants sincères. Pour ceux-là, honnêtes questionneurs de l'idée de domination, l'idée révolutionnaire demeure malgré tout pertinente, et mérite qu'on s'y arrête.

Sous sa forme classique le moment révolutionnaire est de l'ordre de la rupture, et de la totalité, non des petits aménagements en marge. Comment dès lors s'étonner de voir les tenants d'un anarchisme de posture rejoindre la nouvelle bourgeoisie socialo-écoco-collaborationniste en une même détestation de cette révolution qu'ils auraient, disent-ils, tant aimés ? Rejetée du fait de la violence qu'elle impliquerait, jugée inopérante, décevante au regard des attentes qu'elle suscite et des résultats obtenus, l'idée de révolution serait par ailleurs discréditée de façon définitive par une vision comptable, statistique, de l'Histoire. Il est vrai que du point-de-vue du chiffre, elle a toujours échoué. Et donc ?

<sup>1</sup> Note de l'auteur : Le titre de ce texte s'inspire de celui publié en 2007 aux éditions La Fabrique, *L'insurrection qui vient*, signé par le Comité Invisible. Texte exemplaire et de combat, *L'insurrection qui vient* présente toutes les qualités du livre de non-chevet.



Mais ce n'est pas encore assez et vient se rajouter au maelstrom critique la dimension technique d'une révolution rendue soi-disant impossible. Nouvelles technologies : l'infini développement des dispositifs policiers entendus au sens large — propagande et contrôle des populations, technologies liberticides, armements, effectifs surnuméraires et autres moyens de coercition — sonnerait le glas du projet révolutionnaire. Le voici voué aux gémonies, confiné au musée des rêveries avortées au même titre que les soulèvements populaires où les assemblées du même nom. Objet frappé d'obsolescence, la révolution serait folklore, moqué et condamné par nos post-révolutionnaires, lesquels se révelent plutôt contre-révolutionnaires. Que, du Chiapas à Benghazi, les foules aient une nouvelle fois porté jusqu'à l'incandescence ce moment révolutionnaire, dégageant de sa gangue une énergie brutale et foncièrement créatrice ; que les outils, les pratiques, les modes d'organisation nés de la rupture radicale aient là encore démontré la puissance intrinsèque du soulèvement, ne leur importe guère : fesse bouc et autres réseaux sociaux auraient permis la chute de Ben Ali et consorts, voilà ce qu'ils retiennent, ce qu'ils s'obstinent à retenir. Miracles de technologie que ces révolutions-là, disent-ils. Et d'en oublier au passage les plusieurs milliers de morts qui, jusqu'à preuve du contraire, ne furent pas fauchés par un tir de SMS.

Dans les quelques pays où il se survit à lui-même, l'anarchisme semble donc avoir fait le choix du gravier, contre le pavé. D'aucuns en tirent satisfaction, voire glorieuse bien surannée. Ce qui les guette pourtant n'est rien moins que leur disparition politique : quelqu'un a-t-il des nouvelles des petits bourgeois dits bohèmes, chantres de l'altermondialisme qui, il n'y a pas si longtemps, luttaient à coup de tofu-soja pour un "capitalisme à visage humain", nouvel oxymoron ? Tout naturellement, les orphelins de ce machin s'en sont allés polluer les vieilles organisations d'obédience révolutionnaire, trop heureuses de ce nouvel arrivage militant. Elles pensaient les convertir aux vertus de la révolte, finalement ce sont elles qui se sont laissées pervertir. Il ne s'agit plus, désormais, de mettre de l'eau dans son vin : il s'agit de verser de l'eau dans de l'eau.

Tandis que nous trinquons sans ivresse, le capitalisme, pour sa part, avance à marche même pas forcée, randonneur de première, rompu au pas du berger. Il gagne du terrain, grimpe vers les hauteurs, piétinant sans y prendre garde les délicates pâquerettes de l'altermondialisme et autres fleurs des champs de ruine. Mondialisé de longue date, organisé, finaud, masqué, il sait lui la réalité d'une guerre qu'il est en train de gagner. Il y a presque vingt ans, dans un texte appelé à connaître une diffusion planétaire, le sous-commandant Marcos prévenait : le capitalisme est en guerre contre le genre humain. De cette guerre dont ils ignorent — ou feignent d'ignorer — qu'elle ait cours de longtemps et se déroule, là, sous nos yeux, certains "anarchistes" semblent penser qu'elle n'est, pour l'heure, qu'une hypothèse, et qu'elle n'est pas inéluctable. Négocions avec l'ennemi, il saura nous entendre : une seule solution, la négociation ! Ces Munichois nouvelle manière connaîtront le sort de leurs pères.

Le texte qui suit est traversé d'une inquiétude, toujours présente : voir le mouvement libertaire disparaître à son tour, happé par le capitalisme démocratique (la formule est de Thierry Hazan) et son incroyable puissance de récupération. Le voir se perdre dans les méandres de micro-résistances qui n'ont de résistances que le nom, mais sont effectivement totalement micro. Voir se diluer les bases d'une philosophie politique et d'une praxis, concomitantes à l'histoire de l'humanité, et regarder, sans réagir, se substituer au projet de révolution globale un anarchisme light, parfaitement intégré aux structures politiques, sociales, économiques, un anarchisme inoffensif ayant renoncé au pavé, à la révolution, lui préférant le gravillon, l'anarchisme de témoignage. Tandis que d'antédiluviens militants seraient chargés de ressasser sans cesse la glorieuse saga des ancêtres, d'autres, peut-être plus jeunes, s'occuperaient d'intégrer le champ économique, social, politique, à travers AMAP, ciné-clubs, mouvements revendicatifs limités au champ sociétal et recevant bien entendu l'aval du pouvoir, puisque sans risques aucun pour lui. Ainsi pourrions-nous verser dans l'autosatisfaction, acteurs reconus, interlocuteurs acceptables, reçus à la table notable.

Au prix de quels renoncements ? Combien de mains doit serrer un groupe de militants pour enfin accéder à une salle municipale — alors même qu'à deux pas de là des locaux vides ne demandent qu'à être occupés ? Doit-on désormais se coller nos affiches que sur les espaces dédiés à l'expression dite libre ? Devra-t-on, demain, à seule fin d'honorabilité, s'inscrire sur les listes électorales, voire présenter des candidats ? Quand le courage minimal le cède à la compromission, l'échouage n'est jamais loin. Ces dérives nous condamnent. Commençons par en signaler les plus évidentes, avant d'envisager, modestement, quels *biais* seraient susceptibles de relier, en un seul mouvement, le gravillon et le pavé.

**Frédéric Desoche**  
dit *Ladrissé*, dit *l'Autruche*,  
qui signait aussi *Fred Saint-Ouen 93*.

# GRILLE DES PROGRAMMES

## LUNDI

- 09h00 - Pause musicale**
- 11h00 - Lundi matin** : infos et revue de presse
- 13h00 - Pause musicale**
- 14h30 - En alternance**  
→ **Ondes de choc** : magazine culturel, poésie, chanson et littérature
- **Pause musicale**
- 16h00 - Trous noirs** : luttes sociales
- 18h00 - En alternance**  
→ **Les mangeux d'terre** : éco-libertaire - 1<sup>er</sup> lundi
- **Focus** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un live musical - 2<sup>ème</sup> lundi
- **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé - 3<sup>ème</sup> lundi
- **Sciences en liberté** : l. h. 30 pour démêner la biologie - 4<sup>ème</sup> lundi

- 19h30 - En alternance**  
→ **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT
- **Chroniques d'ailleurs** : relations internationales de la FA - 2<sup>ème</sup>lundi de chaque mois
- 21h00 - Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson
- 22h30 - De la pente du carmel, la vue est magnifique** : comme son nom l'indique
- 00h00 - Nuit noire** : musique dans le noir de la nuit

## MARDI

- 08h00 - Et toi, tu la sens la cinquième puissance** : Contre propagande, état des lieux, et ...
- **Court-Circuit** : scènes philosophiques
- **Pause musicale**
- 11h00 - Artracaille** : débat de la condition de l'artiste dans la cité
- 12h30 - Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales
- 14h30 - Pause musicale**
- 17h00 - Des oreilles avec des trous (dedans)** : des fusiques molles pour tous les trous
- 18h00 - En alternance**  
→ **Ideaux et débats** : émission littéraire
- **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous
- 19h30 - Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle
- 20h30 - En alternance**  
→ **Emission de la CNT**
- **Lumière noire** : portraits d'anarchistes - 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> mardis
- 22h30 - Ça booste sous les pavés** : musique, reportages, actu et le CSPB tous les derniers mardis du mois
- 00h30 - Les rendez-vous soniques** : le magazine libertaire du rock, rendez-vous live

## MERCREDI

- 08h30 - Pause musicale**
- 09h30 - L'entomoir** : antipsychiatrie
- 10h30 - Blues en liberté** : émission musicale blues
- 12h00 - Pause musicale**
- 14h00 - En alternance**  
→ **Radio Tisio** : le ciel est bleu, t'as le vent dans le nez - 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> mercredis
- **Des cailloux dans l'engrenage** : l'enfance, poil à gratter - 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> mercredis
- 16h00 - Pause musicale**
- 17h00 - En alternance**  
→ **Jus d'airielle** : reportage sonore et militant - 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> mercredis
- **Squat'heure d'antenne** : l'émission des squats et lieux alternatifs - 3<sup>ème</sup> mercredi
- 18h30 - Femmes libres** : femmes qui luttent, femmes qui témoignent
- 20h30 - Ras les murs** : actualité des luttes des prisonniers
- 22h30 - Trafic** : musiques urbaines et fibres propos

## JEUDI

- 09h00 - Pause musicale**
- 10h00 - Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité
- 12h00 - De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson
- 14h00 - Radio cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry
- 15h00 - Bibliomanie** : autour des livres
- 16h30 - En alternance**  
→ **Radio Lap** : émission du Lycée autogéré de Paris - 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> jeudis
- **Radio Goliard(s)** : histoire populaire par tous et pour tous - 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> jeudis
- 18h00 - Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France
- 19h30 - En alternance**  
→ **Cosmos** : 1<sup>er</sup> et 5<sup>ème</sup> jeudis
- **Jeudis noirs** : 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> jeudis
- **Asktatunak!** : actualité politique au pays basque - 3<sup>ème</sup> jeudi
- 20h30 - Entre chiens et loups** : expressions artistiques et libertaires
- 22h00 - Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

## VENDREDI

- 08h00 - For a few sixties more** : musique populaire des années 60
- 10h00 - Zones d'attraction** : philosophie witz et performance
- 13h00 - Place au fous** : musiques, disciplines de l'indiscipline
- 14h30 - Les oreilles libres** : musiques engagées
- 16h00 - En alternance**  
→ **Sortir du colonialisme** : 5<sup>ème</sup> vendredis - 1<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> vendredis
- **Pause musicale**
- 17h30 - Radio espéranto** : émission de l'association Sat Amikaro
- 19h00 - L'invité du vendredi**  
→ **Des droits et des hommes** : la LDH - 1<sup>er</sup> et 5<sup>er</sup> vendredis
- **Au delà du RL** : Chroniques ; billets d'humeur ... - 2<sup>ème</sup> vendredi
- **L'antenne du social** : autour des acteurs du social - 3<sup>ème</sup> vendredi
- **Naséma** : informations sociales et politiques sur le sida - 4<sup>ème</sup> vendredi
- 21h00 - En alternance**  
→ **Offensive** : libertaire et sociale
- **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance
- 22h30 - En alternance**  
→ **Transboards** : qui fait bouger la ligne - 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> vendredi
- **Radio X** : musiques électromatiques 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> vendredi
- 00h00 - Les nuits musicales**  
→ **Sure shots** : 1<sup>er</sup> vendredi
- **Radio X** : 3<sup>ème</sup> vendredi
- **Nuit Léo** : 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> vendredi

## SAMEDI

- 08h00 - Réveil hip-hop** : hip-hop au saut du lit ou dans le lit
- 10h00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique point
- 11h30 - Chroniques syndicales** : luttes et actualités sociales
- 13h30 - Chroniques rebelles** : débats dossiers et rencontres
- 15h30 - Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante
- 17h00 - En alternance**  
→ **Bulles noires** : BD et polar
- **Bulle de rêve** : cinéma d'animation
- 19h00 - En alternance**  
→ **Tribuna latino america** : actualité de l'amérique latine
- **Contre-bande** : cinéma
- **Longtemps je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma
- 21h00 - Les nuits libertaires**  
→ **Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine
- **Tormentor** : musiques alternatives
- 23h00 - En alternance**  
→ **Nuit off** : topologies sonores, rocks et chronique
- **Hôtel paradoxale** : pratique de la poésie sonore et de la performance

<http://radio-libertaire.net/>  
Tél studio 01 43 71 89 40  
Siège social  
Publico  
145 rue Amelot  
75011 Paris  
Permanence  
le mardi à partir de 19 h

# Radio LIBERTAIRE

LA RADIO DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE **89.4 MHz**



# Les 102 groupes et liaisons de la FEDERATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif.

La participation de tous aux structures et aux oeuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : [www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org)

Au 15 décembre 2015.

**Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale, ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA**

FA-RI 145 rue Amelot 75011 Paris  
relations-interieures@federation-anarchiste.org

## ★ 01 AIN

Liaison de Bourg-en-Bresse  
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

## ★ 02 AISNE

Groupe Kropotkine  
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale  
8, rue Fouquierolles 02000 MERLIEUX  
Tél. 03 23 80 17 09  
kropotkine02@riseup.net  
http://kropotkine.cybertaria.org  
Permanence : 1<sup>er</sup> 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> jeudi du mois de 18 à 21h

## ★ 03 ALLIER

Groupe de Montluçon  
allier@federation-anarchiste.org

## ★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff  
metchnikoff@federation-anarchiste.org

## ★ 06 ALPES-MARITIMES

Liaison de Nice  
nice@federation-anarchiste.org

## ★ 07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas  
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr  
http://www.aubanas.lautre.net

Liaison Nord-Ardèche  
nord-ardeche@federation-anarchiste.org

## ★ 10 AUBE

Liaison de Troyes  
troyes@federation-anarchiste.org

## ★ 12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron  
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

Liaison Dada  
dada@federation-anarchiste.org

## ★ 13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal - Marseille  
groupe-germinal@riseup.net

Liaison La Ciotat  
groupe-germinal@riseup.net

Liaison Martigues  
martigues@federation-anarchiste.org

## ★ 14 CALVADOS

Groupe Sanguin - Caen  
groupesanguinfa14@laposte.net  
http://sous-la-cendre.info/  
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

## ★ 15 CANTAL

Liaison Cantal  
cantal@federation-anarchiste.org

## ★ 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres  
35 allée de l'angle chauce 17190 St-Georges d'Oleron  
nous-autres@federation-anarchiste.org

## ★ 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle  
Maison des associations  
Groupe la Mistoufle  
c/o les Voix sans maître BP 8  
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON  
lasociale@riseup.net  
http://groupepamistoufle.jimdo.com

## ★ 22 COTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance  
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000 Saint-Brieux  
souvenance@no-log.org

## ★ 23 CREUSE

Groupe Arthur Lehning  
alain.dropsy@yahoo.fr  
http://anarchie23.centerblog.net

Liaison Emile Armand  
Cédric Lafont  
19 rue de Chanteloube  
23500 Felletin  
emile-armand@federation-anarchiste.org

## ★ 24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman - Périgueux  
emma.goldman@no-log.org  
http://fa-perigueux.blogspot.fr  
Vente du Monde libertaire les samedis de 11h à 12h au marché de Périgueux, place de la Clautre.

## ★ 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon  
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex  
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org  
http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com  
Permanence à la librairie l'Autodidacte, les  
mercredis de 16 à 19h et les samedis de 15 à 19h.

Librairie L'Autodidacte  
5 rue Marulaz 25000 Besançon  
http://www.lautodidacte.org

Liaison Nord-Doubs  
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

## ★ 26 DROME

Liaison de Valence  
valence@federation-anarchiste.org

## Groupe la Rue Râle (St Jean en Royans/Vercors)

laruerale@no-log.org  
http://laruerale.wordpress.com  
Nous organisons des soirées débat, des projections, des tables de presse, des alternatives en acte, nous circulons avec un bibliobus et la Cantina : cantine autogérée, bio, à prix libre. Nous participons à l'Université Populaire du Royans/Vercors et nous sommes présents sur luttes sociales.

## ★ 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres  
fa.chartres@gmail.com

## ★ 29 FINISTERE

Groupe de Brest  
brest@federation-anarchiste.org

Groupe Le Ferment  
leferment@federation-anarchiste.org

## ★ 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse  
fa.30.84@gmail.com  
http://www.fa-30-84.org

## ★ 32 GERS

Groupe Fresnes-Anthony Anar'tiste  
anarliste32@federation-anarchiste.org

## ★ 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrué  
c/o Athénée libertaire  
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux  
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org  
cerclelibertairejb33@wordpress.com  
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

Groupe Nathalie Le Mel  
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

## ★ 34 HERAULT

Groupe de Montpellier-Hérault  
montpellier@federation-anarchiste.org  
http://famontpellier34.blogspot.fr

Liaison Frontignan-Sète  
frontignan-sete@federation-anarchiste.org





★ 35 ILLE-ET-VILAINE

**Groupe La Sociale**  
Local "la Commune"  
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes  
contact@fareennes.org  
http://lasocialefederationanarchiste.blogspot.com  
*La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge 133 films militants :*  
http://dailymotion.com/fareennes

**Librairie associative "La Commune"**  
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes  
Ouverte le mercredi & samedi  
de 14 heures à 18 heures

★ 38 ISERE

**Groupe La Rue Râle - Pont en Royans/Vercors**  
laruerale@no-log.org  
http://vercors-libertaire.blogspot.com/  
*Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30*

★ 40 LANDES

**Groupe Elisée Reclus - Dax**  
elisee-reclus@federation-anarchiste.org  
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

**Union Régionale Sud Aquitaine de la FA**  
ursa@federation-anarchiste.org  
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

★ 42 LOIRE

**Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise**  
Bourse du Travail  
Salle 15 bis Cours Victor Hugo  
42028 Saint Etienne cedex 1  
groupe.makhno42@gmail.com

★ 44 LOIRE ATLANTIQUE

**Groupe Nosotros - Saint-Nazaire**  
nosotros@federation-anarchiste.org

**Liaison de Saint-Nazaire**  
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

**Groupe Déjacque - Nantes**  
nantes@federation-anarchiste.org  
http://fa-nantes.over-blog.com/  
facebook.com/jdejacque  
*Le groupe Joseph Desjacques tient chaque premier mardi du mois une permanence locale au 817, 17 rue Paul Bédarride (tout au fond de la 2ème cour à l'étage), de 18 à 20h sous forme de table de presse.*

★ 45 LOIRET

**Groupe Gaston Couté -Montargis**  
groupegastoncoute@gmail.com  
http://groupegastoncoute.wordpress.com

★ 46 LOT

**Liaison de Gourdon**  
gourdon@federation-anarchiste.org

★ 50 MANCHE

**Liaison de Cherbourg**  
cherbourg@federation-anarchiste.org

★ 53 MAYENNE

**Liaison de Laval**  
laval@federation-anarchiste.org

★ 55 MEUSE

**Groupe Jacques Turbin-Thionville**  
groupejacquesturbin@rocketmail.com

★ 56 MORBIHAN

**Groupe Libertaire René Lochu**  
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes  
groupe.lochu@riseup.net  
http://anars56.over-blog.org/

★ 57 MOSELLE

**Groupe de Metz**  
Association Culturelle Libertaire  
BP 16 57645 Noisville  
groupedemetz@federation-anarchiste.org  
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

★ 60 OISE

**Liaison Beauvais**  
scalp60@free.fr

★ 61 ORNE

**Liaison Orne**

★ 62 PAS-DE-CALAIS

**Groupe de Béthune-Arras**  
bethune-arras@federation-anarchiste.org  
http://www.noirgazier.lautre.net/

★ 63 PUY-DE-DÔME

**Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand**  
spartacus@federation-anarchiste.org

★ 64 PYRENNÉES-ATLANTIQUES

**Liaison Euskal Herria - Bayonne**  
euskal-herria@federation-anarchiste.org

★ 66 PYRENEES-ORIENTALES

**Groupe John Cage**  
john-cage@federation-anarchiste.org  
*édite la revue Art et Anarchie*  
http://artetanarchie.com

**Groupe Pierre Ruff**  
pierre.ruff@federation-anarchiste.org

★ 67 BAS-RHIN

**Groupe de Strasbourg**  
**Liaison Bas Rhin**  
c/o REMON  
BP 35 67340 Ingwiller  
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

★ 68 HAUT-RHIN

**Liaison de Colmar**  
colmar@federation-anarchiste.org

★ 69 RHONE

**Groupe Graine d'Anar**  
grainedanar@vivre-libre.org  
http://grainedanar.org

**Groupe Kronstadt - Grand Lyon**  
kronstadt@federation-anarchiste.org  
http://fa-kronstadt.blogspot.fr

★ 70 SAONE-ET-LOIRE

**Liaison Haute-Saone**  
haute-saone@federation-anarchiste.org

★ 71 SAONE-ET-LOIRE

**Groupe La Vache Noire**  
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny  
leperepeinard@no-log.org

★ 73 SAVOIE

**Groupe de Chambéry**  
c/o La salamandre- Maison des associations  
67 Rue St François de Sales Boite X/33  
73000 Chambéry  
FA73@no-log.org  
http://fa73.lautre.net

★ 74 HAUTE-SAVOIE

**Liaison Haute-Savoie**  
haute-savoie@federation-anarchiste.org

★ 75 PARIS

**Groupe Salvador Segui**  
groupe-segui@federation-anarchiste.org  
www.salvador-segui.blogspot.com

**Groupe Pierre Besnard**  
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org  
*Diffusion et vente du Monde libertaire tous les dimanche matin de 10h30 à midi Place des Fêtes dans le 19e*

**Groupe Regard noir**  
regardnoir.fa@gmail.com  
http://regard-noir.toile-libre.org  
facebook.com/RegardNoirFA

**Groupe Jean Baptiste Botul**  
botul@federation-anarchiste.org  
http://groupe-botul.eklablog.net

**Groupe La Commune de Paris - Paris Nord et Est**  
*Vente du Monde libertaire les jeudis de 18h à 19h au métro Belleville*  
la-commune-de-paris@federation-anarchiste.org

**Groupe CLAAAAAASH**  
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org

**Groupe Louise Michel**  
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org  
http://www.groupe-louise-michel.org/

**Bibliothèque La Rue**  
Bibliothèque libertaire La Rue  
10 rue Planquette 75018 Paris  
*Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00*  
http://bibliotheque-larue.over-blog.com  
larue75018@yahoo.fr

**Groupe Berneri**  
*Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, émission "Ras-les-Murs", actualités prison/répression, lutte contre tous les enfermements !*

**Groupe Artracaille**  
artracaille@orange.fr  
pour le groupe : <http://www.artracaille.fr>  
pour l'émission radio :  
<http://artracaille.blogspot.com>

**Groupe Anartiste**  
an.artiste@yahoo.fr  
<http://anartiste.hautetfort.com>

**Groupe No Name**  
no-name@federation-anarchiste.org

**Librairie du Monde libertaire**  
145 rue Amelot 75 011 PARIS  
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59  
*Ouverture :*  
*du mardi au vendredi : 14 h à 19 h 30*  
*le samedi : 10h à 19 h 30*  
librairie-publico@sfr.fr  
<http://www.librairie-publico.com>

**Radio Libertaire**  
89.4 Mhz et sur le net  
sur <http://r1.federation-anarchiste.org>  
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

★ 76 SEINE-MARITIME

**Groupe de Rouen**  
c/o Librairie l'insoumise  
128 rue St Hilaire 76000 Rouen  
rouen@federation-anarchiste.org  
*Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc*

**Librairie l'insoumise**  
128 rue St Hilaire 76000 Rouen  
*Ouverture :*  
*Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h.*  
*Pendant les vacances scolaires*  
*les Samedi de 14h. à 18h.*  
<http://www.insoumise.lautre.net/>

★ 77 SEINE-ET-MARNE

**Liaison Melun**

**Liaison de Chelles**

★ 78 YVELINES

**Groupe Gaston Leval**  
gaston-leval@federation-anarchiste.org  
<http://monde-nouveau.net>

★ 79 DEUX SEVRES

**Liaison Bakounine - Thouars**  
bakounine@federation-anarchiste.org

★ 80 SOMME

**Groupe Alexandre Marius Jacob**  
amiens@federation-anarchiste.org  
contact@fa-amiens.org  
<http://fa-amiens.org/>

★ 81 TARN

**Groupe Les ELAF**  
elaf@federation-anarchiste.org

★ 84 VAUCLUSE

**Groupe Gard-Vaucluse**  
fa.30.84@gmail.com  
<http://www.fa-30-84.org>

★ 85 VENDEE

**Groupe Henri Laborit**  
henri-laborit@federation-anarchiste.org

★ 86 VIENNE

**Liaison Poitiers**  
poitiers@federation-anarchiste.org

★ 87 HAUTE VIENNE

**Groupe Armand Beaura**  
armand-beaura@federation-anarchiste.org

★ 92 HAUTS-DE-SEINE

**Liaison Fresnes-Antony Anar'tiste**  
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

★ 93 SEINE-ST-DENIS

**Groupe Henry Poullaille**  
c/o La Dionysité  
4, place Paul Langevin 93200- Saint Denis  
groupe-henry-poullaille@wanadoo.fr  
<http://poullaille.org>

**Groupe de Saint-Ouen**  
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org  
<http://groupesaintouen93.blogspot.fr>

★ 94 VAL-DE-MARNE

**Groupe Elisée Reclus - Ivry-sur-Seine**  
faivry@no-log.org  
<http://fa-ivry.foriogaj.tk>

**Liaison L'Avenir - Créteil**  
nosotros36@free.fr

★ 95 VAL-D'OISE

**Groupe Le Merle Moqueur - Cergy-Pontoise**  
le-merle-moqueur@federation-anarchiste.org  
facebook.com/le.merle.moqueur.federation.anarchiste

★ 988 NOUVELLE-CALEDONIE

**Liaison Nouvelle-Calédonie**  
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

★ BELGIQUE

**Groupe Ici et maintenant - Bruxelles**  
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org  
*Le groupe édite avec d'autres le trimestriel "A voix outre"*  
<http://www.avoxautre.be>

★ SUISSE

**Fédération Libertaire des Montagnes**  
flm@federation-anarchiste.org

**Liaison Genève**  
geneve@federation-anarchiste.org





Pour retrouver les points de distribution du Monde libertaire bimestriel :

[www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com)

Les anciens numéros peuvent être consultés sur notre site : [www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)  
ou commandés (dans la limite des stocks encore disponibles) à la librairie Publico,  
145 rue Amelot à Paris (11°)



## Bulletin d'abonnement

2 formules d'abonnement, 2 possibilités de règlement :

- par chèque bancaire libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES joint à votre courrier
- par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 / BIC CCOPFRPPXXX

bulletin à retourner complété à :  
**LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES**  
 Service Abonnements  
 145 rue Amelot  
 75011 Paris

# Abonnez-vous

## FRANCE, DROM-COM ET ETRANGER

Pour les chômeurs/chomeuses, réduction de 50%  
 sur les abonnements en France métropolitaine.  
 Gratuit pour les détenu.es.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : .....

Pays : .....

### Mon règlement :

- par chèque joint à ce courrier, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES
- par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 - BIC CCOPFRPPXXX .

**Pour les abonnements vers l'étranger**, merci de choisir le règlement par virement international : évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !

**Pour nous signaler un changement d'adresse**, merci de joindre la feuille de routage jointe au dernier numéro reçu.

Selon la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, en vous adressant aux PUBLICATIONS LIBERTAIRES qui restent seules utilisatrices de ces données, dans le cadre exclusif de la gestion de votre abonnement.



### 1 an 6 numéros + suppléments

- Abonnement standard 28 €
- Abonnement + soutien 50 €

### 6 mois 3 numéros + suppléments

- Abonnement standard 14 €
- Abonnement + soutien 30 €







**#63**

